

CAHIERS MARXISTES

Revue trimestrielle

N° 16

5^e année / Janvier-février-mars 1973

Éditée sous le patronage
de la Fondation Joseph Jacquemotte

ACTION POLITIQUE ET SOCIALISME

***Les alliances démocratiques
et la question du pouvoir en Belgique***

Rien n'est devenu plus banal, dans notre pays, que de parler de la crise du régime. Cette crise est d'ailleurs patente et ne demande même plus à être décrite. La question de savoir comment y mettre fin, et au profit de qui, est sans nul doute la plus brûlante du moment.

Cette question, nous allons l'examiner sous l'angle de l'action politique à mener pour sortir de la crise dans une direction bien définie, dans la direction d'une démocratie moderne, dans la direction du socialisme.

Qui dit action politique dit alliances politiques. A leur tour, les alliances politiques exigent un but. C'est ici que l'action doit rejoindre l'idéologie, celle-ci n'étant pas nécessairement comprise sous sa forme la plus raffinée. Par exemple, si l'on pense socialisme il semble qu'il faille penser aussi au pouvoir capitaliste existant et aux moyens de le limiter et de l'abolir. Or, l'expérience prouve que cela ne se fait pas naturellement. On est parfaitement en droit de se demander si le mouvement ouvrier et démocratique de notre pays, pris dans son ensemble, ne souffre pas de l'absence d'une seule idée. Il aspire en effet à une démocratie supérieure, voire au socialisme démocratique, mais il évite d'envisager l'instauration du pouvoir de demain, du pouvoir populaire moderne, du pouvoir socialiste.

Notre hypothèse de travail peut donc se résumer en les termes suivants : « L'action politique en direction du socialisme implique un système d'alliances ouvrières et démocratiques dont la valeur

dépend, dès aujourd'hui, du but qu'elles s'assignent, ce but devant être à notre sens l'éviction du pouvoir capitaliste et l'instauration du pouvoir socialiste. »

Cette hypothèse de travail est-elle valable ? La proximité du Congrès doctrinal du PSB, les réactions qu'engendre la lecture des premiers documents préparant ce congrès constituent, à ce propos, un point de départ pour d'utiles réflexions.

Autour d'un faux dilemme et de quelques approches

Nous avons bien parlé d'un point de départ, et de cela seulement.

Il n'entre point dans nos intentions, pourtant, de diminuer d'avance la signification des travaux du prochain Congrès doctrinal du PSB. Ce congrès sera important, c'est certain. Il concerne la composante politique la plus forte et la plus ancienne du mouvement ouvrier et démocratique de notre pays. Le parti socialiste, ce qu'il fait, ce qu'il dit, figurent parmi les éléments de base de notre vie publique. Il serait sot, et intellectuellement peu honnête, de chicaner sur leur valeur.

Néanmoins, cette valeur a ses limites. Le parti socialiste n'est plus, comme a pu l'être dans le passé le Parti Ouvrier Belge, la seule expression organisée de l'opposition au capitalisme, la seule expression organisée de l'aspiration au socialisme. A cette limite objective s'ajoutent des limites subjectives. Rien n'indique, jusqu'ici, que le prochain Congrès du P.S.B. désire ou puisse s'élever au niveau idéologique et stratégique du lointain Congrès de Quaregnon. Et même sur le terrain de l'action politique, qui nous préoccupe plus particulièrement, la clarté de ses options n'est pas assurée.

En effet, parmi les « thèses à soumettre à la discussion en vue de la rédaction d'un rapport » et au chapitre « Action politique » les militants socialistes voient s'inscrire la question suivante : « Le PSB : parti des seuls salariés ou parti de la gauche démocratique et progressiste ? »

Rien de plus étonnant que ce dilemme, à part peut-être sa formulation.

On se demande tout d'abord pourquoi un parti « des seuls salariés » ne pourrait pas se faire l'artisan ou un des artisans, du rassemblement des forces de gauche. D'autant plus que le terme « salariés », depuis des années déjà, revêt un contenu de plus en plus riche et divers. Les employés des banques, pour ne parler que de ceux-là, réagissent aujourd'hui, face à leurs grands patrons, comme des salariés au sens étroit du terme. De même, les agents des Services Publics perçoivent de plus en plus clairement qu'ils ne sont pas exploités par une administration quelconque, mais bien par le capitalisme monopoliste d'Etat. Et les cadres, toujours davantage, réagissent de façon « ouvrière » pour la défense de leurs revendications.

Mais là n'est pas le problème pour les auteurs de la question. Ceux-ci se demandent, tout simplement, si en adoptant un style travailliste(dans le sens anglais du terme, probablement) le P.S.B. pourrait faire dans ses rangs et sur ses listes l'unité des ouvriers socialistes et chrétiens.

Quant au « parti de la gauche démocratique et progressiste », le document socialiste se montre très vague. Ce parti devrait adopter un style moderne et ouvert et accorder « plus d'attention aux problèmes des indépendants et des cadres ». Il pourrait de la sorte, si nous avons bien compris, s'engraisser aux dépens du P.L.P. et des partis communautaires, la démocratie chrétienne demeurant allergique au socialisme et étant sans doute destinée à rester sous l'égide du P.S.C.

Dans l'une ou l'autre hypothèse, on le voit, il n'est question que du parti socialiste seul. D'alliances politiques proprement dites, on ne souffle mot. C'est un peu plus loin dans le document, sous la rubrique « Socialisme et religion », que l'on constate en passant que « les échos faits jusqu'à ce jour au « Rassemblement des progressistes » sont relativement très peu encourageants ».

Tout cela est très pauvre et on ne voit pas bien comment le congrès socialiste pourrait définir, à partir du faux dilemme qui lui est proposé, le rôle et la place du P.S.B. au sein d'un rassemblement progressiste œuvrant à une transformation profonde du régime actuel.

Il serait erroné, cependant, en partant des constatations que nous venons de faire, de se laisser aller au scepticisme et au découragement, touchant l'évolution ultérieure du parti socialiste.

La réalité politique en constante évolution éveille dans tous les milieux des pensées nouvelles. Les milieux socialistes ne font pas exception à la règle.

Le livre récent de Léo Collard (« Front des Progressistes et crise de la démocratie ») en est une preuve d'un certain poids. Sans avoir rien du « coup de tonnerre » politique il affirme ou suggère des orientations valables.

Son premier mérite, disons-le sans ironie, est de rappeler au P.S.B. que son congrès de décembre 1969 ratifia à l'unanimité l'appel au rassemblement des progressistes lancé par son président de l'époque, Léo Collard lui-même, le 1er mai de la même année.

Un autre de ses mérites, et sans doute le plus grand, est de dépouiller de toute équivoque la notion de rassemblement. « Comme aucun parti n'a, en Belgique, la force suffisante pour faire, à lui seul, un gouvernement progressiste, écrit Léo Collard dans son introduction, il faut donc, nécessairement que les progressistes qui se trouvent dans différents groupements et qui, ensemble, sont susceptibles de former une majorité, constituent un front commun.

Personne ne doit prétendre imposer son programme. Celui-ci devra résulter d'une concertation. Il peut, au début, constituer un minimum. La pratique du front et l'expérience du pouvoir amèneront inévitablement à étendre ce programme, aussi bien dans sa nature que dans ses modalités ».

Ici, pas de faux dilemme. Nous entrons dans le domaine de l'action politique réelle, dans le domaine des alliances sans lesquelles aucune action efficace ne peut être conçue. Et très normalement, car l'un ne va pas sans l'autre, la clef de voûte du raisonnement est la question du gouvernement progressiste, c'est-à-dire en un certain sens la question du pouvoir.

N'exagérons rien : Léo Collard ne se livre encore, sur ce terrain, qu'à des travaux d'approche. Il est certain, cependant, que sa brève critique du capitalisme moderne, ses essais prudents de définition du progressisme et du socialisme l'ont aidé, et peuvent en aider d'autres, à être plus réalistes et plus clairs que les auteurs des documents préparatoires au Congrès doctrinal du P.S.B., qui eux se taisent sur la nature du pouvoir capitaliste, et se gardent bien de préciser, si timidement que ce soit, leur vision du socialisme en tant que pouvoir nouveau.

Bilan provisoire et nécessité de définir l'ennemi

De tout ce qui précède, il faut établir un bilan provisoire, même si l'opération est hasardeuse.

Nous dirons donc que le parti socialiste, aussi paradoxal que cela puisse paraître, en est encore à chercher sa propre définition, en tant que composante d'un front anticapitaliste, sinon en tant que composante du monde politique de chez nous.

Quelle est la cause de ce que l'on doit bien appeler une faiblesse ?

C'est à notre sens le manque d'unité, d'homogénéité et de profondeur dans la réflexion du P.S.B. touchant le régime sous lequel nous vivons.

Ce phénomène n'est pas nouveau, mais au fur et à mesure que le temps passe, ses conséquences s'aggravent. Un parti socialiste influent qui ne sait plus très bien si oui ou non l'ennemi de classe qui a motivé sa création existe encore, ou est encore un ennemi, n'aide pas le mouvement ouvrier et populaire à se développer. C'est ce qui se passe chez nous.

Parler de néo-capitalisme, c'est facile. MM. Janne et Simonet, entre autres, en savent quelque chose. Certes, l'idée que le néo-capitalisme est l'antichambre d'une société délivrée des conflits sociaux ne passe pas la rampe avec facilité, surtout dans le mouvement syndical. Mais elle exerce ses ravages partout, qu'ils soient directs ou indirects.

Les ravages indirects ne sont pas les moins nocifs. Dans son livre, Léo Collard (1) démasque avec douceur mais fort efficacement, la tromperie néo-capitaliste. Néanmoins, il laisse la porte ouverte à bien des diversions lorsqu'il se demande, partant « des complexes internationaux toujours plus insaisissables » où se dissimulent les structures capitalistes d'aujourd'hui, « s'il y a encore un capitalisme belge ».

Combien plus simple et plus juste il serait de s'en référer à la définition marxiste-léniniste — à la définition communiste, si l'on veut — du capitalisme monopoliste d'Etat !

Les « complexes internationaux » capitalistes ne constituent pas à proprement parler une nouveauté. Ils ont pris naissance au siècle dernier et le capitalisme belge compte parmi leurs fondateurs. Depuis Octobre 1917 leur champ d'action mondial n'a fait que se rétrécir et aujourd'hui un tiers du globe échappe à leur influence. S'ils ont considérablement perfectionné leurs moyens d'action, sous les espèces de l'intégration économique (2) et du néo-colonialisme, l'originalité actuelle de leur contenu réside ailleurs : elle réside dans la transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'Etat dans tous les pays capitalistes développés, Belgique y compris.

« Les monopoles capitalistes recourent de plus en plus aux interventions directes de l'Etat à la fois pour faire face aux problèmes de la reproduction élargie qu'ils sont devenus incapables de résoudre par leurs propres moyens et pour résister à la pression accrue exercée par les masses en vue de les contrôler et de réduire leurs privilèges, première étape sur la voie de leur liquidation ».

« Sous des apparences représentatives de la collectivité tout entière, le capitalisme monopoliste d'Etat amalgame l'Etat et les grands monopoles et fonctionne en réalité sous le contrôle et au profit de ces derniers ».

Ces lignes sont extraites des thèses d'Anvers du Parti Communiste de Belgique (3). Elles définissent avec exactitude la nature et le comportement du grand capital unitariste de chez nous, dont la Fédération des Entreprises Belges est une incarnation que les militants syndicaux connaissent bien. Les « complexes internationaux » n'empêchent pas le capitalisme monopoliste d'Etat d'exister dans chaque pays pris à part. Au contraire, ils sont à son service et leur fonction est de le renforcer. Il y a un capitalisme belge. Et c'est lui qu'il faut battre.

(1) Léo Collard : « Front des Progressistes et crise de la démocratie ». Pages 53, 54, 55.

(2) Marché Commun, etc...

(3) XIVe Congrès du Parti Communiste de Belgique, tenu à Anvers les 13, 14 et 15 avril 1963. Thèses, chapitre I : « Les nouvelles conditions de la lutte pour la paix et le socialisme ».

Du tripartisme au pluralisme des partis

Combien une vision claire de la réalité capitaliste actuelle serait précieuse au P.S.B., c'est ce que démontre son comportement dans la période présente.

En effet, la répugnance du parti socialiste à envisager une politique d'alliances démocratiques n'a d'égale que la facilité avec laquelle il s'associe au P.S.C. et au P.L.P., les deux partis les plus directement inféodés au capitalisme monopoliste d'Etat. Cette association a l'avantage, pour la grande bourgeoisie, de n'avoir pas besoin d'être nécessairement traduite en termes de gouvernement. Le P.L.P. est passé maître dans le jeu de la fausse opposition, et ses chefs viennent régulièrement à la rescousse de la droite réactionnaire et unitariste du P.S.C., qui à l'occasion leur rend la pareille. Faut-il entrer dans plus de détails ? Le tripartisme est un système politique où le P.S.B. et l'idée socialiste sont perdants à tous les coups. Pour ne parler que de ceux-là, les travailleurs chrétiens, qui depuis de longues années essaient d'échapper au joug traditionnel de la droite catholique, sont rejetés sous la houlette des chefs sociaux-chrétiens réactionnaires chaque fois que P.S.B. et P.S.C. concluent des accords au sommet en comptant sur le soutien du P.L.P. Le gouvernement Eyskens-Cools, par exemple, n'a pas favorisé l'épanouissement des Fronts communs syndicaux ni augmenté leur efficacité. L'allure décevante des dernières négociations interprofessionnelles en est une preuve. On pourrait en citer d'autres. Rien que du point de vue des rapports entre travailleurs chrétiens et travailleurs socialistes, donc, le tripartisme — la recherche par le P.S.B. de l'association aux partis de la droite traditionaliste — est un abandon de toute perspective raisonnable de création d'un gouvernement progressiste.

Loin de nous la pensée de suggérer au P.S.B. de renoncer à toute vocation gouvernementale. Une telle proposition serait absurde. Mais nous sommes bien obligés de constater qu'en essayant de rendre « moins réactionnaires » des gouvernements dominés par la droite (c'est l'argument le plus souvent invoqué, à un point tel qu'il fait figure de dogme) le parti socialiste poursuit une dangereuse illusion et entraîne le mouvement ouvrier et démocratique à la médiocrité, sinon à la défaite.

Existe-t-il une autre voie ? Léo Collard l'affirme depuis 1969. Avant lui le parti communiste avait déblayé le terrain, en concevant la « révolution démocratique et pacifique » comme « l'œuvre commune d'un ensemble de forces politiques et de courants de pensée différents ». L'idée de la pluralité des partis au sein d'un front anti-capitaliste était lancée (4). Elle est plus que jamais actuelle et

(4) Thèses du XIII^e Congrès du Parti Communiste de Belgique tenu à Liège les 16, 17 et 18 avril 1960. Chapitre 6 : « La marche au socialisme dans les conditions particulières de la Belgique ». Point 31.

valable. Restent à examiner les modalités pratiques de son application, dans les conditions sociales et politiques du moment.

La majorité de rechange existe

Pluralité ou pluralisme des partis, des organisations, des tendances, des courants d'idées démocratiques, opposés au capitalisme et convergeant vers le socialisme : peut-être faudrait-il préciser les fondements de cette formule et décrire ses composantes.

En ce qui concerne les fondements, il suffit de mettre en cause le capitalisme monopoliste d'Etat.

La concentration toujours plus poussée du grand capital, son ingérence toujours plus palpable dans la vie publique ainsi que dans la vie privée de la majorité de nos concitoyens — songeons à la spéculation foncière, au prix de l'essence, à l'application de la TVA — « accentue la rupture entre les monopoles et le reste de la nation » (5). Ouvriers, employés des secteurs privés et publics, classes moyennes et travailleurs indépendants, agriculteurs, cadres des entreprises et des universités, enseignants de toutes catégories, médecins... tous ceux qui vivent de leur travail contestent le régime et la jeunesse se joint à l'ensemble. Ce phénomène ne cesse de s'accroître depuis la Grande Grève de 1960-61. Affirmer que cette contestation se développe dans l'ordonnance la plus parfaite serait mensonger, mais le fait est indéniable.

Il n'en est pas moins vrai que ses répercussions sur la vie politique et sociale sont extrêmement équivoques.

C'est ainsi que si l'on cherche les composantes possibles d'un front anticapitaliste, un examen superficiel risque d'engendrer le découragement, sinon le désespoir.

Parti socialiste et parti communiste pris ensemble, ce qui relève de l'hypothèse abstraite, le premier ayant plutôt tendance à ignorer, à mépriser ou à rejeter le second, ne font pas le poids en termes d'arithmétique électorale, devant le P.S.C.-C.V.P., le P.L.P.-P.V.V., la Volksunie, le F.D.F.-Rassemblement Wallon. Un Front commun syndical définitivement stabilisé serait d'un appoint douteux, les statistiques officielles démontrant que les travailleurs syndiqués dispersent leurs voix dans toutes les directions imaginables. Vue ainsi, la situation paraît sans issue.

Or, ce tableau n'est qu'une mauvaise photographie de la réalité en mouvement. Pour commencer, ni le P.S.C.-C.V.P., ni le P.L.P.-P.V.V. et sa dissidence bruxelloise, ni les partis dits linguistiques ne sont socialement homogènes et politiquement unis, sauf en ce qui concerne certaines fractions dirigeantes. L'opposition plus ou

(5) Thèses du XIV^e Congrès du Parti Communiste de Belgique, Anvers, 13, 14 et 15 avril. Chapitre I, titre 3.

moins consciente au régime se rencontre aujourd'hui partout. La gauche réelle, les courants progressistes ne sont plus cantonnés dans les milieux socialistes et communistes. A l'inverse, on rencontre dans le P.S.B. des technocrates néo-libéraux qui se distinguent peu de leurs homologues P.S.C. ou P.L.P. Sur un autre plan, le mouvement syndical et ses Fronts communs F.G.T.B.-C.S.C. disposent maintenant d'un arsenal de revendications fondamentales, dont certaines mettent en cause le système capitaliste. Il existe là, en puissance, une force énorme dont l'intervention ordonnée, réfléchie, persévérante dans les domaines de la vie publique artificiellement réservés aux « politiciens » engendrerait sans nul doute des changements bénéfiques et durables. Il n'est pas sot, non plus, de supposer que les classes moyennes des villes et des campagnes, qui ces temps derniers commencent à assimiler les enseignements de l'expérience des travailleurs syndiqués, pourraient à brève échéance former un courant progressiste de plus, à condition de se libérer de l'emprise de certaines coteries réactionnaires.

Bref, notre pays est en pleine mutation sociale et politique, et l'effritement des structures classiques, le désordre passager engendré par cette mutation n'ont rien de désespérant. L'effritement des structures classiques n'est dangereux que dans la stricte mesure où on se refuse à créer des structures nouvelles. Le désordre passager, souvent organisé d'ailleurs par des forces réactionnaires, cache une réalité réconfortante : c'est que la majorité de la population de notre pays est objectivement anticapitaliste, et qu'il suffirait de lui donner un moyen d'expression politique pour la voir transformer, par étapes, en force de gouvernement.

C'est ici que l'idée du pluralisme des partis et des tendances au sein d'un Front des Progressistes revêt toute sa valeur.

Nous parlerons plus loin de l'Union Démocratique et Progressiste du Grand-Mons et de ses succès.

Soulignons tout d'abord qu'il existe entre les travailleurs socialistes et communistes d'une part, et les travailleurs chrétiens démocrates d'autre part, des différences réelles et appelées à rester stables durant une certaine période. Socialistes et communistes sont les héritiers d'une tradition idéologique et politique matérialiste et remontant aux débuts du capitalisme. Les travailleurs chrétiens démocrates viennent au socialisme par d'autres voies. Leur humanisme à base religieuse se heurte à l'exploitation capitaliste au moment même où cette dernière atteint un degré de raffinement qui annonce la décadence. Leur vision de la lutte des classes est par conséquent empreinte d'originalités dont il faut se féliciter, plutôt que de s'en plaindre en arguant de certaines difficultés de discussion. La cause du progrès ne s'accommode pas de l'uniformité de façade. La domestication des forces nouvelles, telle que la conçoivent certains dirigeants du P.S.B., est néfaste. Il faut aider les travailleurs chrétiens, les chrétiens démocrates à s'exprimer et à s'organiser de façon indépendante. Leur apport au mouvement général n'en sera que plus efficace.

De même, il n'est pas mauvais d'examiner avec sérieux le contenu populaire d'une formation comme le F.D.F.-R.W. Certes, son manque d'homogénéité et le manque de clarté de ses options sociales sautent aux yeux, nous l'avons dit tout à l'heure. Il n'empêche que la masse des électeurs est loin d'obéir à des motivations réactionnaires. L'opposition à l'unitarisme est progressiste au même titre que l'idée de rassemblement. L'aspiration au fédéralisme est en même temps une aspiration à plus de démocratie. Certes, un régionalisme étroit, additionné de sectarisme linguistique, mène vite au chauvinisme et les unitaristes ont fort bien compris le parti qu'ils pouvaient tirer de cette faiblesse. Cependant, la recherche d'une organisation démocratique des régions doit ramener tôt ou tard à la réalité économique et sociale, à la critique du régime. Il serait donc erroné de rejeter dans les ténèbres extérieures les membres sympathisants et électeurs des formations dites linguistiques et même certains de leurs chefs. Ils ne sont pas perdus pour la cause du progrès ni pour celle du socialisme. A condition, bien entendu, qu'on les aide à élargir le champ de leurs réflexions, à trouver ce qui manque à leur programme, à se délivrer de l'emprise de certains leaders qui sont des politiciens traditionnalistes mal déguisés.

Quant à savoir comment et à partir de quoi on peut former un Front des Progressistes en aidant les travailleurs chrétiens et d'autres travailleurs à affirmer leur indépendance politique, la question n'a pas encore reçu toutes les réponses. On peut cependant tirer la leçon de l'expérience de l'U.D.P. du Grand-Mons et réfléchir à l'utilité spécifique que pourrait revêtir l'unité des socialistes et des communistes au sein d'un rassemblement plus large.

U.D.P. du Grand-Mons, rôle spécifique du P.S.B. et du P.C.B.

L'Union Démocratique et Progressiste du Grand-Mons, dont le succès électoral est bien connu, rassemble donc sur pied d'égalité le parti communiste, des chrétiens de gauche et des « sans parti ». Il s'en est fallu de peu qu'elle ne devienne un rassemblement de toutes les gauches. Donnons la parole à Léo Collard (6) : « Si, en 1969-70, les socialistes de la région avaient suivi quelques hommes, dont j'étais, ils auraient participé activement à la constitution d'un groupement qui rassemblait, au point de départ, non seulement des communistes mais aussi des chrétiens de gauche et des « sans partis » (il en existe plus qu'on ne croit généralement). Les socialistes auraient pu occuper dans ce rassemblement la place et y jouer le rôle qui leur revenaient. » ... « Quoi qu'il en soit on ne peut que constater le succès de l'U.D.P. lequel succès est dû beaucoup moins à la personnalité de M. Noël, si valable soit-elle qu'à l'idée

(6) Léo Collard : « Front des Progressistes et crise de la démocratie ». Pages 131 et 132.

même du rassemblement des progressistes qui a rallié, notamment, une proportion considérable de jeunes électeurs et aussi de femmes ».

Assez curieusement, Léo Collard oublie de dire que les résultats électoraux de l'U.D.P. n'ont pas nui à l'ensemble des listes de gauche ou, si l'on préfère, des listes ouvrières du Grand-Mons qui totalisent plus de voix qu'elles n'en ont jamais comptées dans toute leur histoire. C'est sans doute que l'U.D.P. l'effraie un peu, en tant que « concurrente » du P.S.B. Ne feint-il pas d'y voir le danger d'une « nouvelle division des forces de gauche » ?

C'est que Léo Collard, tout en s'en défendant et en s'en moquant, n'échappe pas à l'emprise de certains préjugés typiquement socialistes, mais non typiquement belges.

En France, l'Union des gauches a piétiné durant de longues années devant la puissance du parti communiste, qu'on accusait de vouloir régenter tout le mouvement ouvrier et démocratique. En Belgique, la faiblesse relative du P.C.B. incite les socialistes à préconiser sa liquidation (souvenons-nous de Max Buset) ou à déclarer qu'il n'entre pas en ligne de compte dans le rassemblement des progressistes : deux propositions de sens contraire et qui s'annulent d'ailleurs, puisqu'aussi bien on ne veut jamais liquider que ce qui représente une force.

L'U.D.P. du Grand-Mons démontre combien ces préjugés sont faux. Elle démontre que le parti communiste est capable de conclure des alliances efficaces, profitables à la gauche tout entière. Elle démontre que « l'idée même du rassemblement des progressistes » peut se transformer en réalité politique **indépendamment de la volonté** du P.S.B.

Dès lors, pourrait-on dire, c'est à ce dernier qu'il incombe de tirer les conclusions d'une expérience significative, et de savoir s'il veut être partie prenante du rassemblement des progressistes, ou bien s'y opposer en sachant d'avance que ce rassemblement se fera sans lui.

Raisonné ainsi équivaudrait à jeter le manche après la cognée et à se résigner à la division éternelle des forces de gauche. On peut choisir une autre hypothèse, proposée par la vie.

Qu'on le veuille ou non, il y a deux partis aujourd'hui susceptibles de s'intégrer en tant que tels à un Front des Progressistes : le P.S.B. et le P.C.B. Pour le reste, il s'agit de courants, de groupes, de tendances et d'individus dispersés dans d'autres partis et organisations, ou encore n'appartenant à aucun parti, à aucune organisation.

Cette situation de fait, s'ajoutant à une parenté historique, idéologique et politique non contestable, indique bien quel rôle spécifique les partis socialiste et communiste pourraient jouer, s'ils s'alliaient sur la base d'un programme anticapitaliste.

Leur unité, par le rapport des forces inégal qu'elle implique, inviterait à plus de hardiesse les groupes qui hésitent à se donner une structure, de peur d'être absorbés ou brimés par des formations organisées de longue date. Les travailleurs chrétiens et sans parti viendraient plus vite et plus nombreux à l'idée socialiste si les deux partis qui se réclament de cette idée cessaient d'apparaître comme des adversaires, voire à l'occasion comme des ennemis. L'unité entre socialistes et communistes est loin d'avoir perdu le dynamisme déjà révélé lors des grands moments de la lutte antifasciste. Les expériences française et chilienne, pourtant à peine commencées, en font foi.

En outre, l'unité P.S.B.-P.C.B. pourrait accélérer la solution d'un problème très actuel et en un certain sens « très belge », à savoir comment donner au monde syndical le rôle politique qui lui revient chez nous, en raison d'un taux de syndicalisation qui est sans doute le plus élevé du monde occidental.

L'indépendance syndicale est une notion juste. Son application présente à de quoi éveiller la perplexité, sinon la méfiance. Les évolutions différentes de la F.G.T.B. et de la C.S.C., sur ce terrain, pourraient faire l'objet d'une étude spéciale. Restons-en aux grandes lignes et aux appréciations globales. Pris en bloc, le monde syndical s'isole très volontiers du mouvement politique général. Par contre, les directions syndicales au niveau le plus élevé se laissent facilement séduire par des ministres qui prétendent incarner à la fois le mouvement ouvrier et les « intérêts supérieurs » d'un Etat régenté par les monopoles capitalistes. Les travailleurs syndiqués ressentent l'équivoque de ces pratiques et se donnent de plus en plus « quartier libre » en période électorale. L'opposition syndicale au régime — la plus puissante de toutes — ne parvient pas à se trouver une représentation politique taillée à la mesure de ses forces et lui garantissant du même coup l'indépendance et l'efficacité.

En ce qui concerne la F.G.T.B. tout d'abord, l'unité du P.S.B. et du P.C.B. autour d'un programme commun reprenant les revendications les plus clairement anticapitalistes, sans négliger les revendications interprofessionnelles que nous appellerons intermédiaires et qui permettent aux travailleurs de se battre à la fois sur les deux fronts de la défense des salaires et de la défense de l'emploi, aurait sans nul doute plusieurs effets bénéfiques. Les luttes de tendances feraient place à une cohésion de pensée dont l'absence actuelle n'est profitable qu'au grand patronat. Le fossé existant entre l'action syndicale et le travail parlementaire serait en partie comblé. A partir de là, on peut prévoir que le contenu des Fronts communs syndicaux serait considérablement enrichi. En outre, les travailleurs chrétiens seraient encouragés à chercher avec plus d'ardeur à se donner une représentation politique **autonome**. Dans l'ensemble, les bases générales et nationales d'un rassemblement des progressistes seraient jetées sous la forme d'un front syndical et politique dont le pouvoir d'attraction dépasserait sans doute toutes les espérances.

Nous sommes ici, évidemment, dans le domaine de l'hypothèse. Qu'il s'agisse d'une hypothèse valable, voilà qui ne change guère, du moins pour le moment, la situation réelle.

Celle-ci reste pour le moins indécise et grosse de questions difficiles.

D'une part, il est certain que l'expérience de l'U.D.P. du Grand Mons doit être poursuivie, et que son rayonnement sur d'autres régions doit être élargi. L'idée du rassemblement des progressistes est bien vivante, elle fait et fera son chemin, non pas selon des itinéraires préétablis, mais selon les possibilités offertes par la vie. La multiplication d'alliances orientées vers le socialisme, entre parti communiste, travailleurs chrétiens et chrétiens démocrates, travailleurs et démocrates sans parti ne peut être que favorable au développement du mouvement ouvrier et démocratique. L'Union Démocratique et Progressiste ne remplace pas de plus vastes coalitions populaires, mais elle peut les préparer. Et c'est positif.

D'autre part, l'orientation actuelle du P.S.B. est dangereuse pour la démocratie et son avenir. L'adhésion entêtée du parti socialiste au tripartisme, jointe à sa prétention d'incarner et de canaliser tous les courants d'idées qui convergent vers le socialisme, pourraient le conduire aux déboires qu'a connus avant lui le Parti Ouvrier Belge.

L'opposition socialiste à la politique droitrière d'intégration au capitalisme monopoliste d'Etat a besoin d'alliés. Disons-le une fois encore, Léo Collard et le parti communiste avant lui avaient vu juste, en pressentant que le rassemblement des progressistes n'était pas une simple tactique mais une nécessité politique et sociale que personne ne pourrait négliger sans dommage. Puisse le Congrès doctrinal du P.S.B. s'en rendre compte.

Conjoncture et perspective, opposition, gouvernement, pouvoir

Nous serions au bout de nos réflexions, si une objection née de l'actualité la plus immédiate ne méritait d'être rencontrée.

« Comment peut-on parler d'une perspective progressiste et socialiste au moment même où la formation d'un gouvernement tripartite accompagne et favorise de nouvelles offensives du grand patronat, et de la réaction ? Au moment où le pouvoir d'achat des travailleurs est l'objet d'attaques répétées. Au moment où l'unitarisme le plus plat vide la régionalisation de son contenu ? Au moment où... ? ».

On pourrait allonger la liste des questions à l'infini, sans rien changer au problème posé.

Il s'agit pour l'heure, et c'est l'évidence même, de s'opposer à une mauvaise politique. C'est un objectif nécessaire et suffisant.

Qui croira, cependant, à l'efficacité d'une opposition de type classique, menée en ordre dispersé, freinée par les intérêts de boutique et éparpillant en combats partiels le mécontentement général ?

Provoquer des élections anticipées, ou bien favoriser l'essai d'une nouvelle combinaison gouvernementale, ou encore préparer de façon plus ou moins démagogique les élections régulières, sans savoir le moins du monde où tout cela peut mener : c'est tout ce que cette opposition sera capable de faire. En toute hypothèse, la politique du grand capital suivra son cours.

Pour être réelle, l'opposition à la politique de la grande bourgeoisie doit sortir des sentiers battus. Ce doit être une opposition de type nouveau, ne se bornant pas à dénoncer ou à combattre ce qui va mal, mais réunissant le maximum de forces ouvrières et démocratiques autour d'un programme de rechange. Ce programme, pour être valable, doit nécessairement être un programme de gouvernement, ou encore le programme du gouvernement progressiste que l'opposition nouvelle doit nécessairement vouloir former, si elle prend sa propre action au sérieux.

Il ne s'agit donc pas de brûler les étapes.

D'abord, donner un visage politique à l'opposition générale au régime actuel, former l'opposition de type nouveau. Cela peut se faire même avec des ministres socialistes au gouvernement, à la condition que les travailleurs socialistes accordent plus d'importance au sauvetage de la démocratie **et de leur parti** qu'à quelques maroquins bourrés d'explosifs politiques.

Plus loin, il faut prévoir la lutte pour un ou plusieurs gouvernements progressistes, d'une allure anticapitaliste graduellement accentuée au gré de la volonté populaire.

La démocratie socialiste est au bout de ce cheminement, qui sans doute ne sera pas, dans ses débuts, d'une rapidité foudroyante.

Mais il ne nous appartient pas de lire l'avenir dans le marc de café. Tenons-nous en à la réalité présente, qui nous dicte la nécessité d'une opposition de type nouveau, la nécessité de larges alliances démocratiques dirigées contre le régime capitaliste et s'orientant, par voie de conséquence, vers le socialisme. Dans la reconnaissance pratique de cette nécessité, atermoiements et réticences ne sont pas permis. Les alliances désirables sont en même temps les alliances possibles. La forme « Union Démocratique et Progressiste » de rassemblement émane de la vie politique telle qu'elle est. Développons-la. Les événements eux-mêmes, et l'imagination populaire, se chargeront de la compléter et de l'enrichir.

Conditions d'abonnement :

Abonnement annuel de soutien	200 F minimum
Abonnement annuel ordinaire	140 F
Vente au numéro	40 F

Versements au C.C.P. 1887.45 - Fondation Joseph Jacquemotte
Avenue de Stalingrad, 29, 1000 Bruxelles

Une tentative de perversion idéologique

Depuis le début des années '70, un gros effort de « théorisation » a été fait dans certains milieux du P.S.B. On a beaucoup publié (1). Plus sans doute qu'à aucun moment de l'histoire du P.O.B. et du P.S.B. Cette activité ne contredit pas la réputation que s'est acquis le mouvement ouvrier belge, d'accorder plus d'intérêt aux réalisations concrètes qu'à la recherche doctrinale.

L'intérêt soudain pour cette recherche a pour but d'accréditer l'idée que des changements déterminants se sont produits dans la société moderne. Ils la transformeraient d'une façon si radicale, que Marx lui-même, s'il revenait, serait amené à convenir que sa

(1) « La gauche et la société industrielle » par Henri Simonet, aux Editions Marabout.

« Le temps du changement : une image de la société, une option politique pour l'an 2000 », par Henri Janne, également aux Editions Marabout.

Les « Défis de la société moderne », une interview de Guy Spitaels, par Jean-Luc Vernal, éditeur à Bruxelles.

Dans une autre forme, on peut considérer que « Le socialisme moderne et E. Leburton », rédigé par Pol Vandromme, rejoint les préoccupations des auteurs précédents, même si l'irruption de Pol Vandromme sur le terrain doctrinal socialiste a de quoi surprendre. Enfin, dans un autre registre et par une génération plus âgée d'hommes politiques socialistes, on trouve « L'actualité du socialisme », publié par Marc-Antoine Pierson et un recueil des « Notes socialistes » parues dans le « Peuple » sous la signature de Victor Larock, recueil publié par la Centrale des Métallurgistes F.G.T.B., sous le titre « Hâter l'avenir. Démocratie et socialisme ».

Pour être complet, il faut aussi mentionner l'ouvrage collectif du « Groupe B-Y » qui, sous le titre « Quelle Wallonie ? Quel Socialisme ? » est à l'autre bout de l'éventail.

description et son analyse du capitalisme « classique » sont dépassées. Les « vieilles recettes » n'étant plus applicables, il faut en découvrir d'autres et celles qui nous sont proposées ont le surprenant mérite de consacrer la politique de participation aux pouvoirs menée depuis cinquante ans par le mouvement socialiste : participation au pouvoir politique par la présence au gouvernement, participation au pouvoir économique par une présence dans les organismes de consultation, de concertation ou de contrôle progressivement mis en place, surtout dans la dernière période.

Ainsi, tandis que les contributions de Marc-Antoine Pierson et de Victor Larock prennent l'allure d'un bilan-inventaire de l'action socialiste, celles de Janne, Simonet et Spitaels sont plus résolument tournées vers l'avenir. Cependant, les unes et les autres aboutissent concrètement à maintenir le mouvement dans la foulée réformiste : à quoi bon éliminer un système réputé efficient puisqu'il « suffit » de continuer à le corriger de l'intérieur pour éliminer les « nuisances résiduelles ». Ces corrections supposent, bien entendu, la modification des centres de pouvoir — à tous les niveaux — pour mieux organiser le partage des influences, duquel devrait finalement sortir l'équilibre social et le bonheur des hommes.

Il s'agit donc bien d'assurer « la continuité par le changement », de maintenir en l'amplifiant un comportement facilité au départ par le traditionnel « sens pratique » du mouvement ouvrier belge, mais en le soutenant cette fois par des démonstrations pseudo-scientifiques.

INITIATIVE OU REPLIQUE ?

On peut certainement relier cette démarche collective à la tendance révisionniste dont l'expression la plus spectaculaire, par sa précocité et son degré d'achèvement, est donnée par le parti social-démocrate ouest-allemand avec son congrès de Bad-Godesberg en 1959. Mais l'initiative de nos « socialistes modernes » va au-delà de la simple participation à un courant d'idées, ou — pour le moins — elle y participe dans des conditions particulières, auxquelles il faut selon nous accorder la plus grande attention si l'on veut intervenir dans ce débat, qui intéresse tout le mouvement ouvrier, avec une pleine efficacité.

Lorsque le parti social-démocrate de la république fédérale a abandonné toute référence à la lutte des classes, il l'a fait dans les conditions d'une prospérité économique tellement évidente que l'on parlait à cette époque du « miracle économique » ouest-allemand. Un relèvement industriel rapide, provoquant une pénurie de main-d'œuvre, avait favorisé l'installation d'un climat social favorable à une telle opération idéologique, déjà préparée dans ces conditions économiques par l'application d'un statut de cogestion fort avancé.

A cette époque, nous étions entrés depuis deux ans déjà dans la crise charbonnière, marquée dès le début de 1957 par la grève des mineurs du Borinage dont le retentissement fut grand dans toute l'Europe communautaire naissante. Les premières lois sur la reconversion et l'aide à l'économie venaient d'être adoptées et l'indépendance congolaise se négociait.

A la fin de l'année suivante, nous allions connaître la loi unique et le puissant mouvement de protestation populaire qu'elle a suscité.

Les années qui suivirent la grande grève de l'hiver 1960-1961 ont été particulièrement enrichissantes pour le mouvement ouvrier et démocratique de notre pays. La période qui va de février 1961 à février 1971, au lendemain du congrès de la FGTB est particulièrement féconde pour la pensée de gauche. L'expérience de la lutte contre les fermetures et les conséquences de la rationalisation des entreprises ; pour un fédéralisme démocratique donnant aux régions les moyens et les pouvoirs nécessaires à un développement autonome ; pour des réformes de structure anticapitalistes, a poussé les régionales wallonnes de la FGTB à jouer un rôle moteur dans le rassemblement des « forces vives » de Wallonie.

Agissant d'une façon autonome, sans perdre pour autant le sens de l'unité de classe du mouvement ouvrier à l'échelle nationale, les syndicalistes et les forces politiques de la gauche wallonne réussissent progressivement à modifier le style habituel de la vie politique belge, recourant à une large mobilisation des masses au niveau régional. La confusion initiale, organisée sous le signe de la « solidarité régionale » toutes classes confondues, se dissipait, lorsque le mouvement fut « gelé » par le retour du P.S.B. au gouvernement.

L'opération, habilement menée, avec la participation déterminante des socialistes liégeois, mettait leur réputation d'hommes de gauche au service de la récupération des « renardistes », et ils s'employèrent très vite à démobiliser le mouvement wallon en entamant leur campagne contre les « saules pleureurs » et le « Leyïs m'plo-risme ».

REPRISE EN MAIN

Le mouvement ouvrier perdait la position de force qu'il avait conquise, grâce à son dynamisme, à la cohésion organique et idéologique qui s'était forgée progressivement au cours des années antérieures. A nouveau installée au pouvoir, en compagnie de Gaston Eyskens, l'homme de '60-'61, la droite du P.S.B. réussissait à la fois à désamorcer le mouvement de radicalisation qui s'opérait dans ses rangs et à interrompre l'expérience d'actions de masse,

réalisée en front commun des syndicats, qui aurait pu facilement dépasser la lutte pour le fédéralisme et les réformes de structure.

Les appréhensions de la bourgeoisie belge se sont exprimées à l'époque sous la forme d'un constat de décès des structures unitaires, prononcé par M. Eyskens. On a attribué cette soudaine lucidité au succès électoral des partis communautaires. Sans doute est-ce là un aspect important de l'évolution récente, néanmoins — malgré l'impact des modifications arithmétiques survenues au Parlement — le danger le plus réel se trouvait davantage dans le risque de voir les conflits socio-politiques se régler de plus en plus souvent par les moyens de « l'action directe » plutôt que par ceux de la concertation.

Les Fronts régionaux, en Wallonie, devenaient progressivement un champ d'expérience politique dangereux : ils sortaient peu à peu la C.S.C. de son apolitisme à sens unique ; ils offraient un véritable banc d'essai au mouvement ouvrier, où celui-ci expérimentait des notions nouvelles telles que l'action politique de masse et la pratique des alliances.

Pendant des années, le Parti Communiste avait été le seul à préconiser la recherche de formes nouvelles d'élargissement de la démocratie, à défendre l'idée qu'une majorité de type nouveau pouvait se constituer autour des forces ouvrières, grâce à une politique d'alliance avec les couches sociales de plus en plus sensibilisées à l'exploitation capitaliste et elles-mêmes soumises à des contraintes de moins en moins supportables.

Ce n'est pas un pur hasard si l'appel de Léo Collard au rassemblement des progressistes surgit à ce moment, amplifiant par le prestige de l'homme et l'autorité de la fonction qu'il exerçait alors, une proposition si souvent faite par les régionales wallonnes de la F.G.T.B., par des Fronts communs régionaux ou par le Parti communiste.

UNE BOURGEOISIE HABILE

L'abandon des structures unitaires de l'Etat belge, dans ces conditions, devenait « la part faite au feu », le prix que les milieux dirigeants se résignaient à payer, pour préserver ce qui pouvait l'être.

A plusieurs reprises déjà la grande bourgeoisie belge a su donner la preuve de sa souplesse et de son habileté à user des positions de pouvoir au mieux de ses intérêts, en s'appuyant sur la tendance au compromis à tout prix qui caractérise l'aile réformiste du mouvement ouvrier. A l'issue de la seconde guerre mondiale, alors que l'on procédait à un certain nombre de nationalisations dans les pays voisins, le capitalisme belge a su éviter cette revendication

cation en lui substituant la loi de septembre 1948, créant les conseils d'entreprise, les conseils professionnels et le Conseil Central de l'économie. Quelques années plus tard, alors que le problème ressurgissait dans le secteur de l'électricité, sous l'impulsion d'André Renard, ce sont les industriels de ce secteur qui allèrent au-devant de l'orage en proposant eux-mêmes la création d'un comité de contrôle... qui favorisa surtout la concentration et la rationalisation du secteur de l'électricité en maintenant le prix du kilowatt au niveau le plus élevé pour toute l'Europe capitaliste !

Habile à trouver les solutions qui lui permettent de parer au plus pressé, cette bourgeoisie sait aussi « récupérer » les positions qu'elle doit abandonner lorsque les circonstances ne la favorisent pas. C'est ce qui s'est produit avec le Directoire de l'industrie charbonnière, ou avec l'institutionnalisation des Conférences nationales du Travail, par le biais du Comité national d'expansion économique. Les premières étaient toujours occasionnelles, provoquées par des tensions sociales généralisées, qui pesaient sur les rencontres entre patrons et syndicats, créant ainsi des conditions souvent favorables aux revendications ouvrières. Avec le C.N.E.E., on a levé cette hypothèque, les rencontres sociales se font à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, sous l'arbitrage théorique du gouvernement et dans un climat social moins tendu. Le plus souvent, il permet au grand patronat ou au gouvernement d'exposer leurs problèmes et d'amener les syndicats à se plier aux « impératifs de l'économie ».

Une fois encore, dans les circonstances récentes, la tactique a été payante.

... ET ATTENTIVE A L'ESSENTIEL

Les positions unitaristes devenaient intenable, s'y cramponner malgré tout, c'était risquer de compromettre beaucoup plus que les structures de l'Etat. En paraissant céder devant la poussée fédéraliste, en acceptant une « Belgique régionalisée », les maîtres des grands monopoles et leurs amis politiques ouvraient une véritable soupape de sécurité, au moment où le contenu de classe du mot d'ordre fédéraliste s'affirmait de plus en plus nettement.

Plutôt que les changements quantitatifs survenus au Parlement, au profit des partis dits « linguistiques »- ce sont donc les transformations qualitatives, survenues dans le mouvement ouvrier wallon qui forment la base des événements vécus depuis 1968-1969. Les modifications du rapport des forces parlementaires sont elles-mêmes les conséquences des luttes ouvrières de cette période.

La coloration régionaliste de nos problèmes ne doit cependant pas estomper le cadre plus général dans lequel elle s'accroît. Parallèlement à l'évolution de la question nationale — et souvent étroitement confondue avec elle — celle du capitalisme s'est pour-

suivie, dominée par l'intégration de l'économie nationale dans le Marché commun, c'est-à-dire par des regroupements d'entreprises, des programmes de rationalisation ou de modernisation coûteux en emplois et en capital, par une pénétration accélérée des investissements étrangers, par la découverte des entreprises multinationales. Le tout sur fond d'aggravation accélérée du coût de la vie et de la charge fiscale.

De plus en plus, les couches supérieures du mouvement syndical sont entraînées dans le fonctionnement d'organismes nationaux et internationaux, où se réalisent la « participation », la « concertation », où les syndicalistes sont de plus en plus souvent invités à prendre en considération les « nécessités de l'Europe qui se fait » quand ce ne sont pas les « besoin de l'expansion ». Ils vivent déjà, en fait « l'ère des technocrates », ayant l'illusion de fixer le destin du pays alors qu'en réalité, pour obtenir l'une ou l'autre modification secondaire ils s'imprègnent des préoccupations fondamentales du système et les transmettent ensuite dans leurs organisations. N'est-ce pas exactement ce qui s'est produit à l'occasion de la discussion sur l'application de la T.V.A. ? Les syndicats ont réclamé et obtenu une réduction momentanée des taux intermédiaires, qui par ailleurs tempérait les risques de hausse brutale des prix, de l'index et... des salaires, ce qui faisait fort bien l'affaire de l'Etat-patron et des employeurs. Par contre, ils ont accepté l'orientation politique de la T.V.A., c'est-à-dire le transfert, d'ici 1975, d'au moins 50 milliards d'impôts, des affaires à la consommation. Accepter qu'une pareille somme soit progressivement ristournée aux entreprises, par la détaxation des stocks, des investissements et des exportations, sans la moindre compensation, sans la moindre garantie que ces cadeaux ne seront pas détournés de leur but théorique, qui était de favoriser l'expansion, le développement économique, n'est-ce pas, concrètement, favoriser la réalisation des objectifs du grand capital au détriment des intérêts populaires ?

Ainsi, dans un contexte où se combinent les questions spécifiques surgies dans le cadre national et les problèmes liés à l'évolution vers des formes plus achevées du capitalisme monopoliste d'Etat, la volonté d'accorder la doctrine officielle du P.S.B. avec une pratique qui consiste à « mieux gérer » la société néocapitaliste, sans la contester dans ses fondements, apparaît comme une nécessité historique, commune à toutes les formations sociales-démocrates européennes mais qui se présente dans notre pays comme une urgence particulièrement impérieuse en raison de la tournure prise par les luttes ouvrières.

MAUVAIS DEBUT

Toute réflexion sur la situation actuelle du mouvement ouvrier belge en général et sur la perspective ouverte par le désir d'aména-

ger la doctrine socialiste en fonction des nécessités actuelles de la collaboration de classes, en particulier, doit faire une très large place au congrès de janvier 1971 de la F.G.T.B.

Le remplacement de Louis Major par Georges Debunne avait été l'occasion d'envisager une sorte d'examen de conscience du mouvement syndical, ainsi qu'une redéfinition doctrinale. Ce besoin s'imposait « visuellement » à travers les personnalités elles-mêmes : l'un, trapu, sanguin, violent symbolisait une période du syndicalisme, celle des « caïds », des « forts en gueule », l'autre était au contraire présenté comme le type du « manager », calme, bien habillé et plus enclin à la démonstration qu'au coup de poing sur la table. Syndicalement parlant la différence était tout aussi nette et le passage de Georges Debunne à la direction de la C.G.S.P. pouvait être apprécié positivement, sa fidélité au P.S.B. était moins insolente et son sens de la démocratie syndicale mieux affirmé.

En dépassant l'anecdote on doit sans doute créditer un certain nombre de syndicalistes du désir de donner une forme structurée aux leçons qui se dégageaient des expériences récentes.

Quoi qu'il en soit, ce sont surtout les tentatives « modernistes » qui se concrétisèrent d'abord, Henri Janne et Guy Spitaels signèrent les documents préparatoires, dans l'esprit que l'on sait. Il y en eut d'autres, notamment un travail du professeur Piet Frantzen sur la démocratie économique, fort critique, que les « Cahiers Marxistes » publièrent à l'époque (2).

On se souvient de la façon dont les thèses de Janne et de Spitaels furent accueillies. Finalement, les rapports sélectionnés par la direction syndicale furent retirés de la discussion, après avoir subi une vive critique dans les régions et les centrales et après avoir fait l'objet de répliques judicieuses, notamment dans des publications du Syndicat des Employés, Techniciens et Cadres (S.E.T.Ca) et de la Centrale des Métallurgistes. Seul le rapport du groupe dirigé par Willy Schugens, consacré au contrôle ouvrier, fut retenu.

La tentative d'engager la F.G.T.B. dans la voie du « socialisme moderne » fut en fin de compte un échec fort significatif.

Nous sommes tentés de croire que le souvenir en pèse encore aujourd'hui dans certains esprits et qu'il explique au moins partiellement l'incertitude grandissante qui pèse sur le congrès doctrinal du P.S.B.

UNE « MYTHOLOGIE » TENACE

Loin de disparaître, comme le souhaitait Henri Janne, la « mythologie de la lutte des classes » est restée bien présente dans le

(2) « Cahiers Marxistes », n° 7 — 1970.

document qui fit, au soir du 31 janvier 1971, l'unanimité des congressistes de la F.G.T.B.

Et si ce texte comporte des lacunes, s'il reste confus sur des points importants, il n'en constitue pas moins un précieux document de référence, un point d'appui solide, pour tous ceux qui se sentent concernés par la lutte d'idées au sein du mouvement ouvrier. La tentative de perversion idéologique que constitue l'entreprise des révisionnistes y trouve une première réplique de poids.

On peut objecter, avec beaucoup de raison, que la notion de contrôle ouvrier n'a guère été pratiquée depuis lors, que le succès doctrinal de la gauche n'a pas eu de résonance dans les attitudes concrètes de la direction syndicale depuis janvier 1971. Mais cette discordance entre l'aptitude du mouvement syndical à se défendre des manœuvres insidieuses de certains « penseurs » et sa capacité de maintenir un tonus élevé dans l'action pratique n'a rien d'anormal. Elle est surtout le reflet des contradictions inévitables qui surgissent entre la pensée et l'action quand l'action syndicale est ajustée aux besoins de la collaboration gouvernementale, où sont engagés de plus en plus étroitement la plupart des dirigeants du P.S.B.

Aucun secteur du mouvement ouvrier n'échappe aux conséquences négatives de ce choix politique, mais leur impact est particulièrement nocif dans les syndicats. Ceux-ci, parce qu'ils sont des organisations de masses, en contact étroit et permanent avec elles malgré les insuffisances de la démocratie interne, forment un point de rencontre particulièrement sensible des tensions provoquées par la résistance populaire à la dégradation des conditions de vie et de travail, dégradation qui devrait tout naturellement entraîner une activité accrue des syndicats, et les besoins de la collaboration gouvernementale qui exige par contre une modération des exigences ouvrières et un dosage complaisant de l'action syndicale.

Le processus de subordination des syndicats aux buts poursuivis par la direction du P.S.B. n'est pas simple, ce n'est pas un rapport établi une fois pour toutes et à propos de toutes les péripéties de la vie sociale économique et politique. Pour l'essentiel cependant il est rendu possible par la large identité de vue qui existe entre les sphères dirigeantes des syndicats et celles du parti, identité qui relève davantage des conceptions de Janne que de celles qui débouchent sur la notion de contrôle ouvrier. En outre, l'expérience montre que les méthodes de concertation ont provoqué, ces dernières années, une redistribution des sièges réels du pouvoir : le Comité national d'expansion économique est finalement devenu plus opératif que le Parlement et dans un grand nombre de cas, les choix syndicaux subissent, plus qu'ils ne les influencent, les orientations qui y sont définies. Le comité de liaison entre les fédérations wallonnes du P.S.B. et les régionales wallonnes de la F.G.T.B. a aussi joué un très grand rôle dans la dernière période.

Schématiquement, on peut dire que l'association de plus en plus intime des directions syndicales au choix des orientations géné-

rales de la société et leur participation — en dehors de tout contrôle démocratique — à des conciliabules avec les milieux politiques participant au pouvoir handicapent le mouvement syndical plus qu'elles ne le servent. Notamment en transformant les organisations en instrument de freinage et d'encadrement du mouvement ouvrier, au profit du capitalisme et des forces politiques qui le soutiennent. Ce renversement du rôle des syndicats ne s'opère évidemment pas sans heurts, parfois spectaculaires, et il serait stupide de croire qu'ils n'obtiennent jamais rien en échange, mais les gains réalisés de cette façon ne modifient rien de fondamental et sont inférieurs en quantité et en qualité à ce que pourrait produire une action plus autonome.

AUTONOMIE ET PRESENCE POLITIQUE

Indépendance politique ne veut pas dire apolitisme. La formule est correcte, mais elle n'exprime pas toute la richesse qui peut résulter, pour l'action syndicale, d'une position d'indépendance active. La remarque est valable pour le mouvement en général mais plus encore pour la F.G.T.B. On peut le vérifier « a contrario » en constatant qu'avec la prise en charge des préoccupations des coalitions où se trouve le P.S.B., la F.G.T.B. entretient dans ses rangs un malaise qui l'anémie et qui favorise le développement de la C.S.C.

Quand Georges Debunne, après s'être élevé contre l'éventualité de l'entrée du P.L.P. dans un gouvernement dirigé par Edmond Leburton, couvre sa volte-face par une référence à l'indépendance syndicale, il ne convainc personne bien au contraire. La neutralité de la F.G.T.B. à cette occasion constituait en effet un préalable sans doute décisif pour la réussite de l'ouverture à droite. En se rétractant, le secrétaire général de la F.G.T.B. a manifestement cédé aux pressions de la droite du P.S.B., décevant certainement une énorme majorité de syndiqués.

On peut opposer une expérience plus positive à cet exemple de falsification de la notion d'indépendance : celle qui s'est développée pendant plusieurs années sous la direction des régionales wallonnes de la F.G.T.B.

A ce moment, les syndicalistes étaient plongés jusqu'au cou dans une action de type politique parfaitement caractérisé, mais ce fut aussi — et ce n'est pas un paradoxe — une période de réelle autonomie des syndicats. Dans ce climat positif, déjà largement évoqué plus haut, la pensée et l'initiative syndicales étaient vraiment libérées des entraves que créent des relations équivoques, il y avait une meilleure harmonie entre la base syndicale et les directions et c'est à cette époque que s'est amorcée une évolution positive de la C.S.C., au moins dans certaines régions.

Depuis lors, cette situation favorable à l'épanouissement d'un syndicalisme dynamique s'est retournée.

Ce retour en arrière ne peut cependant être définitif. Les difficultés rencontrées dans la mise sur rail d'un gouvernement tripartite soulignent l'étroitesse de la marge de manœuvre dont les forces réactionnaires disposent actuellement dans notre pays. Les piteux marchandages qui ont permis l'accord aggravent sérieusement les perspectives de régression sociale, la crise du régime se précise et on a épuisé les moyens traditionnellement utilisés pour la surmonter.

La gauche n'est sans doute pas au mieux de sa forme en ce moment, elle est confrontée avec des difficultés sérieuses, mais qui n'ont cependant pas le même caractère que les problèmes de la droite.

Les remises successives du congrès doctrinal du P.S.B. sont un indice, parmi d'autres, de l'ampleur de ces problèmes et des appréhensions qu'éprouvent ceux qui auraient voulu en faire une occasion de vider la pensée socialiste de ce qu'elle garde comme références aux théories de lutte des classes. L'installation d'un gouvernement à direction socialiste ajoute sans doute des complications supplémentaires. L'entreprise des « néo-socialistes » paraît donc devenir de plus en plus hasardeuse.

Elle pourrait devenir irréalisable à bref délai, si, comme tout l'indique, le gouvernement Leburton est amené à donner un nouveau tour de vis au pressoir fiscal, si la tripartite confirme — et comment pourrait-elle l'éviter ? — l'aggravation des tensions sociales que l'on pressent.

Dans ces conditions, le mouvement syndical jouera un rôle déterminant, non seulement au plan des luttes concrètes par lesquelles les travailleurs ne manqueront pas de réagir, mais en fournissant aussi le point d'appui nécessaire à un retour en force des idées et des méthodes d'intervention auxquelles le mouvement ouvrier a goûté dans la période précédente. Cette expérience, ainsi que la résolution de janvier 1971, constituent un acquis idéologique important, qu'il conviendrait, nous semble-t-il, de ne pas laisser se perdre.

AVANT LE CONGRES DOCTRINAL DU P.S.B.

Lutte de classe et conscience de classe

« Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire ». Cette phrase de Lénine a été si largement popularisée qu'elle est presque passée en proverbe.

Si elle nous paraît l'évidence même, sommes-nous sûrs d'en mesurer toujours la portée ? A savoir que la lutte **théorique** constitue une des formes essentielles de la lutte pour le socialisme — tout autant que la lutte politique et la lutte économique.

Il est d'autant plus important de ne pas le perdre de vue qu'une des caractéristiques constantes du mouvement ouvrier belge a été d'accorder peu d'importance aux problèmes théoriques.

L'histoire de la classe ouvrière de notre pays comporte des pages glorieuses. Les travailleurs belges ont souvent fait preuve d'une combativité remarquable. Ils ont créé très tôt des organisations de classe puissantes. Mais le Parti Ouvrier Belge qui se fixait pour tâche de coordonner leur lutte émancipatrice ne s'est jamais beaucoup préoccupé de la lutte théorique. Son souci de « réalisme » l'amena à accorder fort peu d'importance à ce qu'à l'époque de la II^e Internationale Kautsky définissait pourtant déjà comme la tâche de la social-démocratie : réaliser **la fusion du socialisme et du mouvement ouvrier**.

* * *

Le Congrès qui décida de créer le **Parti Ouvrier Belge** reflète cette volonté essentiellement pratique.

Ce Congrès se tint les 5 et 6 avril 1885 dans le vieux cabaret du « Cygne », à la Grand-Place de Bruxelles. Il réunit 112 délégués représentant 59 associations ouvrières : des groupements politiques (sections du Parti Socialiste Belge de 1879 et Ligues ouvrières) et aussi des coopératives et des mutuelles. Et il avait un seul point à son ordre du jour : « Utilité de réunir en un seul parti toutes les organisations ouvrières du pays ».

Les participants se mirent rapidement d'accord sur la nécessité de former un parti unique. Mais ils ne discutèrent guère de la doctrine qui serait la sienne. Ils discutèrent presque uniquement du nom que prendrait le parti. Et s'ils renoncèrent à l'appeler parti socialiste — comme cela eût été logique — ce fut par souci tactique, parce que plusieurs délégués estimaient que cette étiquette risquait « d'effrayer beaucoup d'ouvriers », comme l'expliquèrent César De Paepe et Jean Volders.

S'étant mis d'accord sur le nom de **Parti Ouvrier Belge**, les délégués laissèrent à un congrès ultérieur le soin de préciser la doctrine et le programme du parti. Le congrès qui se réunit à Anvers les 15 et 16 août 1885 se borna toutefois à élaborer un programme de revendications. Et ce n'est que neuf ans tard que le Congrès de Quaregnon du 24 mars 1894 approuva une **Déclaration de Principes** qui est restée jusqu'à ce jour la charte doctrinale du parti socialiste.

L'événement ne semble du reste ne pas avoir beaucoup impressionné les contemporains. Emile Vandervelde n'en fait pas mention dans l'ouvrage qu'il consacra par la suite au 40^e anniversaire du P.O.B. (1) Et si Louis Bertrand évoque le Congrès de Quaregnon dans son « Histoire de la démocratie et du socialisme », c'est pour souligner la vivacité de la discussion qui y opposa les partisans et les adversaires des alliances électorales. (2)

Ce congrès se tenait à la veille des élections d'octobre 1894 qui allaient voir vingt-huit députés socialistes faire leur entrée à la Chambre mais l'importance que prenait effectivement la définition d'une tactique électorale n'explique qu'en partie le peu d'intérêt accordé à la définition des principes doctrinaux du parti. L'indifférence voire le mépris pour les problèmes théoriques fut dès ce moment une caractéristique du socialisme belge.

« Si l'on feuillette la collection de l'**Avenir Social**, la revue mensuelle publiée par le parti, on constatera que les articles doctrinaux sont plutôt rares. La plupart des articles portent sur des questions pratiques (problèmes de législation, de finances communales, d'assurances ouvrières, etc.) ou bien ils sont d'ordre éducatif générique.

(1) Emile Vandervelde. Le Parti Ouvrier Belge 1885-1925. Bruxelles, 1925.

(2) Louis Bertrand. Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique. Bruxelles, 1906-1907. Tome II, p. 552.

ral (les femmes dans la révolution française, l'évolution des doctrines politiques depuis l'antiquité orientale, etc.) » note B.S. Chlepner en évoquant la vie doctrinale du P.O.B. après la déclaration de Quaregnon. (3)

Ce qui frappe, quand on jette un coup d'œil sur l'histoire du mouvement socialiste belge de l'époque, c'est le peu d'importance qu'il attache aux problèmes théoriques. Les polémiques que le révisionnisme de Bernstein susciterent au sein de la II^e Internationale eurent peu d'échos en Belgique. (4) Et la seule discussion portant sur des principes que Vandervelde évoquera en dressant le bilan des quarante premières années du P.O.B. sera le débat qui se déroula au 10^e Congrès de l'Office coopératif belge (1923) entre l'Ecole de Gand (Anseele) et l'Ecole de Micheroux (Arnold Boulanger) qui s'opposait à ce que les coopératives adoptent la forme de société anonyme avec appel à l'appui financier capitaliste en estimant que « ce n'est pas dans le monde capitaliste qu'il fallait chercher des concours, mais dans le monde du travail ». (5)

Des leaders socialistes de l'époque, il n'est du reste qu'Emile Vandervelde dont les ouvrages abordent parfois des problèmes théoriques mais ses tendances à la conciliation l'amènent à s'accommoder lui aussi du praticisme d'un Anseele qui croyait pouvoir « tisser les suaires des usines capitalistes » dans les « usines rouges » construites avec les fonds rassemblés par la Banque du Travail.

« Les prolétaires belges font du socialisme à tous les moments de leur existence, écrivait Vandervelde, dans leur coopérative, dans leur syndicat, dans leur mutualité, quand ils mangent leur pain, quand ils achètent leurs chaussures, quand ils font de la gymnastique ou du sport, quand ils s'assurent contre l'incendie ou font fructifier leur épargne ». (6)

Il s'est parfois trouvé des militants pour montrer le danger de ce praticisme. Camille Huysmans fut un des premiers à dénoncer « cet esprit particulariste, entiché de résultats purement pratiques » qui conduisait à n'entrevoir que le côté réaliste des choses sans trop examiner si l'œuvre correspondait bien à la conception socialiste et révolutionnaire ». (7) Mais cet article, publié en 1906 dans la revue du parti, ne semble pas avoir suscité beaucoup de réactions.

(3) B.S. Chlepner. Cent ans d'histoire sociale en Belgique. Bruxelles 1956, p. 180.

(4) Sans approuver les positions de Bernstein, Emile Vandervelde ne le condamnait pas. « J'estime que vous avez rendu service à la social-démocratie en remettant en question des affirmations théoriques qui étaient considérées par certains comme des dogmes infaillibles », lui écrivit-il. (Pierre Angel. Eduard Bernstein et l'évolution du socialisme allemand. Paris, 1961, p. 269.)

(5) Emile Vandervelde. Le Parti Ouvrier Belge ..., p. 266.

(6) Emile Vandervelde. Le Parti Ouvrier Belge ..., p. 457.

(7) L'Avenir Social, 1906, p. 80.

Quelques années plus tard, en 1911, Henri de Man et Louis de Brouckère, alors à la tête d'une petite « tendance marxiste » dans le P.O.B., formulèrent les mêmes critiques de façon beaucoup plus violente et circonstanciée dans une monographie publiée dans **Die Neue Zeit**, la revue du parti social-démocrate allemand.

« La plupart de nos camarades belges ne se soucient nullement des notions théoriques, expliquait de Man. Bon nombre de nos plus marquants et ardents défenseurs de pratiques réformistes ne font pas mystère que les théories révisionnistes ne les intéressent pas plus que les théories marxistes ». En fait, ils n'ont « pour théorie que la négation de la théorie. La pratique du parti, selon eu, doit se référer non à une conception générale précise du principe prolétarien de la lutte des classes, ni à une critique générale des conditions sociales et politiques reposant sur l'expérience historique et sur l'étude de la société capitaliste mais bien à la « saine raison », la devise préférée de Louis Bertrand ou, comme Anseele, à l'originel « instinct de classe ». Mais tous sont d'accord sur un point : ils ne portent pas le moindre intérêt à la théorie ».

Regrettant que le P.O.B. s'était de tout temps fort peu soucieux d'éducation et de principes, Louis de Brouckère écrivait de son côté : « La théorie n'exerce sur ses actions qu'une influence insignifiante et il aime à regarder les « théoriciens » de haut, avec une ironie quelque peu méprisante. Il veut être un parti d'hommes d'action qui ne se soucient que des faits, de la réalité immédiate et qui se comportent d'après les circonstances et non d'après les formules de savants de cabinet. On a parfaitement raison de tenir compte des circonstances, c'est-à-dire des faits concrets. C'est aussi le fondement de la méthode du socialisme scientifique. Toutefois on ne doit pas se borner exclusivement aux circonstances **les plus proches** ; il faut regarder, comme on a coutume de le dire, un peu plus loin que le bout de son nez. » Et de Brouckère concluait en exprimant l'avis que « l'engourdissement » que le P.O.B. connaissait à ce moment devait « être mis principalement au compte du manque de formation théorique et d'une vraie conscience de classe, seules capables d'aider un mouvement ouvrier à surmonter, sans faiblesse, des circonstances difficiles, et à progresser de façon ininterrompue ».

Ce réquisitoire provoqua quelques remous parmi les dirigeants du P.O.B. mais l'incident fut vite oublié et la plupart des affiliés socialistes n'eurent jamais connaissance des critiques formulées par de Man et de Brouckère car leur brochure ne fut pas traduite en français à l'époque. (8)

Au lendemain de l'Armistice, l'action engagée par Joseph Jacquemotte et la gauche socialiste groupée autour de **L'Exploité**

(8) Ce texte a été publié pour la première fois en français en 1965 à l'initiative de la Fondation Jacquemotte sous le titre : « Le mouvement ouvrier en Belgique ». Les passages cités plus haut y figurent pp. 39, 62-63, 95 et 146.

pour ramener le P.O.B. à une position de lutte de classe eut une plus grande portée mais cette résistance à la politique de collaboration fut bientôt étouffée.

Par la suite, il arriva parfois que certains militants tentent de réagir. En 1926, par exemple, Antony Vienne et Arthur Wauters exprimèrent « leur inquiétude devant les déviations de doctrine auxquelles le mouvement ouvrier belge est exposé ». Estimant que la politique de collaboration systématique avait amené à laisser les préoccupations doctrinales au second plan, ils déploraient que « dans l'esprit des camarades prêts à collaborer à tous moments, l'idéal socialiste s'est singulièrement obscurci ». (9)

Mais ces efforts sporadiques pour donner quelque importance aux problèmes théoriques n'eurent aucun succès. Et la faiblesse idéologique persistante du P.O.B. explique sans doute en partie pourquoi Henri de Man, dont les conceptions avaient changé du tout au tout, put si facilement imposer ses vues et faire adopter son Plan du Travail au Congrès de Noël 1933.

Les événements ultérieurs n'ont guère modifié cet état de choses. Au lendemain de la Libération, le P.O.B. devint le **Parti socialiste belge** et le « Congrès de la victoire » de juin 1945 affirma qu'en changeant son titre, « le Parti a voulu marquer la radicalisation de sa politique ». (10). Mais le moins qu'on puisse dire est qu'il n'a pas confirmé cette volonté au cours des années qui suivent.

La décision de convoquer un Congrès doctrinal exprime-t-elle le désir d'accorder enfin l'importance voulue à la lutte **théorique**, élément essentiel de la lutte pour le socialisme ?

Ce n'est pas du tout de cela qu'il s'agit. J'ai déjà eu l'occasion de l'expliquer. Les dirigeants du parti socialiste ne sont pas portés à accorder plus d'importance aux problèmes de doctrine que leurs prédécesseurs du P.O.B. S'ils envisagent la tenue de ce congrès, c'est pour une autre raison : parce que les modifications survenues dans le système capitaliste ont amené certains d'entre eux à estimer qu'il serait temps de supprimer une distorsion trop flagrante entre les faits et la doctrine, autrement dit qu'il faut abandonner ouvertement les principes dont se réclame jusqu'ici leur parti et officialiser au nom d'un « socialisme moderne » la politique d'intégration dans le système néocapitaliste qu'ils pratiquent. (11)

La perspective de voir leur parti aborder enfin des problèmes doctrinaux a toutefois suscité des espoirs chez certains militants qui se rendent compte qu'il est effectivement nécessaire d'accorder

(9) A. Vienne et A. Wauters. La réforme du réformisme. Bruxelles, 1926, p. 135.

(10) P.S.B. La ligne politique du parti. Bruxelles, 1945, p. 47.

(11) Pierre Joye. Le Congrès doctrinal du parti socialiste belge. Cahiers Marxistes, n° 15, 1972.

plus d'importance aux questions théoriques, non seulement pour s'opposer à la politique d'intégration dans le néo-capitalisme, mais aussi pour développer la lutte pour le socialisme.

C'est une question qui intéresse le mouvement ouvrier tout entier : précisément parce que « sans théorie révolutionnaire, il n'y a pas de mouvement révolutionnaire ». Et que c'est seulement dans la mesure où les travailleurs — y compris bien entendu les travailleurs socialistes — prennent clairement **conscience** de la nécessité de transformer **radicalement** le régime qu'il sera possible d'avancer vers le socialisme.

* * *

Contrairement à ce qu'on croit parfois, la lutte de classe n'engendre pas automatiquement cette conscience de classe.

Avoir intérêt à la transformtaion révolutionnaire de la société est une chose, en avoir conscience en est une autre. Si les antagonismes qui l'opposent au capitalisme dans le procès de production sont une condition nécessaire d'une prise de conscience révolutionnaire du prolétariat, elles n'en sont pas une condition suffisante.

La classe ouvrière acquiert facilement la conscience de la nécessité de lutter pour le socialisme. C'est elle qui subit l'exploitation capitaliste de la façon la plus directe, la plus flagrante. Rassemblés fort souvent dans de grandes entreprises, les ouvriers y prennent l'habitude d'y agir avec cohésion, de se soutenir mutuellement. C'est pour cela qu'ils sont particulièrement aptes à se grouper, à créer des organisations de lutte — syndicats, etc. — pour défendre leurs revendications dans les conflits qui les opposent au patronat et les amènent à prendre de mieux en mieux conscience de leurs intérêts de classe.

Ces luttes revendicatives n'amènent toutefois pas forcément les travailleurs à acquérir une conception révolutionnaire du monde, à comprendre spontanément la nécessité de renverser le capitalisme et d'instaurer le socialisme.

C'est un point sur lequel Lénine a beaucoup insisté dans un de ses ouvrages les plus connus, la brochure « **Que faire ?** », qu'il publia en 1902.

Rappelant les grèves qui éclatèrent en Russie après 1890, il y explique pourquoi les ouvriers **ne pouvaient pas avoir** la conscience socialiste. « Celle-ci ne pouvait leur venir que du dehors. L'histoire de tous les pays atteste que, par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers. Quant à la doctrine socialiste, elle est née des théories philosophiques, historiques, économiques élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, par les intellectuels. Les

fondateurs du socialisme scientifique contemporain, Marx et Engels, appartenaient eux-mêmes, par leur situation sociale aux intellectuels bourgeois ». (12)

« Le trade-unionisme, précisait Lénine, n'exclut pas le moins du monde toute « politique ». Mais il se borne à exprimer « l'aspiration générale des ouvriers à obtenir de l'Etat des mesures susceptibles de remédier aux maux inhérents à leur situation, mais qui ne suppriment pas la soumission du travail au capital ». (13)

En écrivant « Que faire ? », Lénine s'était fixé un but précis : combattre les illusions des « économistes » russes qui estimaient que l'idéologie socialiste surgirait **spontanément** des luttes revendicatives et qu'il n'était dès lors pas nécessaire de mener la lutte théorique pour le socialisme.

Il convient d'en tenir compte. Les Soviets de 1905 montrèrent bientôt que l'activité spontanée du prolétariat peut parfois dépasser le trade-unionisme. Lénine le reconnut et, par la suite, à l'occasion d'un recueil d'articles et de brochures qu'il avait écrits pendant la période 1895-1905, il eut soin de rappeler ce que nous ne devons jamais perdre de vue quand nous lisons ses textes : qu'il ne faut jamais les extraire de leur contexte historique et faire abstraction de la période précise où ils furent écrits. (14)

Cette mise au point est nécessaire car la situation s'est modifiée depuis l'époque où Lénine écrivait « Que faire ? ». La conscience socialiste a **pénétré** profondément dans de larges couches de la classe ouvrière. Elle s'est enrichie des expériences accumulées par les travailleurs et leurs organisations de classe. Et le mouvement syndical lui-même ne se limite plus à des activités trade-unionistes mais se fixe souvent pour perspective une transformation radicale de la société.

Les idées développées par Lénine restent néanmoins vraies pour l'essentiel. Il est certain que les luttes revendicatives n'amènent pas **automatiquement** les travailleurs à engager le combat pour le socialisme. L'expérience montre du reste que la conscience socialiste n'a pas pénétré dans les rangs de la classe ouvrière dans la même mesure partout, les Etats-Unis fournissant l'exemple extrême d'un mouvement ouvrier puissant, combatif et bien organisé qui n'a jamais réellement dépassé le stade du « trade-unionisme ».

Précisément parce que la conscience socialiste n'est pas engendrée spontanément par la lutte de classe, tout en étant étroitement liée à celle-ci, cette conscience n'est pas acquise une fois pour toutes. De même qu'elle s'acquiert, elle peut se perdre et c'est bien pour

(12) Lénine. Que faire ? Œuvres complètes, Tome 5, p. 382.

(13) Lénine. Que faire ? Œuvres complètes, Tome 5, p. 394.

(14) Lénine. Préface au recueil « Douze ans ». 1907. Œuvres complètes. Tome 13, p. 101.

cela qu'il convient de combattre avec énergie les partisans d'un « socialisme moderne », ce qui pourra seulement se faire en attachant l'importance voulue à la lutte des idées. Car c'est seulement en développant la lutte **théorique** qu'il sera possible de rassembler toutes les forces potentiellement révolutionnaires dans la lutte pour le socialisme.

Si on examine de plus près ce que Lénine explique dans « Que faire ? », on constate du reste que lorsqu'il dit que la conscience socialiste vient « du dehors » de la lutte de classe du prolétariat, il ne se borne pas à rappeler que ce sont des intellectuels comme Marx et Engels qui ont élaboré le socialisme scientifique. Revenant sur cette idée dans un autre passage de sa brochure, il y développe une idée beaucoup plus intéressante.

« La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier **que de l'extérieur**, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons », écrit-il. « Le seul domaine où l'on pourrait puiser cette connaissance est celui des rapports de **toutes** les classes et catégories de la population avec l'Etat et le gouvernement, le domaine des rapports de **toutes** les classes entre elles. C'est pourquoi, à la question : que faire pour apporter aux ouvriers les connaissances politiques ? — on ne saurait donner simplement la réponse dont se contentent, la plupart du temps, les praticiens, à savoir « aller aux ouvriers ». Pour apporter aux **ouvriers** les connaissances politiques, les social-démocrates (15) doivent aller **dans toutes les classes de la population** ». (16)

En d'autres mots, la conscience de classe naît seulement d'une vue complète des rapports socio-économiques et politiques, d'une vue **critique** de l'ensemble de la société. Une des tâches essentielles d'un parti révolutionnaire est donc d'informer les ouvriers de **tous** les aspects de la vie politique, de **tout** ce qui se passe dans la société, et de les amener à participer **activement** à chaque événement politique.

« La conscience des masses ouvrières ne peut être une conscience de classe véritable si les ouvriers n'apprennent pas à profiter des faits et des événements politiques concrets et d'actualité brûlante pour observer **chacune** des autres classes sociales dans **toutes** les manifestations de leur vie intellectuelle, morale et politique ; s'ils n'apprennent pas à appliquer pratiquement l'analyse et le criterium matérialistes à **toutes** les formes de l'activité et de la vie de **toutes** les classes, catégories et groupes de la population. Quiconque attire l'attention, l'esprit d'observation et la conscience de la classe ouvrière uniquement ou même principalement sur elle-

(15) C'est seulement à son 7^e Congrès (mars 1918) que le Parti ouvrier social-démocrate de Russie prit le nom de Parti communiste.

(16) Lénine. Que faire ?, p. 431.

même, n'est pas un social-démocrate ; car, pour bien se connaître elle-même, la classe ouvrière doit avoir une connaissance précise des rapports réciproques de **toutes** les classes de la société contemporaine... » (17).

Et le parti révolutionnaire doit « aller dans toutes les classes de la population ». Son travail théorique doit « s'orienter vers l'étude de toutes les particularités de la situation sociale et politique des différentes classes ». Il doit mener sa propagande « dans toutes les couches du peuple ». (18)

* * *

S'il était nécessaire « d'aller dans toutes les couches de la population » pour y faire pénétrer la théorie révolutionnaire dans les conditions de la Russie tsariste, cette nécessité est encore plus impérieuse dans un pays capitaliste développé.

« La révolution socialiste mondiale dans les pays avancés ne peut commencer avec la même facilité qu'en Russie, pays de Nicolas II et de Raspoutine, où une partie énorme de la population se désintéressait complètement de ce qui se passait dans la périphérie... Il était facile, en ce pays-là, de commencer la révolution ; c'était soulever une plume », constatait déjà Lénine. Mais il en va tout autrement « dans un pays où s'est développé le capitalisme, qui a donné une culture et une organisation démocratiques à tous les hommes jusqu'au dernier. » (19)

C'est un point qui retint également l'attention de Gramsci dont les réflexions sont particulièrement intéressantes pour nous parce qu'elles portent sur les modalités du passage au socialisme dans les pays occidentaux.

Gramsci partait aussi de la constatation qu'il avait été assez facile de **commencer** la révolution en Russie, où la société civile était « primitive et spongieuse » (20). La lutte y avait été essentiellement politique et militaire au cours d'une « guerre de mouvement ». Mais dans les pays occidentaux, où la société civile a conservé « une structure robuste », il faut utiliser une autre stratégie, engager une « guerre de positions » dans laquelle la lutte idéologique tient une place primordiale.

C'est dans cette perspective que Gramsci développa son concept de l'« hégémonie », conçue comme devant s'opérer non seulement sur l'organisation politique et les structures économiques, mais également comme direction culturelle et idéologique de la

(17) Lénine. Que faire ?, p. 421.

(18) Lénine. Que faire ?, pp. 434-435.

(19) Lénine. Rapport au VII^e Congrès du P.C.(B) de Russie, mars 1918. Œuvres complètes, Tome 27, p. 95.

(20) A. Gramsci. Notes sur Machiavel. Œuvres choisies, Paris, 1959, p. 268.

société. De même que la bourgeoisie française avait livré une âpre bataille idéologique à l'aristocratie avant que sa lutte ne devienne politique, la classe ouvrière doit combattre la classe capitaliste sur le terrain idéologique et s'efforcer d'y assurer son « hégémonie » avant même de s'emparer du pouvoir politique. En effet, d'après Gramsci, « un groupe social peut et même doit être dirigeant avant de conquérir le pouvoir gouvernemental et c'est même là une des principales conditions pour la conquête du pouvoir ». (21)

Les transformations survenues dans la société capitaliste depuis le temps où Gramsci rédigeait ses **Cahiers de la prison** ont encore accru la nécessité de la lutte théorique car l'extraordinaire explosion du savoir auquel nous assistons augmente sans cesse le rôle des idées.

Le niveau culturel de la société s'élève. L'évolution des techniques aboutit à ce que le travail d'un nombre croissant d'ouvriers réclame largement autant de capacités intellectuelles que d'efforts physiques. Et l'augmentation rapide de l'importance numérique des couches intellectuelles engendrées et développées par la croissance de la science, de la technique et de l'économie est un des traits les plus caractéristiques de notre époque.

En même temps, le développement des mass media — radio, télévision — fournit à la bourgeoisie des possibilités plus grandes de conditionner l'opinion.

Si les premiers effets de la révolution scientifico-technique ouvrent de **nouvelles possibilités** de lutte pour le socialisme en augmentant sans cesse le nombre de travailleurs qui ne vivent que de leur force de travail — physique ou intellectuelle — la lutte pour l'« hégémonie » culturelle et idéologique de la classe ouvrière, pour l'« hégémonie » du marxisme, devient par conséquent décisive.

C'est une lutte qui devra se mener dans tous les domaines, secteur par secteur, problème par problème, en attachant toute l'importance voulue au facteur **subjectif**, à l'idée que les hommes se font du monde et d'eux-mêmes.

Bien plus encore qu'à l'époque de Lénine, il s'agit donc « d'aller dans toutes les couches » de la société contemporaine car le problème de notre époque est de **faire comprendre** à « toutes les classes, catégories et groupes de la population » qui ont objectivement tout à gagner à une transformation radicale du régime que seul le socialisme permettra de construire le monde nouveau qui répond à leurs aspirations.

Cela demande que le mouvement ouvrier tout entier attache l'importance nécessaire à la lutte théorique, à la lutte des idées.

(21) A. Gramsci. Il Risorgimento. Œuvres choisies, p. 344.

La gauche et le problème communautaire en Belgique

UN PROBLEME NON RESOLU

Il y a maintenant plus de quinze ans que le problème des communautés en Belgique est posé avec acuité.

En fait, la bourgeoisie belge n'a jamais résolu la question nationale posée par la coexistence dans notre pays de deux communautés différentes et par le développement inégal des trois régions qui composent le pays et revêtent chacune des caractéristiques propres.

Tout au long de la vie politique belge, avec des temps faibles et forts, ce problème est resté posé sans que soient satisfaites les aspirations spécifiques des peuples flamand et wallon et de la collectivité bruxelloise. Faut-il rappeler d'ailleurs qu'à deux reprises l'occupant allemand a utilisé les contradictions entre communautés nationales, avec des fortunes diverses.

Si, à la libération du pays, la question a paru perdre de son acuité, les composantes du pays ayant soudé leur unité dans la lutte antifasciste, elle a repris vigueur surtout à la fin des années cinquante devant les difficultés économiques rencontrées par la région wallonne pour assurer la relance de son développement et face à l'exigence d'autonomie culturelle toujours plus fortement ressentie par le peuple flamand.

Actuellement, la structure unitaire de l'Etat qui constituait l'assise traditionnelle du pouvoir de la grande bourgeoisie en Belgique est ébranlée et mise en cause. Si, dans le passé, en fonction des

lutton sociales et politiques la bourgeoisie s'est efforcée de jouer les oppositions réelles ou supposées entre les communautés, elle doit maintenant tenir compte des forces qu'elle a parfois suscitées elle-même.

C'est ainsi que ses porte-parole les plus conscients parlent de donner au pays un nouveau visage, qualifié de régional — pour ne point parler de fédéralisme et conserver au maximum le poids des vieilles structures.

L'évolution vers de nouvelles formes constitutionnelles se fait d'ailleurs dans un climat de confusion et de tension politique dont la dernière crise gouvernementale est la meilleure illustration. La prolongation de cette crise que les élections de 68 et de 71, ainsi que les replâtrages successifs de coalitions gouvernementales retardant les solutions nécessaires sans trancher dans le vif de la réalité politique, n'ont pas atténué ce qui devient une véritable crise de régime.

Il s'en suit de réels dangers pour la cohésion du pays et pour les droits démocratiques car les forces de droite, présentes dans notre pays, peuvent y trouver la justification d'une intervention autoritaire pour mettre fin au désordre.

La situation pourrait et se dégrade. Faut-il rappeler que la nécessité de moderniser l'état et d'aborder le problème des relations entre Flamands, Wallons et Bruxellois sur une base nouvelle est reconnue depuis longtemps.

En 1936 déjà, le Centre d'Etudes pour la réforme de l'Etat avançait des propositions. Ensuite divers groupes de travail, après guerre, multipliaient les suggestions (Centre Harmel dont les travaux se déroulèrent de 48 à 53, le groupe de travail parlementaire dit de la Table ronde au cours des années 64-65, la Commission Meyers-Vanderpoorten de 66 à 68, à l'époque de l'inopportune mise en frigo, et les déclarations de révision de la Constitution de 65 et 68).

L'ATTITUDE DE LA GAUCHE

Dans ce climat politique incertain et de plus en plus chargé, il faut bien admettre que la gauche dans son ensemble et d'importantes composantes du mouvement ouvrier ont laissé l'initiative à la droite ou aux formations nationalistes, particulièrement dans les dernières années.

A cet égard, les responsabilités du P.S.B. sont lourdes alors qu'il s'obstine aujourd'hui encore à se présenter comme une formation unitariste et conservatrice au plan des structures de l'Etat.

Le mouvement ouvrier belge a éprouvé des difficultés à se situer par rapport aux exigences culturelles et politiques régionales

et communautaires et à vaincre un certain conservatisme institutionnel qui l'a empêché de s'engager avec toutes ses forces et de tout son poids dans l'action pour résoudre le problème communautaire sur base du fédéralisme.

Le souci de défendre l'unité nécessaire de la classe ouvrière dans l'action politique et sociale ne suffit pas à expliquer cette carence.

Si, pendant les années qui suivirent la grande grève de 60-61, sous l'impulsion notamment du M.P.W., l'aile gauche du mouvement ouvrier a avancé à la fois l'exigence du fédéralisme (réforme institutionnelle) et des réformes de structures (plan économique et social) en liant ces objectifs, dans la suite, ce lien nécessaire est allé en s'amenuisant car l'initiative lui a échappé.

La naissance et le développement des partis communautaires, sans idéologie de classe et donc composites, a permis de « privilégier » en quelque sorte le moment institutionnel au détriment des objectifs économiques et sociaux. Le développement de ces partis a précisément été rendu possible, à notre sens, par les carences de la gauche qui n'a pas pu ou voulu, dans son ensemble, définir des objectifs communs et prendre une option clairement fédéraliste en liant cette exigence aux luttes revendicatives alors que cette liaison n'a rien d'artificiel mais s'inscrit dans les faits.

La revendication du contrôle ouvrier au plan de l'entreprise doit, pour être efficace, s'accompagner d'un contrôle au plan régional des investissements, des aides des pouvoirs publics. L'action pour la défense de l'emploi, sa sécurité, ne peut se placer au seul plan de l'entreprise et met en cause la politique de l'emploi, le développement de l'économie régionale, ses perspectives et ses moyens.

Ce retard de la gauche est réel en Flandre, moins accusé en Wallonie peut-être — encore que les protestations de foi fédéralistes y revêtent la plupart du temps dans le monde socialiste un caractère verbal — et évident à Bruxelles où le problème est sans doute plus complexe du fait qu'il s'agit du terrain de rencontre des deux communautés.

La situation politique dans la capitale où traditionnellement les partis politiques de la petite bourgeoisie occupent une forte position est dominée par les aspects linguistiques, bien réels il est vrai, de la crise communautaire, d'autant que jusqu'à une période récente, les problèmes économiques et sociaux s'y sont posés avec moins d'acuité.

La région bruxelloise a pu longtemps apparaître comme le rempart de l'état unitaire et l'exigence de fédéralisation n'y a été ressentie que tardivement, au moment où dans les autres régions du pays, la liaison entre les objectifs institutionnels et sociaux du mouvement s'est estompée.

De plus, la présence de groupes linguistiques différents exige de déterminer une politique économique, sociale et institutionnelle qui tienne compte de cette réalité complexe.

Actuellement, devant des problèmes d'emploi, réels pour ne pas être aussi criants qu'en Wallonie ou dans certaines régions de Flandre, et face aux questions que pose l'expansion d'une région économique fatalement limitée par un contour politique, les Bruxellois ont souvent le sentiment, pas toujours erroné d'ailleurs, que les réformes envisagées, les mesures gouvernementales concrètes se préparent sans ou contre eux.

Leur représentation limitée dans les partis de gouvernement accroît encore cette préoccupation (Alors que Bruxelles représente 12,5 % de la population, les électeurs P.S.C. représentent 8,3 % dans leur parti et les électeurs socialistes 9,5 et les P.L.P. 10,2, ceci à la consultation de novembre 1971).

NECESSITE D'UNE ACTION PLUS RESOLUE

Il ne fait point de doute cependant que seule l'action du mouvement ouvrier et démocratique peut aider à dégager des structures nouvelles, simples et efficaces et sortir le pays du fatras institutionnel dans lequel il s'enfonce de compromis en compromis.

Les réformes actuellement réalisées paraissent en effet assurer au pouvoir central le maximum d'autorité et mettre en application la vieille recette conservatrice qui a fait ses preuves : changer pour que rien ne change.

En effet, on adjoint à tout ce qui existe une série d'institutions aux attributions souvent mal définies, dont les compétences risquent de déborder les unes sur les autres avec les possibilités de conflits que cela entraîne nécessairement. Citons sans être complet : les conseils culturels (démembrement du Parlement avec l'incident qui a opposé le conseil culturel français au gouvernement Eyskens-Cools), les conseils économiques régionaux (dont la composition hétérogène n'a pu aider à ce qu'une volonté claire s'exprime dans les différentes régions, un seul pour la Wallonie, plusieurs pour la Flandre et un conseil aux limites imprécises pour Bruxelles), les agglomérations et fédérations de communes (très lentes à naître sauf dans la région bruxelloise où l'expérience actuelle montre les réticences des communes vis-à-vis de la nouvelle institution et l'hostilité déclarée du pouvoir central pour des raisons politiques de majorité mais aussi de compétence).

Il en résulte une complexité et une confusion croissante des pouvoirs qui permet en fait au pouvoir central, qui n'est dépouillé d'aucune prérogative, soit directement soit par l'intermédiaire des provinces, échelon conservateur par tradition, de battre en brèche les efforts de régionalisation.

Une véritable crise politique, une crise de confiance des citoyens envers les institutions apparaît ainsi, qui peut alimenter des courants hostiles à la démocratie et des mouvements séparatistes qui mettent en doute la réalité de la Belgique.

En raison des traditions d'union et de solidarité nées dans l'action contre la bourgeoisie unitaire et des exigences actuelles de lutte pour le contrôle ouvrier et la démocratisation des institutions, contre les tendances autoritaires du capitalisme monopoliste d'Etat, le mouvement ouvrier de notre pays peut reprendre l'initiative à condition de dégager clairement les perspectives institutionnelles et culturelles.

Pendant longtemps, celles-ci ont pu lui paraître moins importantes que le combat économique et social et aujourd'hui encore lorsque les organisations syndicales se rassemblent en front commun elles paraissent se méfier des aspects politiques de l'action qui en constituent cependant le prolongement nécessaire.

Il faut donc s'efforcer de sortir d'une certaine routine de pensée et de conception comme d'organisation. Comme nous l'indiquions déjà au Congrès d'Ostende du P.C.B. (1968) il faut s'orienter vers « la recherche de nouvelles formes d'union basées sur la reconnaissance des besoins et des droits spécifiques des différentes composantes communautaires du mouvement ouvrier belge ».

Cet effort doit s'exercer au plan culturel (avec ses implications linguistiques) et institutionnel pour reprendre sur ce terrain l'initiative, sortir des hésitations et des confusions équivoques.

RETARD ET HESITATION DES SOCIALISTES

Nous l'avons déjà souligné, les positions de fait des dirigeants socialistes qui se proclament volontiers unis et forts, bien que depuis la crise communautaire, leur parti ait vu son électroat passer de 36 à 27 %, montrent un attachement évident au conservatisme institutionnel, à la crainte du changement qui est le lot des conservateurs. Même si, sous la poussée des exigences populaires, cette attitude se dissimule en Wallonie sous un verbiage fédéralisant assaisonné de lieux communs sur la solidarité nationale.

Ceux qui, comme Léo Collard, s'efforcent de sortir des sentiers battus, font preuve d'une singulière timidité sur le terrain communautaire. Il en est ainsi dans l'appel du 1er mai 1969 au rassemblement des progressistes qui effleure à peine le thème institutionnel. Feu Max Bastin le soulignait excellemment dans une interview au journal « Combat » de juillet de la même année en déclarant : « Monsieur Collard n'a guère évoqué ce problème (le phénomène communautaire) et sa pensée et les procédures qu'il envisage restent plus floues dans ce domaine que dans les autres. Or, il doit

savoir que tant du côté flamand que du côté wallon, les chrétiens de gauche les plus ouverts au dialogue avec les socialistes sont généralement fédéralistes ».

Au même moment, les communistes, par la voix de Marc Dru-maux, soulignaient « qu'il est évident qu'un des points du pro-gramme commun sur lequel il faudra essayer de se mettre d'accord, c'est la remise en cause des structures unitaires de l'Etat », sans en faire cependant un préalable au rassemblement.

Depuis lors, trois ans se sont écoulés et les positions du P.S.B. sont loin d'être précises, au contraire. Fédéraliste en parole en Wal-lonie, unitariste ou provincialiste en Flandre, unitariste encore à Bruxelles, dans l'action politique concrète, le P.S.B. a accepté de dissocier les éléments de la réforme institutionnelle visant à orga-niser les régions, les ensembles communaux et l'autonomie cultu-relle, cheval de bataille du C.V.P.

Ainsi, en juillet 1971, le Parlement pouvait voter les lois spé-ciales portant création des conseils culturels et celles portant créa-tion, dans la confusion, de la seule agglomération bruxelloise limitée d'office à 19 communes et dotée arbitrairement d'un collège pari-taire et des cinq fédérations périphériques flamandes qui la cein-turent. Mais la régionalisation restait en panne, la loi devant concrétiser l'article 107 quater de la Constitution portant création des régions étant reportée avec celle portant statut des Fourons. Et le gouvernement Eyskens-Cools tombait avant de les mettre en chan-tier, après avoir annoncé le 26 mai 1972 son intention, jamais réali-sée, de déposer un projet de loi à ce sujet.

Depuis les propositions de l'informateur De Saeger et celle du formateur Leburton, qui reprend les précédentes légèrement modi-fiées, ne réalisent en rien la réforme démocratique espérée. Elles aboutissent en fait à donner à l'institution belge la plus désuète, les provinces, davantage de pouvoirs. En effet, les conseils régionaux seront élus au deuxième degré parmi les conseillers provinciaux dans le nouveau projet en attendant une élection directe renvoyée à... 1980 et pour Bruxelles, l'exécutif sera paritaire sous réserve d'une élection directe du président de l'assemblée.

Ainsi, dès le départ, le nouveau pouvoir régional dont les com-pétences sont étroitement limitées par la Constitution s'est vu enle-ver sous la pression P.L.P. tout pouvoir fiscal. Il est élu au second degré et un ministre régional du gouvernement central le mettra en tutelle.

DES PROPOSITIONS POUR SORTIR DE L'IMMOBILISME

Favec à cet immobilisme politique, des groupes de gauche par-fois importants ont avancé des propositions plus simples et plus audacieuses. Il en fut ainsi du mouvement **Objectif 72**, surtout

d'inspiration chrétienne, qui a eu le mérite de dégager des objectifs mais n'a pas réussi à les traduire sur le plan de l'action politique. En limitant son analyse à la région wallonne du pays, **Objectif 72** réclamait l'autonomie la plus large des trois communautés dans le cadre de l'Etat belge et, fort justement, relevait que ces communautés « doivent disposer des ressources nécessaires à la conduite d'une politique économique régionale globale grâce à une fiscalité régionale. Celle-ci n'est que de 10 % en Belgique alors qu'elle atteint 30 % des recettes fiscales aux Etats-Unis et 50 % en Allemagne fédérale. L'autonomie des communautés est liée à une répartition équitable en fonction de critères à établir, entre l'Etat central et les Etats fédérés ».

Et **Objectif 72** précisait également la liaison entre le pouvoir régional et le pouvoir populaire. Pour lui, « le fédéralisme est une manifestation de la volonté nettement perceptible de la communauté wallonne de prendre son sort en main et d'exercer, grâce au rassemblement des progressistes, les responsabilités qui incombent aux citoyens dans une démocratie rajeunie d'inspiration socialiste ».

Plus récemment, le **Groupe B/Y** se prononçait lui aussi avec netteté pour le fédéralisme, exagérant peut-être les mérites de cette formule étendue à ce qu'il a appelé le « fédéralisme idéologique, interne ou vertical ».

Quant aux communistes, lors de leur **XX^e Congrès de Charleroi**, en mars 1971, ils rappelaient leur position dans les termes suivants (rapport de Marc Drumaux) :

« Nous croyons que la réforme de l'Etat devrait susciter de nouveaux efforts de la part de toutes les forces progressistes et de notre parti en particulier, et être axée sur une conception simple mais efficace, qui implique que l'on considère les nouveaux organes de la manière suivante : le pouvoir central doit évidemment garder dans ses compétences l'attribution des matières importantes de caractère économique, financier, monétaire, de politique étrangère et d'autres. C'est le premier échelon. Le deuxième échelon, c'est l'autorité régionale qui, pour le moment, n'est donc rien d'autre qu'une hypothèse de travail, un article de la Constitution, pour lequel il faudra obtenir le vote d'une loi. Le troisième échelon, c'est la commune, c'est-à-dire la grande commune telle que l'on doit essayer de la créer aujourd'hui ».

LE CONGRES IDEOLOGIQUE DU P.S.B. ?

Et le P.S.B. ? On pouvait supposer qu'il aborderait le problème à l'occasion de la préparation de son congrès idéologique. Il paraît malheureusement se contenter de la constatation — d'ailleurs contestable — que les soubresauts communautaires ont moins entamé les forces social-démocrates que celles des autres formations. Si

cette constatation vaut pour la Flandre, elle est moins vraie en Wallonie et surtout à Bruxelles. Il ne suffit pas d'une unité de façade et d'une force qui risque encore d'être entamée aux prochaines consultations pour dégager une perspective politique claire.

La seule question que paraissent se poser à cet égard les idéologues du P.S.B., c'est de savoir s'il faut conserver, en terme de marketing, « l'image de marque du parti » uni et fort ou s'adapter aux courants communautaires. C'est maigre et d'une timidité qui frise, une fois encore, le conservatisme. Le jugement peut paraître sévère mais il est confirmé par la pratique politique la plus récente, pierre de touche des choix idéologiques.

Du fédéralisme proclamé, les socialistes wallons sont passés au soutien de propositions timidement régionalistes et s'appêtent à appuyer un gouvernement dont les propositions au plan communautaire aboutiront à un provincialisme à peine déguisé.

Ce qui ne nous fera pas sortir de l'impasse, d'autant que pour la région bruxelloise, le refus de fixer démocratiquement les limites de la région et de maintenir une parité artificielle au niveau de l'exécutif entretiendra encore les tensions.

CONCLUSION

Il est donc urgent de voir la gauche reprendre l'initiative et se fixer des objectifs, un programme communautaire. Il s'agit de réorganiser le pays sur des bases plus démocratiques en rapprochant du peuple les pouvoirs de décision au niveau des régions comme des communes, en tenant compte des aspirations des trois régions.

Cela implique un effort de simplification des institutions et non la multiplication d'organes sans pouvoirs, excroissances sur le corps malade de l'état unitaire, cela exige le rejet net du provincialisme et l'attribution de pouvoirs réels sur des territoires délimités démocratiquement.

Le socialisme à la Mansholt

Sicco Mansholt sait faire parler de lui. La lettre qu'il envoya en février 1972 à M. Malfatti, alors président de la Commission de la Communauté Economique Européenne, a suscité d'innombrables remous. Un mois plus tard, sur proposition du ministre français des Affaires étrangères, Maurice Schumann, M. Mansholt accédait à son tour à la présidence de cet organisme et devenait le destinataire de sa propre prose.

Henri Simonet entre aujourd'hui dans cette même commission qui dirige la CEE, prépare le travail du Conseil des ministres et jouit de ce fait d'une influence étendue échappant à tout contrôle démocratique.

Chacun a donné son avis sur la lettre Mansholt et bien peu l'ont lue (1). Un journaliste la résumait ainsi : « Mêlez la pollution, la surpopulation, les accidents de voiture, la redécouverte de Jésus-Christ et les grands choix économiques... et vous avez quoi ? Le fameux document Mansholt ». (2)

Nous ne reviendrions pas sur ce texte de vingt pages si son auteur ne se réclamait du socialisme et ne s'apprêtait à jouer un rôle dans le mouvement socialiste européen. Qu'y trouve-t-on ?

Après un survol rapide des problèmes économiques européens, inflation, chômage, déséquilibre monétaire, Sicco Mansholt armé du rapport établi par le M.I.T. (Institut Technologique du Massachusetts - 1971) aborde ses deux thèmes principaux :

— L'évolution du monde est inquiétante face à ses possibilités alimentaires.

(1) La lettre Mansholt - J.-J. Pauvert, éditeur.

(2) J.-F. Kahn, Europe n° 1.

— La poursuite de l'industrialisation conduit à l'épuisement des ressources naturelles, à l'extension de la pollution et à la destruction de la nature.

« Le problème-clé, écrit-il, est celui de l'évolution démographique dans le monde. C'est surtout dans les pays en voie de développement que la natalité prend des proportions angoissantes... »

Et Mansholt d'opposer la population mondiale en l'an 2000 (6 à 7 milliards d'hommes) à la superficie des terres arables (3,5 milliards d'ha).

Loin de nous l'idée de ne pas prendre le problème au sérieux et de nous réfugier dans un optimisme béat.

Déjà en mai 1971, deux mille hommes de science lançaient un appel à l'étude approfondie de ces questions, accompagnée d'une vigoureuse dénonciation de la guerre et des dépenses militaires dont on ne trouve pas un mot sous la plume du président de la Commission.

Mais le socialiste Mansholt ne fait-il pas une analyse un peu courte ? L'explosion démographique des pays du Tiers-Monde est née du blocage de leur développement industriel par les grandes puissances capitalistes, du pillage de leurs ressources, de l'impossibilité pour leurs peuples de prendre en mains leur évolution économique dans le même temps que l'amélioration des conditions d'hygiène abaissait la mortalité infantile. Si des mesures visant à limiter le nombre de naissances doivent être prises, elles ne peuvent l'être que par des peuples souverains. Toute autre solution reviendrait à un malthusianisme odieux. Ce n'est pas sans raison que le nom du pasteur anglais est revenu sur toutes les lèvres à la lecture de la lettre Mansholt, de ce pasteur effrayé par la fécondité de la classe ouvrière. La planification économique ne peut évidemment ignorer cette donnée fondamentale : la démographie. Mais qui Mansholt croit-il convaincre en passant sous silence toutes les conditions technologiques et sociales du développement de la production agricole ? Comment comparer les rendements atteints dans les pays industrialisés et dans ceux dont la majorité de la population se consacre encore à l'agriculture avec une technique médiévale : mécanisation inexistante, irrigation déficiente. Les proportions d'engrais utilisés y sont de quinze fois intérieures à celles des pays développés.

Dans notre pays les surfaces affectées à l'agriculture ne cessent de décroître et la population employée dans ce secteur s'est encore réduite de 25 % de 1964 à 1969.

C'est ce mouvement naturel que le programme pour l'agriculture de la Commission — dit plan Mansholt — se proposait encore d'accélérer.

Aveugle aux pressions impérialistes exercées sur les pays qui tentent d'échapper au sous-développement, Cuba ou le Chili, sans parler du Vietnam écrasé sous les bombes et dévasté de défoliants, le socialiste Mansholt ne voit de solution pour les pays du Tiers-Monde que dans la limitation des naissances.

Pour le surplus, la productivité agricole résulte autant des techniques utilisées que des rapports sociaux. Dans combien de pays, la réforme agraire n'en est-elle pas la condition première ? Dans plusieurs pays d'Amérique latine la grande propriété est stérile car le propriétaire foncier exploitant une main-d'œuvre à bas prix n'a aucun intérêt à améliorer le rendement de ses terres.

La perspicacité politique de l'auteur de la lettre est-elle plus grande lorsqu'il aborde la pollution ou l'épuisement des ressources naturelles ?

Pour lui, un système de production non polluant et une économie de recyclage se traduiront « par un net recul du bien-être matériel par habitant ».

Sans doute veut-il compenser cette baisse de production des biens de consommation (lesquels ?) par l'extension du secteur des « biens incorporels (prévoyance sociale, épanouissement intellectuel, organisation des loisirs et des activités récréatives, etc...) ». Peut-être peut-on discerner dans cette phrase une critique du capitalisme (avec pudeur, le mot n'est jamais prononcé) dont la production avide de profit ne s'oriente que dans les domaines de la demande solvable.

Mais cette critique est immédiatement tempérée par le rejet du « socialisme d'Etat » au profit d'un capitalisme planifié avec production décentralisée. La nécessité de réduire la production repose sur un postulat erroné : le capitalisme serait un système économique rationnel produisant aux moindres frais ; tout système moins polluant serait plus onéreux. Or le capitaliste ne calcule qu'au niveau de son entreprise et dans la logique de son profit maximum.

Il faudrait faire le bilan global de ce que cette pratique coûte à la société tout entière. Songeons à la façon dont l'industrie charbonnière a détruit la Wallonie. Le remblayage des galeries de mines trop onéreux pour les charbonnages aurait empêché les tassements dont les conséquences n'ont jamais été chiffrées et qui se poursuivent après la cessation des activités d'extraction.

La pollution des eaux par les industries repose sur le même calcul sommaire. Qu'importent le coût du traitement de l'eau pour la rendre à nouveau potable ainsi que la destruction des organismes vivants. Ils n'entrent pas dans le bilan. Et si l'eau devient un jour impropre à la consommation, vive l'industrie de l'eau de source ! La pollution, gage de nouveaux profits ? Ne voit-on pas l'orientation qui se dessine ?

Et comme chantait Boris Vian :

*« Un beau jour, sur ton oxygène
On te branchera ton compteur
Simple tarif, l'air de la Seine
Double tarif, l'air des hauteurs. »*

Quelle illusion le socialiste Mansholt entretient-il avec son plan économique européen dont les directives devraient être respectées dans les plans nationaux. Nous savons en tout cas ce qu'est le plan

belge et l'absence d'obligations qu'il crée à l'égard des sociétés capitalistes.

« Nous devons examiner dans quelle mesure ces dispositions rigoureuses devront être étayées par des mesures d'encouragement dans le domaine des politiques fiscale et tarifaire et éventuellement par des attributions de matière première ». Les éléments de notre avenir sont en place : d'une part « pour assurer des chances égales à tous (?) une économie de pénurie exigeant la distribution des biens de première nécessité », d'autre part, un généreux encouragement fiscal aux trusts et le respect sacré de leurs profits. Siccò Mansholt en est arrivé là pour avoir imputé à la croissance économique les maux qui ne sont dûs qu'à l'orientation que lui donne le capitalisme.

Voilà les idées de l'homme qui a dépassé le marxisme et attend la venue du « second Marx ».

Avant de songer à résoudre les énormes problèmes qui se posent, il y a intérêt à méditer ce texte écrit bien avant la naissance de Mansholt :

« La limite véritable de la production capitaliste est le capital lui-même ; cela signifie que le capital et l'accroissement de sa valeur apparaissent comme le point de départ et le terme, la cause et le but de la production. La production n'est qu'une production pour le capital et non le contraire ; les moyens de production ne sont pas simplement des moyens pour élargir constamment le processus vital de la société des producteurs ; les limites en dehors desquelles ne peut s'effectuer la conservation et l'accroissement du capital-valeur, basé sur l'expropriation et l'appauvrissement des larges masses de producteurs, entrent constamment en conflit avec les méthodes de production auxquelles le capital a recours pour atteindre ses buts, méthodes qui poursuivent l'élargissement illimité de la production, qui ramènent cette dernière à être en quelque sorte son propre but et qui tendent ainsi au développement absolu de la productivité sociale du travail. Le moyen (développement illimité des forces productives) entre en conflit permanent avec le but (accroissement de la valeur du capital existant).

Si le mode capitaliste de la production est historiquement un moyen pour développer la force productive matérielle et pour créer un marché mondial qui lui corresponde, il nous présente en même temps une contradiction permanente entre cette tâche historique qui lui incombe et les rapports sociaux de production qui lui correspondent. » (3)

Que les lecteurs veuillent bien excuser cet extrait un peu long. Le marxisme s'est développé depuis un siècle, mais dans certains domaines un second Marx n'est pas encore nécessaire. Le vieux Karl peut encore nous rendre service.

(3) K. Marx, *Le Capital*, L. III.

L'art mural mexicain et la révolution

Roger Somville nous revient de deux longs séjours au Mexique où il a visité les sites anciens et étudié l'art mural contemporain issu de la Révolution.

Il a eu l'occasion de discuter longuement avec son ami David Alfaro Siqueiros, le survivant le plus étonnant de l'épopée du muralisme mexicain.

A son retour, il a donné deux conférences dont nous reproduisons le texte complet.

Mesdames, Messieurs, Chers amis,

Ce soir, il ne sera possible, ensemble, que d'effleurer un sujet d'une telle richesse.

Au centre de Mexico — ville bâtie dans des marais — la place des « Trois cultures » exprime la totalité culturelle mexicaine. Les Aztèques y sont présents par la base d'un temple rasé par les Espagnols et découvert il y a quelques années ; la culture coloniale, dite « hispanique » par une cathédrale et le Mexique moderne par des architectures contemporaines et une admirable œuvre murale du grand peintre David Alfaro Siqueiros « Cuauhtémoc contre le mythe ». Cette place constitue vraiment une synthèse de la richesse

Conférence donnée le 23 mai 1972 à la Maison Haute de Boitsfort (la Venerie) et au « Cercle d'Éducation populaire » à Bruxelles, le 18 septembre 1972.

artistique et historique de ce pays. Trois cultures extraordinaires, trois moments prodigieux de l'histoire s'y affrontent et s'y complètent.

Et c'est là — je vous le rappelle — au centre de cette place, symbole de la réalité profonde d'un peuple où se sont déroulés la majorité des drames de son passé, qu'en 1968, trois cents étudiants sont morts, mitraillés par la police spéciale... et le Mexique est l'un des pays d'Amérique latine où la répression semble la moins brutale (Cuba et le Chili exceptés).

Ce lieu est un magnifique exemple d'urbanisme et de civisme. Notre bonne ville de Bruxelles pourrait en prendre la leçon, mais ceci est une autre histoire...

Le Mexique, terre rouge, végétation luxuriante, est un pays de contradictions où la douceur et la violence s'associent, pays de la « révolution » — on en parle encore dans « les salons où l'on cause » — pays du progrès social et de la répression.

Ce n'est pas la dictature oppressive, mais ce n'est pas la « démocratie », même formelle, comme nous l'entendons.

Il faut avoir vu le « musée d'Anthropologie », œuvre de l'architecte Pedro Ramirez Vasquez, peut-être le plus beau du monde, pour comprendre la grandeur, la puissance, les contrastes, l'humanité et le charme d'un peuple personnel et bouillant.

Je terminerai ce préambule en remerciant particulièrement trois hommes qui m'ont transmis la passion de ce pays, de sa culture et de ses artistes : le grand écrivain Elie Faure, mon maître Charles Counhaye et Henri Lavachery, conservateur honoraire du Musée du Cinquantenaire qui a connu cette génération de peintres et en était devenu l'ami. Et je dis cela car il était très difficile, dans les années 1940/1947, au moment où ma génération se formait, de se documenter sur cet art parce que le marché de l'art européen et les « maffias culturelles » n'avaient aucun intérêt à en parler, à faire connaître la réalité d'un art public véritable qui échappait précisément aux arcanes du « marché de l'art ».

L'aventure de l'art mural mexicain, du « muralisme », est née de la révolution et dans la révolution de 1910-1920.

Siqueiros dit : « Sans la révolution, il n'y aurait pas eu de peinture mexicaine ».

Courbet disait : « Sans la révolution de 1848, ma peinture n'aurait pas existé ».

Mais cet art est né aussi de la grande tradition de l'époque « préhispanique », de l'époque « hispanique », de l'art populaire et de tous les matériaux que pouvait fournir à ces artistes l'art contemporain d'Europe ou d'ailleurs.

« POUR RAFRAICHIR LES MEMOIRES »

Aussi, avant de parler de sa naissance, plutôt de son éclatement, dois-je vous rappeler brièvement — pour rafraîchir les mémoires — les grandes étapes de l'histoire de ce pays puisqu'aussi bien ces peintres ont voulu en réaliser une synthèse pour exprimer la marche de la libération d'un peuple vers plus de démocratie et de bonheur.

A l'origine : la grande civilisation des Mayas — les Olmèques, les Totonèques, les Zapotèques, la civilisation de Teotihuacán — (ceci se passe en 320 après Jésus-Christ alors que la civilisation grecque se déploie six siècles avant Jésus-Christ).

Au IX^e siècle, l'hégémonie passe aux Toltèques, au X^e siècle « Quetzalcoätl », « le serpent à plume », empereur de Tula, s'installe en pays Maya et régénère la civilisation.

Au XII^e siècle, les Chichimèques ruinent Tula. Au XII^e et XIII^e siècle, les Aztèques dominent et la civilisation maya s'effondre (à Tenochtitlan).

Société d'un ordre théocratique, c'est-à-dire où la politique est d'émanation divine. Cruelle, cela se lit dans leur art : sculptures comme des muscles effrayants, ramassés pour un meurtre toujours prêt à s'accomplir ; ou art immobile, exprimant le dogme religieux ; ou plus intime, disant la douceur de vivre ; architecture grandiose, parfois angoissante, presque un défi au ciel (temples de Chichen Itza et Uxmal (Yucatan), aussi Palenque et plus près de Mexico, Teotihuacan.

Pour mieux comprendre l'esprit de ces deux civilisations, disons que l'art maya serait plus proche de la Grèce antique et que les Aztèques auraient davantage le caractère romain, en fait plus dur, plus ordonné.

Lorsqu'en 1519, Cortès et la « furia espagnole » armés du canon et de la croix, protégés par la « Sainte inquisition », débarquent au Mexique et pénètrent dans le pays en passant entre le Popocatepelt et la Montagne de la « Femme couchée » (« La Mouchera ») — deux montagnes d'une beauté inoubliable — ils trouvent un Etat déjà en décadence et affaibli par des dissensions (De nombreux temples des civilisations disparues étaient ruinés depuis longtemps et Cortès n'en vit jamais la trace).

Les Aztèques pratiquaient les sacrifices humains. Bien entendu, ils sacrifiaient surtout « les autres », c'est-à-dire les peuples soumis économiquement et politiquement. Cortès s'appuie sur les indiens opposés aux Aztèques et sur l'effroi que les chevaux et les canons inconnus sèment, et aussi sur la terreur religieuse — les indiens croyaient que c'était Quetzalcoätl, le « serpent à plume » qui revenait sous forme de monstre, « l'homme cheval », pour les punir.

Malgré la résistance acharnée de Cuauhtémoc qui remplace le faible empereur Moctezuma, malgré la célèbre « triste noche »

(triste nuit) où les Espagnols faillirent succomber et perdirent la moitié de leurs effectifs, l'Espagne triomphe. Elle triomphe par la duplicité, le meurtre, le sang, la torture ; elle triomphe dans et par son mysticisme démentiel, elle triomphe par Cortès qui a rassemblé autour de lui une troupe d'assassins, véritable remugle de l'humanité et tueurs à gages, elle triomphe en fait au nom de besoins économiques les plus sordides.

L'illustration de cette démente s'exprime par deux faits particulièrement saisissants.

Cortès, en débarquant, brûle sa flotte, s'interdisant ainsi tout esprit de retour, se coupant volontairement la retraite. Il s'agissait donc de vaincre ou de mourir — ce qui explique l'acharnement atroce qu'ils mirent précisément à vaincre.

Quelques années après l'invasion, Cortès écrit à Charles-Quint que « la ville de Cholula qui contenait 400 temples contient aujourd'hui 400 églises ».

La volonté d'anéantir chaque pierre de cette civilisation, la volonté castrante de l'Espagne mystique de l'Inquisition ne fut dépassée que par les Nazis vis-à-vis de Varsovie et par les Américains, vis-à-vis des Indiens d'Amérique du Nord.

Et cependant, la rencontre dramatique de ces deux peuples donna naissance à cette civilisation « hispanique » dont le Mexique est encore imprégné (nous, Belges, avons quelque chose de commun avec le Mexique : eux et nous avons subi l'Espagne brûlante et en avons gardé des traces profondes).

Donc, choc brutal mais créateur de deux peuples vigoureux, personnels, d'où tout esprit démocratique est absent, un peu « hidalgo », méridionaux, ardents produits du soleil.

J'insiste sur ce fait car la rencontre, par exemple, de l'Inde et de l'Angleterre, n'a donné lieu qu'à l'éclosion d'un fruit sec.

Si je m'attarde sur cette époque, c'est que — vous le verrez — le « muralisme » mexicain s'en inspira avec une insistance toute particulière.

Le colonialisme s'installe et commence le règne des « haciendas » : féroce, raciste, tellement que même l'Eglise intervient contre les colons, en faveur des indiens opprimés. Indiens qui jamais, malgré les révolutions successives n'ont retrouvé une existence politique réelle.

Cette fusion a produit les créoles et les métis, l'indien et l'Espagnol (non métissés). De cette fusion est né l'art hispanique, d'une exubérance extraordinaire, d'une parure éblouissante afin de susciter l'extase.

A travers ces fusions violentes, ce peuple a exprimé sa vision du monde. Le baroque inonde jusqu'aux voûtes et le peuple et

les indiens mélangés y ont imprimé, avec une force et une imagination inouïe, une vision personnelle, unique, fondamentale (l'église de Tonanzintla à Puebla).

La peinture de chevalet de cette époque a un caractère national qui éclate en sourdine parce que la personnalité de ce peuple est si grande que rien ne semble pouvoir l'étouffer. (L'américanisme aujourd'hui le menace et c'est contre lui que naît la vague nationaliste à laquelle nous assistons. Les Mexicains disent : « Pauvre Mexique, si loin de Dieu et si près des Etats-Unis »).

L'art populaire aussi se poursuit, issu des traditions de l'ancien Mexique. Œuvres de paysans, souvent à caractère cérémonial où la mort est tournée en dérision, qui illustrent l'aphorisme : « Depuis le commencement de son existence, l'homme subit sa propre mort ». Les créoles et les métis écartés du pouvoir, l'exemple des révolutions américaine et française créent un climat révolutionnaire. En 1810, Miguel Hidalgo, curé de Dolorès, soulève les indiens dans la lutte pour l'Indépendance et la restitution de leurs terres. Ils sont écrasés par les Espagnols, mais aussi par les métis et les créoles affolés. Hidalgo est fusillé en 1811. Un autre curé, Morelos (un Indien), poursuit la lutte, proclame l'Indépendance et finit, trahi, par succomber également.

Hidalgo et l'extraordinaire homme politique que fut Morelos deviennent des héros nationaux.

Le haut clergé, préférant l'Indépendance au « libéralisme » naissant, proclame celle-ci en 1821.

Le Mexique, mal gouverné, subit une série de coups d'Etat (celui du général Santa Anna). Les Américains s'emparent du Texas. La guerre qui s'ensuit coûte au Mexique la Haute Californie et le Nouveau Mexique. En 1856, Benito Juarez, un Indien habile, libéral et génial, chasse Santa Anna, entreprend la « Réforme », confisque les biens de l'Eglise et libéralise. En 1861, pour régler les questions financières, Juarez décide d'interrompre le paiement des intérêts contractés. La France et l'Angleterre interviennent militairement. Le Mexique est conquis et Napoléon III offre la couronne impériale à l'archiduc Maximilien.

En 1867, Juarez reprend la lutte, écrase les Français et cela finit par le drame de Queretaro.

Après la mort de Juarez, le Mexique subit la dictature de Porfirio Diaz. Avec lui, le pays appartient à 3.000 familles et aux étrangers. En 1910, après une dictature implacable, Francisco Madero, un libéral de la lignée de Juarez, déclenche l'insurrection contre Porfirio Diaz. Moment important pour le « muralisme » mexicain, car c'est de cela qu'il va naître, c'est de cette épopée surtout qu'il va se nourrir.

Au cri de « Tierra y Libertad » (terre et liberté) la grande insurrection pour la « réforme agraire » commence et va durer sept ans.

Pancho Villa dans le Nord, Emiliano Zapata dans le Sud, Madero, Carranza et Obregon au centre attaquent le « Porfirisme », c'est-à-dire la dictature de Porfirio Diaz. En 1911, Diaz fuit le Mexique mais Madero périt assassiné.

Le général Huerta remplace le dictateur et poursuit sa politique. Il est vaincu, après trois nouvelles années de luttes et en 1914, Villa et Zapata occupent Mexico.

Il faut voir au Musée d'histoire de Mexico les photographies de cette extraordinaire épopée : l'entrée des révolutionnaires à Mexico, Zapata et Pancho Villa assis sur le trône de Diaz, tout le climat intense d'une situation unique.

Zapata et Villa abandonnent le pouvoir aux « lettrés ». Cette erreur coûtera cher à l'esprit de la révolution.

Zapata, paysan lucide, mauvais stratège mais caractère généreux, l'âme de la révolution, périt assassiné ignoblement en 1919 et Pancho Villa, homme fruste, violent, cruel, général improvisé et tacticien de génie, meurt également assassiné en 1924.

En 1917, Carranza fait accepter la réforme agraire et une constitution à tendance socialiste, ce qui fait dire aux Mexicains que ce sont eux qui ont réussi la première révolution socialiste ! Appréciation inexacte dans la mesure où les moyens de production n'ont jamais été socialisés.

« NAISSANCE DU MURALISME »

La grande révolution est terminée.

A travers elle, le Mexique est devenu un Etat moderne, la distribution des terres s'effectue, l'instruction se développe, l'influence de l'Eglise recule et l'élite intellectuelle se réclame des vieilles civilisations indiennes.

Brossée rapidement, voilà l'histoire de cette terre ardente et voilà quelle sera la base de l'art mural qui naît à travers l'épopée des cavaliers de Zapata, les « zapatistas ».

Le muralisme fut aussi influencé par le graveur Posada qui se servait de la mort pour exprimer de façon vivante la maladie d'une société décadente. Dans son œuvre s'unissent l'ironie, le pittoresque, la douleur et la tragédie. Il est le père de l'art mexicain contemporain.

Deux proverbes nationaux expriment l'humour de Posada : « L'homme, c'est l'unique animal qui pleure, mais il les mange tous » et « Dieu est avec les méchants lorsqu'ils sont plus nombreux que les bons », ce qui est particulièrement cruel !

Le muralisme mexicain naît donc vers les années 1915-1920 de peintres-soldats, issus de la révolution.

Siqueiros, dans son dernier discours, lors de l'inauguration du « Polyforum », en 1971, disait :

« C'est à la participation des artistes mexicains à la Révolution qu'il revient d'avoir déterminé que le muralisme deviendrait la forme fondamentale de notre création parce que le muralisme est un art pour les masses ; c'est un art pour les foules ; c'est, en somme, un art pour tous les hommes, qui n'est pas soumis au commerce, qui ne dépend pas concrètement du commerce.

» ...

» Quand nous revenions, après quatre années de combats, de batailles ; quand nous avons connu le peuple de notre pays ; quand nous l'avions traité de « tu à tu », face à face, après que nombre de nos compagnons — comme Jose Escobedo et beaucoup d'autres — étaient morts dans la Révolution, dans la lutte pour la transformation de notre pays. Et nous retournâmes au travail par un congrès qu'on dénomme « Congrès des Artistes Soldats », réuni à Guadalajara en 1918. Nous comprîmes que notre ligne générale devait être le mural.

» ...

» Nous autres nous dûmes : retournons à un art pour les masses ; à un art pour les foules ; mais c'était un problème au point de vue technique très complexe et très difficile. Longue période de l'histoire dans le monde ; le tableau de chevalet est produit pour la propriété privée, pour décorer le salon des personnes économiquement puissantes. Mais nous autres, hommes de la Révolution, nous voulions servir les foules par notre art ; nous voulions servir à la transformation politique de notre pays ; nous voulions que notre pays se développe ; nous voulions que les principes de la Révolution mexicaine ne soient pas modifiés, qu'ils suivent la marche de la Révolution ; qu'il soit possible de continuer la structure qu'avaient commencée nos compagnons défunts », et il écrivait aussi :

« A mon avis, ceux qui pendant tout ce vingtième siècle ont soutenu que les diverses manifestations des arts plastiques, en retrouvant leur autonomie se sont libérées définitivement, n'ont pas raison. Si la plastique intégrale a été la plus haute manifestation de la création artistique au travers des siècles, une telle libération ne peut être qu'une mutilation, une simple réduction potentielle du phénomène esthétique dans le champ de la plastique.

» La séparation de la sculpture, la peinture, les vitraux, etc. de l'architecture, fut une conséquence naturelle des concepts individualistes correspondant à la société de la post-Renaissance, à la société libérale.

» La nouvelle société qui s'édifie à notre vue, sera chaque jour une société plus collectiviste, infiniment plus ample dans ce sens

que le furent les sociétés qui donnèrent naissance au passé artistique, car celles-ci avaient un caractère théocratique, collectivo-religieux, et furent dirigées par des minorités esclavagistes. »

En effet, la centaine d'artistes qui y contribuèrent étaient des soldats de la révolution, des démocrates qui participèrent aux combats dans les rangs de Pancho Villa, de Zapata, mais surtout dans les rangs de l'armée constitutionnaliste.

Je me limiterai ce soir à parler surtout de trois d'entre eux : Diego Rivera, Clemente Orozco et David Alfaro Siqueiros. Mais il y eut tous les autres : O'Gorman, Roberto Montenegro, Guerrero, le docteur Atl (l'un des initiateurs du mouvement), José Chavez Morado, le Français Jean Charlot et le magnifique graveur Leopoldo Mendez.

Ce n'est pas avec de bons sentiments qu'on produit nécessairement de grandes œuvres. Il faut avoir la carrure qui réponde à sa profession de foi.

« LES QUATRE ETAPES DU MURALISME »

Et précisément, dans une première étape, celle de la prise de conscience, c'est la rencontre de la révolution et de personnalités hors mesure qui a permis au romantisme révolutionnaire ; à la pulsion fraternelle née des événements, à la volonté de conférer une éloquence au discours politique, qui a engendré un art héroïque et civique, un art capable de rendre possible « **un service esthétique majoritaire** », un art qui s'identifie aux voix de ceux qui revendiquent les droits du peuple.

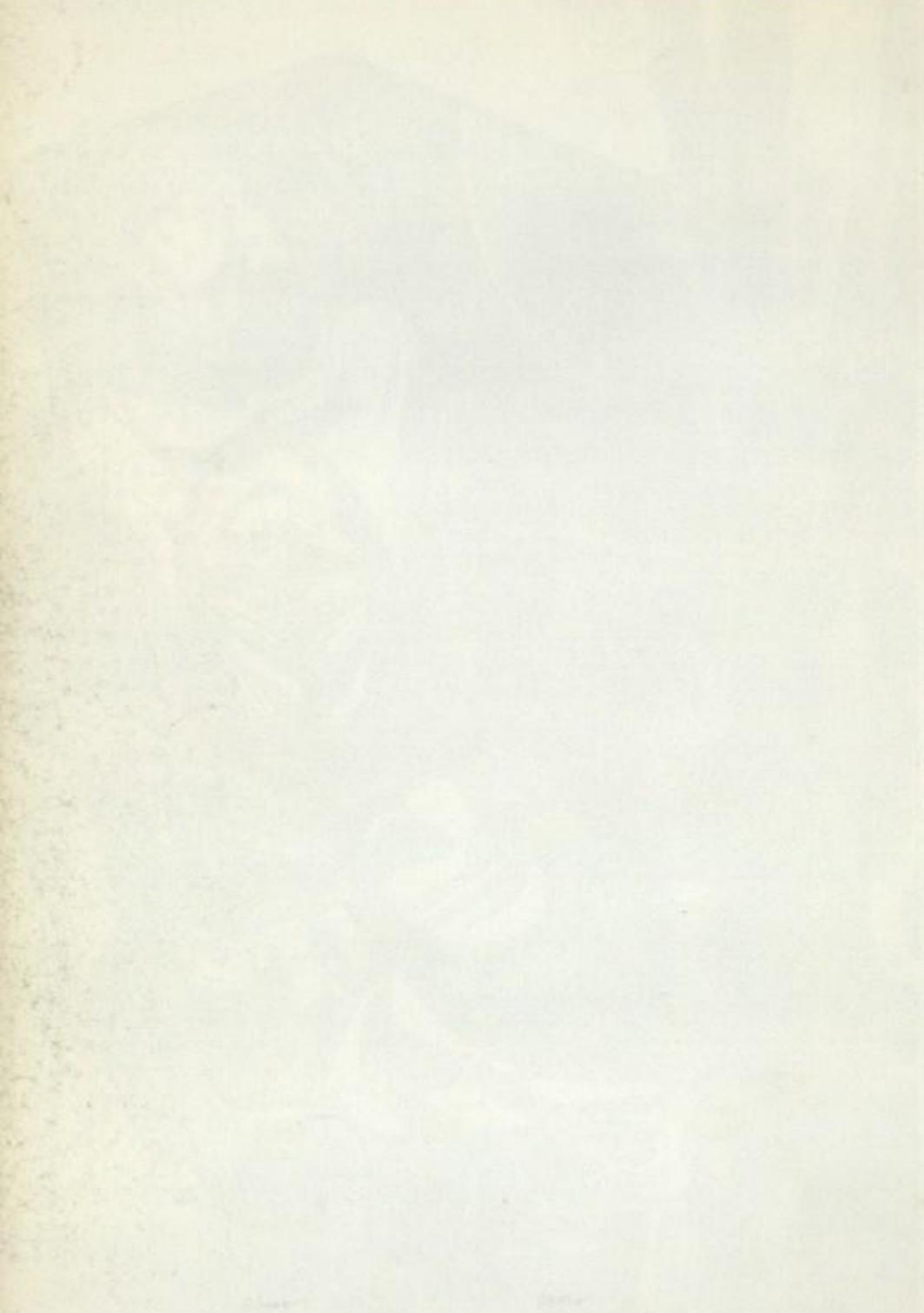
Volonté de s'adresser aux masses et d'exprimer pour elles, avec elles ses victoires, ses défaites, son enthousiasme, sa résistance aux aliénations d'un monde basé sur le profit et la répression, la marche inéluctable de l'humanité vers un monde meilleur.

Ils ont voulu découvrir les palpitations de la réalité mexicaine, ils ont voulu trouver un langage plastique qui résume par la clarté de la forme et du sujet — contre la faiblesse et la profonde obscurité du formalisme gratuit et vide de sens — l'entière de la vie d'un peuple, à travers son passé — pendant longtemps ignoré de lui-même — à travers son présent, en traçant déjà des voies possibles pour un avenir plus démocratique.

Ils ont voulu créer un art équivalent aux grands moments historiques : des cathédrales à la Renaissance, avec comme eux, une finalité socio-politique.

L'art mural mexicain n'est pas d'abord une « esthétique », mais bien la transposition plastique des phénomènes de la vie elle-même qui s'exprimaient à travers des événements exceptionnels.

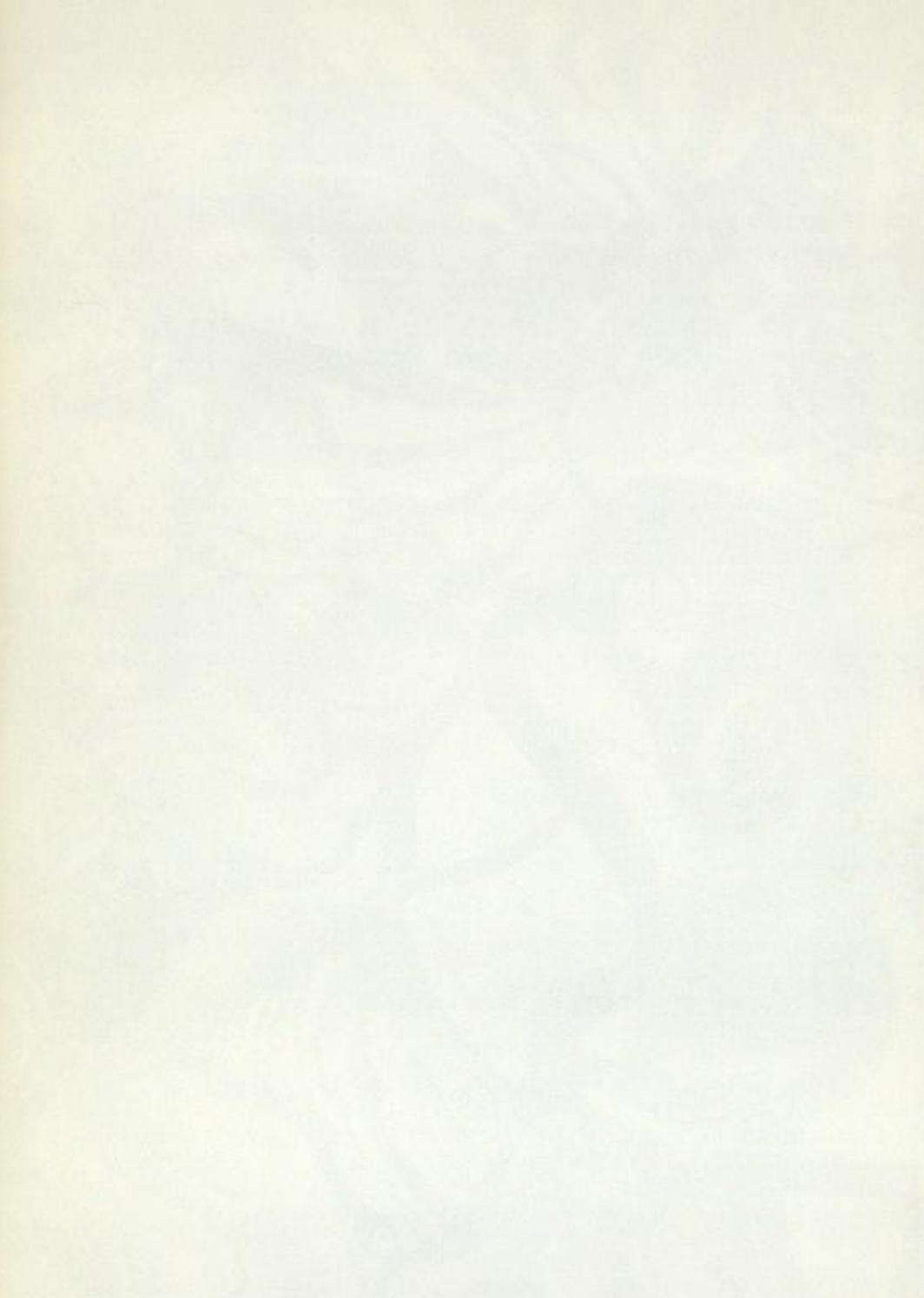




« Polyforum culturel Siqueiros »
(détail de l'extérieur du bâtiment) - 1971

Photo Daniel Frasney





« Polyforum culturel Siqueiros »
(détail de l'intérieur du bâtiment) - 1971

Photo Daniel Frasnay

Cette aventure fut le contraire des écoles éphémères de notre continent, où triomphent souvent le vide, la facilité, l'hermétisme et l'immodestie matamoresque qui en découle (James Ensor écrivait : « La suffisance matamoresque amène la finale crevaision grenouillère »).

Deux citations à méditer par tous illustrent assez bien cette situation :

« Il faut changer les choses afin que rien ne change », à quoi Bertolt Brecht répondait :

« Puisque les choses sont ce qu'elles sont, elles ne seront plus ce qu'elles sont ».

Afin d'être entendu et vu, il fallait encore que ces œuvres soient créées là où les gens passaient, dans la rue, dans les bâtiments publics, anciens et nouveaux, ministères, écoles, hôpitaux, syndicats. Et pour que ce discours prenne forme plastique, il fallait aussi chercher, trouver l'écriture qui puisse aider ce discours à se traduire et ne pas se couper des traditions vivantes.

Siqueiros dit : « Je suis l'orateur de la peinture » et c'est vrai ! Il ajoute : « Le peintre de chevalet parle comme un causeur de salon, le muraliste parle aux masses. Il doit prendre la voix des grands meetings ... créer des symboles lisibles de loin, par tous ».

Pour la première fois depuis longtemps, les peintres se sentent en prise directe sur la réalité, ils sont littéralement embrasés par la même foi et la même espérance que tous.

Mais il fallait encore découvrir — nous sommes en 1915/1920 — la technique à utiliser et l'on sait que l'art mural pose aux créateurs d'angoissants problèmes de cet ordre.

Donc ces peintres soldats occupèrent des bâtiments pendant et après les années de la révolution et les premières « murales » virent le jour à la « Preparatoria » de Mexico (l'École préparatoire) : coup de maître.

Siqueiros appelle cette deuxième étape, l'étape « pannélique ». Pourquoi ? Parce que, issu de l'individualisme de l'art pour « Salon où l'on cause », les artistes n'étaient pas préparés à l'art mural, à une intégration à l'architecture et encore moins à une synthèse possible des arts plastiques, au travail collectif qu'une pareille entreprise suppose.

Alors, chacun choisissait un mur et extériorisait sa vision des choses. « Au début, nous rencontrâmes une terrible difficulté ; nous ne savions pas ce qu'était un art public, et même nous ignorions ou méconnaissions profondément une prodigieuse tradition que nous avions au Mexique qui est l'art préhispanique, et une tradition magnifique qui est le meilleur de l'art colonial ; et une autre tradition stupéfiante qui est l'art populaire, l'art de notre peuple. Nous

ignorions ; nous ne pensions qu'à aller étudier en Europe ; ce qui nous intéressait seulement, c'était de copier et de voir les monographies européennes ; nos idoles étaient les grands artistes de l'Europe. C'est seulement après que David Alfaro Siqueiros définit les objectifs d'un **art intégral**, et ce mot revient à tout instant dans ses propos. Et ensemble, dans des discussions épiques qui finissent parfois par des coups de pistolet — tirés vers le ciel, bien entendu — ils établirent ce vaste programme qui, réalisé, demeure — à mon avis — l'un des trois grands moments collectifs de l'art contemporain avec le cinéma soviétique d'Eisenstein, Poudovkine, etc. des années 1920/1930 et le théâtre allemand de Bertolt Brecht, Erwin Piscator (et la « Piscator Bühne ») des années 1925/1930.

Siqueiros définit ainsi ce mouvement :

« Ce fut un mouvement — notre mouvement mexicain en faveur de l'art public révolutionnaire — qui engendra pour la première fois depuis des siècles un nouveau type d'artiste, l'artiste citoyen, l'artiste combattant pour toutes les causes du peuple de son pays et de tous les peuples du monde, en opposition directe avec l'artiste traditionnel du Mexique, l'artiste mexicain d'avant la Révolution, typique bohème de Montparnasse, académique ou fauve de l'Amérique Latine et en opposition aussi avec le parasite dérivé du snobisme apolitique ou politique dilettante de l'Europe ; le nouveau type d'artiste social qui devait forcément correspondre à un nouveau genre de production fonctionnelle, sociale, publique dans l'art. » et il dit encore au sujet de la fonction de l'art :

« Un art sans fonction idéologique, en dépit du génie de ses créateurs — plus exactement de ses fabricants — se transforme progressivement et inévitablement en jeu illusionniste pour « dames et messieurs » ... car à tel générateur, correspond nécessairement tel courant. »

et sur le libéralisme et l'art :

« Le libéralisme transforme les formes privées, qui auparavant étaient complémentaires, en formes essentielles, presque exclusives de la société. Il transmet au particulier riche le pouvoir absolu de disposer du marché des œuvres d'art qui avant appartenait à l'Etat, c'est-à-dire à la collectivité. C'est là la source de la transformation de l'art traditionnellement social en art de société, art esthétiquement complémentaire, mobilier du foyer privé d'une « élite » réduite de gens riches. Et il n'y a aucun homme, si génial qu'il soit, qui puisse échapper aux effets de cette réalité. »

Et pendant 50 ans s'établit ainsi dans des luttes acharnées, des refus et des encouragements ambigus, une tradition de « muralisme » acceptée par l'un ou l'autre chef d'Etat à l'esprit plus démocratique, rejeté brutalement par d'autres qui y voyaient le symbole de la pérennité de principes nés de la révolution, ce qui les gênait

dans la mesure précisément où ils les trahissaient. Cet art était « l'œil de la révolution », braqué sur tous les « judas » réels ou potentiels, c'était une partie de la conscience du peuple qui rappelait ce pourquoi on avait su mourir.

Et cette tradition était si forte, ancrée au plus profond des êtres, que lorsque l'Etat renonçait à la poursuivre, affolé par les possibilités qu'elle offrait à un climat démocratique possible, des individus, déchirés entre la passion du capital, de l'intérêt privé et le respect d'une révolution, d'une épopée à laquelle, souvent, ils avaient participé dans l'enthousiasme de leur jeunesse, et qui les avait marqué à jamais, se substituaient à l'Etat défaillant et aidaient les artistes à perpétuer le grand « mouvement muraliste ».

Dans une troisième étape, ils abordent la question de l'intégration plus totale à l'architecture. Mais la peinture murale dans les bâtiments anciens créait évidemment des difficultés d'ordre anachronique.

Ils travaillent aussi davantage à l'extérieur des bâtiments, dans la mesure où leurs moyens techniques s'améliorent.

Les nouvelles constructions n'apparurent que vers les années 1925/1930 avec un certain retard sur l'Europe, vu les événements de 1910/1920 qui interrompirent tous travaux.

Malgré ces contradictions, ils ont conçu un art authentique, expressif, à contenu nouveau — souvent dans une architecture ancienne — et ont su exprimer et le contenu et l'architecture à travers cet anachronisme.

Les chefs-d'œuvre de cette troisième étape sont certainement « la chapelle de Chapingo » de Diego Rivera, les œuvres bouleversantes d'Orozco à Guadalajara et « la Salle de la révolution » au palais de Chapultepec, travail capital de Siqueiros.

La quatrième étape, celle d'un « art intégral » où l'architecture, la sculpture, la peinture ne forment qu'un tout, expression unique formulée ensemble, au départ des projets par un collectif d'ingénieurs, d'architectes, de sculpteurs et de peintres, compte une réalisation historique importante, fondamentale, avec ses tâtonnements et ses faiblesses, dans l'actuel « Polyforum culturel Siqueiros », bâtiment hexagonal d'acier, d'aluminium et de béton, ensemble de 9.000 m² de sculpto-peinture.

Contre la gratuité d'un art enfermé dans des ghettos culturels — caractéristique où se débat l'art occidental, réduisant les possibilités de ses meilleurs artistes — contre l'individualisme qui finit par castrer et les créateurs et le public et ce qui, demain, peut devenir une génialité collective (c'est-à-dire un public qui créerait à travers des rencontres artistes-publics, publics-artistes, public qui apprendrait en créant et créerait en apprenant — rôle des « maisons

de la culture » ... si elles existaient réellement ... mais nous savons que nos « maisons de la culture » sont seulement des « maisons de consommation » et non de création ... et pas même d'écolage !) Contre la gratuité donc, ils ont dressé, pendant 50 ans, un « art public » sur lequel l'Occident a fait peser la conspiration du silence.

En 1920-25 : silence ... car il était trop tôt !

En 1950 : parce que « art politique engagé », on l'attaque (exemple : Herbert Read) comme si tout art, toute action humaine n'était pas engagé et politique.

En 1972 : on le qualifie de vieux on le dit « dépassé », terme ubuesque et absurde de toute manière.

En fait, nous l'avons toujours refusé.

Nous l'avons toujours refusé parce que cet art n'était pas, de par sa nature même, intégré au marché de l'art. L'art mural n'est pas à vendre et encore moins à trafiquer.

Nous l'avons toujours refusé parce que les centres du marché de l'art, Paris, New-York, Londres ne passaient pas par Mexico et que les intérêts privés ont des raisons que le cœur ne connaît pas ! Nous l'avons toujours refusé enfin parce que cet art « engagé » dans un sens déterminé — comme toujours — a une « grandeur » et que la « grandeur » gêne — surtout lorsqu'elle exprime des idées dites « subversives ».

UNE EPOPEE : LA VIE DE DAVID ALFARO SIQUEIROS

Pour bien comprendre l'esprit et le climat dans lequel fut conçu cet art nouveau, cette peinture unique et forte, il est utile de tracer, très rapidement, la vie de l'un d'eux, du plus célèbre survivant de cette extraordinaire épopée, de David Alfaro Siqueiros qui a aujourd'hui 76 ans.

Et si je choisis Siqueiros pour mieux vous faire saisir le propos du « muralisme » mexicain, ce n'est pas du tout pour imposer un quelconque culte de la personnalité, mais pour éclairer, à travers lui (puisqu'il m'est impossible ce soir de m'étendre sur chacun d'eux), la lutte collective, sociale et individuelle des créateurs formant ce « mouvement » si caractéristique.

1896 : David Alfaro Siqueiros naît à Chihuahua en territoire Apache. Il vit encore le temps où les Apaches scalpaient ceux qui avaient le malheur de s'éloigner des grands centres.

Sa famille est très catholique. Le père est l'avocat des propriétaires fonciers. Dès l'âge de 11 ans, il peint et commence ses études à l'école des Beaux-Arts de Mexico aux environs de sa quinzième année. Il fuit le milieu familial, trop conventionnel et participe au

mouvement politico-pédagogique des étudiants mexicains qui combattent le « porfirisme », le régime dictatorial du président Porfiro Diaz et du général Huerta.

La révolution pour la réforme agraire éclate en 1910 et, en 1914, il rejoint les rangs de l'armée constitutionnaliste, l'armée du centre, celle du général Obregon, armée constituée surtout des éléments petits-bourgeois progressistes et intellectuels des villes. Après quatre années de luttes victorieuses contre Huerta, il est promu capitaine. Et il faut entendre Siqueiros raconter cette épopée pour se rendre compte à quel point elle a frappé l'imagination du peuple. En 1918, la révolution terminée, il organise avec ses amis le « Congrès des artistes soldats » où sont déjà définis les principes d'un art nouveau, public.

En 1919, il se rend en Europe, y rencontre Diego Rivera, discute longuement avec Serge Eisenstein, le génial Eisenstein qui écrira : « Siqueiros est la meilleure preuve qu'un peintre vraiment grand est avant tout un homme de conception sociale et de conviction idéologique. Plus grande est la conviction, plus grand est le peintre. Siqueiros n'est pas le calligraphe enregistreur mécanique du concept qu'ont d'une grande idée les masses populaires, comme c'est le cas de Diego Rivera.

« Il n'est pas non plus le cri statique de l'individu simplement enflammé par le courant de lave qu'est l'enthousiasme des masses, comme il arrive pour Jose Clemente Orozco.

» Siqueiros est la synthèse merveilleuse entre la conception supérieure des masses et leur représentation perçue individuellement. Entre l'élan émotionnel et l'intellect discipliné, Siqueiros porte son coup de pinceau avec la sécurité d'un marteau pilon sur la ligne qui le conduit au but final et qu'il a toujours présent. »

Il revient au Mexique dans le courant de l'année 1921 et écrit son manifeste « Appel aux artistes d'Amérique ».

La grande aventure du muralisme commence. Mais Siqueiros est un « politique », aussi en 1923 il est nommé secrétaire général du syndicat des peintres, sculpteurs et graveurs. De 1926 à 1932, les discussions de Siqueiros avec le nouveau régime au pouvoir — qui ne respecte pas les principes issus de la révolution — le forcent à abandonner momentanément la peinture et à se lancer dans l'action politique. Il est l'un des fondateurs du « Parti communiste mexicain », en devient le secrétaire, et parallèlement la « Confédération des syndicats unitaires des mineurs du Mexique » le nomme secrétaire général. On peut aisément imaginer l'influence immense de ce peintre que des mineurs — des mineurs armés — choisissent comme porte-drapeau !

Siqueiros dit d'ailleurs : « Ce sont les peintres qui ont eu l'idée de fonder le Parti communiste mexicain » et je crois que c'est vrai ! A cette époque, il subit plusieurs emprisonnements et l'exil. Il

peint de ce fait en Californie, en Uruguay, en Argentine et exerce une influence considérable sur les peintres de toute l'Amérique latine et des U.S.A. Ses manifestes (sur le rôle de l'art, etc.) suscitent des controverses et des réactions violentes.

En 1935, il fonde à New-York « un centre d'étude expérimentale ». Vient y travailler l'artiste américain Jackson Pollock.

Au Mexique, il polémique avec Diego Rivera au sujet de l'abandon de la vieille technique de la fresque — trop fragile — au profit des nouveaux matériaux et de sa grande thèse de la « peinture intégrale ».

1937 : il rejoint les rangs de l'armée de la république espagnole. Et, quoique Mexicain, il est versé dans l'armée du général Lister : en effet, le gouvernement républicain avait décidé que quiconque parlait espagnol ne serait pas incorporé aux « Brigades internationales » mais directement à l'armée de la république. Il termine la guerre civile avec le grade de lieutenant-colonel.

En 1940, il participe avec sa femme et les frères de celle-ci, à un attentat contre Léon Trotski. Rien que cet épisode mériterait une conférence vu sa complexité et le climat dans lequel il fut perpétré. C'est un sujet extrêmement délicat qui doit être traité avec un doigté tout particulier. Et la vérité absolue, éclairée par les différents camps en présence, est difficilement discernable ! (Trotski fut l'un des seuls hommes politiques d'Occident à écrire sur l'art mural mexicain et à comprendre l'esprit du mouvement.) Exilé à nouveau — suite à cet attentat — il exécute une « murale » importante au Chili, « Mort à l'envahisseur » et y devient l'ami de Allende.

De 1940 à 1960, il peint au Mexique ses œuvres les plus significatives : « Cuauhtémoc contre le Mythe », « Pour une sécurité sociale totale pour tous les Mexicains » (Hôpital de la Raza), « Le peuple à l'université et l'université au peuple » (Université de Mexico) et « Du Porfirisme à la Révolution » (château de Chapultepec).

Le 9 août 1960, il est arrêté pour « dissolution sociale » et condamné à huit ans de prison. Il en fera quatre. En prison, il peint plus de trois cents tableaux et exécute les premiers projets pour la « Marche de l'humanité ».

Les marchands américains — supputant sa mort prochaine — achètent une grande partie de sa production. Pour ces gens-là, l'argent n'a pas d'odeur et l'art non plus, fût-il subversif. Un crachat de quatre millions est toujours un crachat valable. Ce qui est vrai pour Picasso qui cravache la société bourgeoise, l'est aussi pour Siqueiros. Ces rentrées d'argent lui permettront, à sa sortie de prison, de commencer la « Marche de l'humanité ». Et ceci illustre fort bien ce qu'est, dans le domaine de la vie « artistique », une contradiction dialectique.

Une campagne mondiale pour sa libération, campagne à laquelle de nombreux peintres de ma génération ont participé, aboutit à sa remise en liberté en 1964. A Chapultepec, il est ovationné par la foule. Il y termine les murales commencées et crée ce qui — à mon avis — est son chef-d'œuvre : la « Salle de la Révolution ». Il tombe d'un échafaudage et se blesse dangereusement à la colonne vertébrale.

Il commence le fameux « Polyforum » en 1965 et le termine en 1972...

A 76 ans, c'est un homme plein de vigueur, un homme vieillissant mais lucide, un vrai leader. A l'inauguration du Polyforum, son discours électrisa l'assistance, les uns émus jusqu'aux larmes — il faut avouer qu'il donnait le « frisson » —, les autres, mâchoires serrées, avalant les couleuvres distribuées généreusement.

D'une gentillesse rare — contrastant avec la violence de sa vie — aimé des gens de la rue, du peuple, l'homme le plus populaire du Mexique est devenu un véritable symbole, un monument historique encombrant, mais un monument bien vivant.

Il est impossible de marcher en rue avec lui sans être arrêté dix fois. Il est impossible de respecter l'heure d'un rendez-vous si vous devez vous y rendre avec lui et si vous ne prenez pas la précaution de prendre une voiture rapide !

Un vieil artisan du nom de Linarès, de souche paysanne, m'a dit : « Cet homme-là, il a été vingt fois en prison pour nous ... et les « murales », ça c'est de la vraie peinture ! ça nous parle ! »

Inutile d'ajouter pourquoi, dès lors, il a suscité tant de haine et de jalousie féroce. Lorsqu'on réalise aussi totalement un tel idéal, lorsqu'on vit et respire après avoir risqué la mort, lorsqu'on assume à un tel point ses professions de foi et ses contradictions inévitables, les ennemis et les amis même, et les aigris aussi, se déchainent pour abattre cet homme véritable, fidèle à ses principes.

On a essayé de le tuer, on l'a blessé, on l'a emprisonné, en réunion publique on l'a frappé, on l'a gifflé...

Imperturbable, confiant, souriant, il a toujours fait front à l'assaut avec cette gentillesse dont il ne se départit jamais, même au sein des violences physiques ou verbales les plus pénibles.

Comme on dit en langage vulgaire : « Il faut le faire ».

LE « POLYFORUM »

Le « Polyforum culturel Siqueiros » est le résultat du rêve combiné et contradictoire de Siqueiros, d'une équipe d'architectes et d'un riche Mexicain, don Manuel Suarez y Suarez.

Ce « Polyforum » est un centre culturel et touristique, un bâtiment de forme hexagonale à quatre niveaux, de double structure géométrique (acier recouvert d'aluminium) comparable à un énorme diamant. Ce centre abrite une exposition permanente d'art populaire, des concerts, des festivals de littérature, des salles de théâtre, de cinéma, de conférence et un centre de documentation pour les chercheurs du monde entier. Au niveau supérieur, dans l'auditorium, auquel on accède par un ascenseur télescopique, se trouve un immense plateau tournant pouvant contenir mille personnes. Ce plateau permet de voir la « Marche de l'humanité » et le spectacle « son et lumière » sans bouger de sa place. La « Marche de l'humanité » est cette immense sculpture-peinture réalisée par Siqueiros et son équipe. Le « Polyforum » est conçu en forme octogonale à l'intérieur et décagonale à l'extérieur, pour éviter les déformations optiques. Sont éliminées les arrêtes et les ruptures dans les rapports entre les murs et le plafond, créant ainsi des surfaces actives dans un espace continu.

Siqueiros dit à ce sujet : « Le Polyforum est une « boîte plastique » intégrale et unitaire, conforme aux buts sociaux de notre époque. J'ai cherché une « structure optique », c'est du « réalisme optique », de la « géométrie dynamique ». J'y ai mis en pratique ma conception angulaire et polyangulaire, la perspective multiple se modifiant selon le déplacement du spectateur. Je lutte contre des espaces architectoniques statiques pour aboutir à des espaces continus dynamiques ».

Et il n'est pas ici question d'illusionisme, de trompe l'œil, qui ont un aspect péjoratif, mais d'exprimer plus totalement par certaines illusions d'optique.

Ainsi naît le style original et hyperbolique de Siqueiros, un style impétueux, massif, puissant, cosmique. Certains diront « baroque », donnant peut-être à ce mot un sens amoindrissant pour l'œuvre de Siqueiros. Mais Rubens était baroque, et combien d'autres avant lui et après lui. Le réalisme peut être baroque, intimiste, romantique, lyrique, critique. Il n'a pas de visage défini une fois pour toutes. Son champ de recherche est illimité !

Siqueiros unit des plans inégaux, des surfaces concaves et convexes ; il se sert pour cela d'une superposition de formes, construites simultanément selon plusieurs angles, de gros plans, de découpages inattendus.

Son but : arracher le spectateur à son indifférence, provoquer ses émotions et jugements.

Il insiste sur la technologie et la technique de l'art. Il s'inspire de la photographie pour la construction de ses compositions, pour le découpage des volumes et l'analyse du mouvement des formes dans l'espace.

Son thème développé au Polyforum, « La Marche de l'humanité », est le résumé d'une longue journée. Elle naît à l'aube et se

termine avec la nuit, de la misère à la civilisation, du néant à la science. L'ensemble de la sculpto-peinture extérieure et intérieure compte 9.000 m², ce qui constitue une performance magistrale devant laquelle il est immodeste de faire la « petite bouche » sous le fallacieux prétexte de défauts.

CLEMENTE OROZCO ET DIEGO RIVERA

J'aurais aimé parler plus longuement d'Orozco et de Diego Rivera.

Orozco, mort en 1949, peintre dramatique, puissant, peut-être le plus « peintre » des trois (dans l'esprit de notre tradition picturale), peintre génial pour qui l'homme est le « héros » — dont l'héroïsme est de créer péniblement sa propre existence. Il a su créer un art épique et bouleversant.

Devant ses peintures murales de Guadalajara, je l'avoue, j'ai senti brusquement pâlir l'art occidental. Rarement dans ma vie, me suis-je trouvé — au sujet de l'art contemporain — confronté à une telle authenticité, à une telle émotion, à une telle grandeur.

Diego Rivera, mort en 1957, le plus célèbre des trois au temps où il vivait, a su créer un art sensible, souvent plus traditionnel, plus éteint, mais toujours émouvant parce qu'il aimait le peuple dont il exprimait les palpitations et la vie réelle.

Il est évident que ces trois peintres exceptionnels mériteraient chacun une conférence particulière vu l'étendue et la qualité de leur œuvre respective.

« LE SECOND SOUFFLE »

Il existe des centaines de réalisations murales au Mexique, de qualités inégales. Un esthète français est venu nous dire, sans rire, qu'on ne voyait rien à Mexico, malgré ces milliers de m². Et c'est presque vrai. Mais il disait cela après avoir bavardé de « l'environnement », question importante, mais aussi « tarte à la crème » avec laquelle on se gargarise, de « l'environnement » en Europe où le plus grand désert règne encore... ! Et si l'on ne voit rien à Mexico, que voit-on chez nous ? Nous en dirons un mot tantôt !

Si l'art mural mexicain est grand et authentique, c'est parce qu'il a essayé de toucher tout le monde, les gens, les gens de la rue et qu'à travers son aventure fabuleuse, il a eu la modestie de croire, au contraire de ceux qui proclament que « l'art est d'abord une question de forme », que « l'art est d'abord une question de vie » et que, parallèlement, il fallait trouver la forme pour l'exprimer. Mal-

gré le silence à son propos, la mauvaise volonté qui empêche d'en parler, l'information à sens unique, je crois qu'il deviendra un art de portée internationale, malgré, je dis bien « malgré » ce qu'il est, parce qu'il a su être national et que l'art d'un peuple est universel à condition d'être autochtone et il perd de son universalité dans la mesure exacte où il devient cosmopolite (exemple de notre peinture dite « flamande »). Et ceci est une idée développée par notre cher ami, Bob Claessens, qui aurait aimé faire cette conférence (et en a d'ailleurs faite une sur ce sujet) et qui l'aurait dite avec le talent inimitable et la fougue que vous savez.

Je crois que le grand moment de l'art mexicain est terminé. Maintenir un rythme créatif, dans un même sens, pendant 50 ans, c'est beaucoup. De nombreuses époques historiques le prouvent. La flamme de 1920/1950 s'est éteinte. Le survivant de la grande aventure l'a tenue à bout de bras. Existe le problème de la jeune génération. « Etre » face à des monuments tels que Siqueiros, Orozco, Rivera et les autres, exige une terrible carrure, et la carrure est rare. La sollicitation exercée par le commerce, l'appel des marchands américains, accentuent la capitulation générale. L'art mural, c'est difficile, fatigant et cela rapporte moins.

Trouvera-t-il au Mexique son second souffle. Ce n'est pas certain car l'individualisme règne superbement !

Malheureusement, l'art réduit au « salon où l'on cause » n'équivaut pas à la grandeur de l'art mais à sa réduction, à sa fragmentation.

« ET NOUS ? »

Il n'est pas dans mes habitudes de faire des conférences ou causeries conventionnelles et se limitant académiquement au sujet. Cela ne m'intéresse pas.

Aussi, après avoir parlé peut-être trop longuement déjà, je voudrais terminer en disant ceci :

« Et nous ? »

Et nous, face aux problèmes d'un art public, d'une action qui rende par les formes et les couleurs des « services publics majoritaires », comme dit Siqueiros, où en sommes-nous ?

Notre passé fut extraordinaire, ne serait-ce que celui des « communes flamandes » qui fut l'un des grands moments mondiaux de synthèse sociale et humaine. L'un des moments de progrès fondamentaux dans les rapports économiques, un pas vers une libération des hommes et de leurs aliénations, bataille qui se poursuit inexorablement, et ceci pour un monde moins injuste. Je pense aussi à la Cathédrale de Tournai, aux fresques et à la marée de tapisseries murales. Ça, c'est notre tradition.

Eh bien, il faut l'avouer, nous ne sommes pas très loin, et c'est une des facettes de la caducité de l'idée que nous nous faisons de la démocratie et de la liberté.

Cette démocratie et cette liberté formelles dont nous nous targuons parfois, ne sont souvent que des mots creux lorsque, brusquement, éclairant notre propre ville, Bruxelles, nous découvrons avec stupeur — contre nous-mêmes — que voilà une ville (que nous aimons)

- sans urbanisme,
 - sans architecture(dans le sens non technocratique du terme),
 - sans ordre,
 - sans fantaisie,
 - sans transport urbain,
 - sans arbres
- et sans eau (voir le cimetière des fontaines au Cinquantenaire) et surtout — puisque c'est notre sujet de ce soir —
- sans forme et sans couleur.

Ville sans couleur, civilisation fatiguée dominée par des opérations financières à côté desquelles Al Capone et Dillinger sont probablement des enfants de chœur.

Sommes-nous devenus des imbéciles, sans enthousiasme, sans dynamisme, sans lucidité et sans projets fondamentaux ?

Nous posons la question aux responsables culturels de l'Etat, à ceux qui ont écrit, sans humour, qu'il fallait aider l'artiste à « survivre ».

Je ne dis pas qu'il faille absolument faire la révolution pour réaliser quelque chose d'important. Néanmoins, la preuve historique est faite, que l'art naît des rapports nouveaux qui s'établissent entre les hommes et d'une foi unanime, qu'elle soit religieuse, politique, sociale, philosophique, d'une manière de vivre, d'une vision du monde.

Il y a des alternatives : à nous de proposer.

Existente quelques réalisations — très modestes — au niveau communal, car les communes ont souvent une attitude plus démocratique que l'Etat terriblement lié, sur le plan culturel, aux fluctuations des modes et du « marché de l'art » ! (A Schaerbeek : Cage aux ours ; à Cuesmes (Borinage) ; à Potte (Tournaisis) ; au « Dépôt communal de Boitsfort » et dans quelques autres bâtiments communaux).

Oh, je sais, les « esthètes » et ceux qui ne parlent que « d'absolu » diront que nous n'avons atteint ni le fond du problème, ni l'intégration véritable, ni l'unité avec l'architecture — ce qui n'est peut-être pas utile — que nous n'avons pas abordé le problème de

la créativité des gens. Et dans l'absolu, ils semblent avoir raison. Les Mexicains, dans des conditions différentes, se sont trouvés devant les mêmes problèmes, souvent non résolus.

Mais pendant que l'Europe bavardait, « esthétisait » et coupait les « cheveux en quatre », un peuple pauvre et parfois misérable donnait, dans le silence général, une certaine leçon de courage qui, je l'espère, finira par être entendue, afin de prendre une autre voie, une voie nationale, vraie, authentique, celle de notre imagination au pouvoir.

Notes sur les agricultures est-allemande et bulgare

Nous avons eu l'occasion de faire, au cours de l'année écoulée, en R.D.A. et Bulgarie, des voyages consacrés à l'étude des problèmes agricoles.

Au cours de ces voyages, nous avons eu des entretiens avec des responsables nationaux et régionaux ainsi qu'avec les dirigeants des coopératives agricoles que nous avons visitées. Nous avons, également, ramené une documentation écrite.

Les informations et les impressions que nous avons ainsi recueillies, nous avons pu les confronter avec celles d'amis qui avaient fait des voyages similaires et visité d'autres régions des mêmes pays.

Le présent article n'a d'autre but que de livrer au lecteur les données que nous avons pu rassembler.

Bien sûr, nous ne prétendons pas avoir fait une étude exhaustive des agricultures est-allemande et bulgare, et il est probable que des erreurs se sont glissées dans les lignes qui suivent.

Nous pensons, toutefois, avoir recueilli assez d'informations et fait assez de recoupements pour donner une image suffisamment fidèle de ces agricultures socialistes.

Dans les pays occidentaux, on connaît en général très mal les agricultures socialistes (comme on connaît, au fond, très mal les pays socialistes). Des événements comme les récents achats de blé soviétiques donnent lieu, épisodiquement, à des commentaires à la fois ricanants et superficiels. Mais d'études sérieuses des différentes agricultures socialistes, nous n'en connaissons guère.

Nous disons bien des différentes agricultures socialistes, parce qu'il nous apparaît, en tout cas pour celles que nous avons visitées, qu'elles ont chacune des caractères spécifiques prononcés, et que l'on ne peut donc pas porter un jugement d'ensemble sur l'agriculture socialiste en général, sans disposer d'abord d'études particulières pour chacun des pays.

Notre propos est seulement d'apporter une modeste contribution à une telle œuvre.

L'ALLEMAGNE DE L'EST

En 1939, l'agriculture de la partie de l'Allemagne qui allait devenir la R.D.A. se caractérisait par l'existence des grands domaines des junkers. 6.300 propriétaires d'exploitations agricoles de plus de 100 ha possédaient une fois et demie autant de terres que 414.000 petits et moyens paysans de moins de 10 ha ; en d'autres termes, 1,1 % de toutes les exploitations disposaient de 27,9 % des terres tandis que 72,4 % des exploitations n'en avaient que 20,8 %. Quant aux 320.400 paysans de moins de 5 ha, représentant 56 % des exploitations, ils ne cultivaient que 9,1 % de la surface agricole.

Parmi les grands domaines, certains (surtout ceux dont les propriétaires n'étaient pas issus de la noblesse) s'étaient modernisés et développés en entreprises agricoles capitalistes. Les autres étaient restés sous-développés et évitaient la ruine à coup de subventions d'Etat.

Les chiffres que nous venons de citer révèlent toutefois l'existence, entre la masse des petits paysans et les grands propriétaires fonciers, d'une couche assez importante de paysans moyens et de gros fermiers qui avaient réussi à atteindre un degré relativement élevé de mécanisation et d'intensification de la production.

En 1945, la situation de l'agriculture, en Allemagne de l'Est, était catastrophique. Pendant la guerre, l'agriculture allemande (comme d'ailleurs celle de l'Europe occupée) avait subi des pertes considérables dues au manque d'approvisionnement en moyens de production tels que matériel agricole et engrais, à la réduction du cheptel, et au système des livraisons obligatoires. En plus, en 1945, devant l'avance des armées soviétiques, les nazis tentèrent d'appliquer la politique de la terre brûlée, tandis que les grands propriétaires fuyaient, emportant tout ce qu'ils pouvaient. Des villages, des régions entières furent détruits. Il n'y avait plus de matériel, plus de cheptel, plus rien.

Telle était la situation à laquelle durent faire face l'administration soviétique et les forces ouvrières et anti-fascistes allemandes qui avaient assumé la responsabilité de relever et de démocratiser le pays.

En 1945, achever le labourage de printemps, rentrer la récolte, assurer les cultures d'automne étaient les tâches les plus urgentes. Le système des livraisons obligatoires instauré par les nazis fut alors remplacé par un système de livraisons partielles différenciées, selon la qualité du sol et la situation sociale du paysan, le petit paysan devant livrer, à l'hectare, moins que le moyen et celui-ci moins que le gros. Le surplus pouvait être vendu au marché libre.

LA REFORME AGRAIRE

La première récolte assurée, le temps était venu de s'attaquer à une question de la plus grande importance, celle de la réforme agraire. Les lois sur la réforme agraire furent adoptées par les parlements des différents Länders dès septembre 1945.

La propriété terrienne de plus de 100 ha fut expropriée sans dédommagement, avec les constructions, le matériel agricole et le cheptel qu'elle comprenait. Il en fut de même des biens des criminels de guerre et des nazis actifs, des monopoles industriels, des grandes banques et des organisations nazies. Les terres disponibles furent attribuées aux ouvriers agricoles, aux paysans pauvres et aux réfugiés venus de l'Est de l'Oder. L'objectif était d'agrandir les exploitations existantes et de créer de nouvelles exploitations, avec une superficie de 5 à 10 ha. A l'occasion de la réforme agraire, furent également créées des fermes d'Etat, notamment pour la culture de semence et l'élevage de bétail sélectionné, des stations d'apprentissage et de recherche.

La réforme agraire fut dirigée par des commissions élues par les ouvriers agricoles, les petits paysans et les réfugiés. Elles comptèrent plus de 50.000 membres. La réforme porta sur 3.298.082 ha. Elle liquida 7.000 grands domaines et créa 300.000 nouvelles exploitations. Près de deux millions de personnes, en ce compris les membres des familles, en bénéficièrent.

Les tableaux suivants des exploitations agricoles et sylvicoles de moins de 20 ha, en 1939 et en 1945, reflètent les modifications intervenues.

Recensement des exploitations en 1939 :

Catégorie de grandeur	Exploitations		Surfaces agricoles utiles	
	Nombre	%	Hectares	%
0,5 à 5 ha	320.400	56	577.900	9,1
5 à 10 ha	94.100	16,4	679.100	10,6
10 à 20 ha	95.300	16,6	1.352.000	21,2

Recensement des exploitations en 1951 :

Catégorie de grandeur	Exploitations		Surfaces agricoles utiles	
	Nombre	%	Hectares	%
0,5 à 5 ha	369.300	46,9	669.500	10,8
5 à 10 ha	250.300	31,7	1.949.300	31,4
10 à 20 ha	120.100	15,2	1.697.400	27,4

Début 1946, les nouveaux paysans, bénéficiaires de la réforme agraire, manquaient cependant de tout. Ils n'avaient ni bâtiments, ni matériel, ni cheptel. Ce fut le développement de l'entraide paysanne, ainsi que l'aide des organismes publics (sous forme de prêts, de subventions, de réductions de livraisons) qui leur permit de faire face à cette situation. Les tracteurs et machines agricoles expropriés par la réforme agraire furent remis aux comités d'entraide paysanne qui se groupèrent dans l'Union de l'Entraide paysanne (VdGB), organisation de masse de la paysannerie est-allemande. Pendant les années 1946, 47, 48, la VdGB réussit, malgré le manque d'engrais et de matériel, à assurer les façons culturales.

En 48-49, l'objectif de l'agriculture est-allemande était d'atteindre les rendements à l'hectare et le niveau du cheptel d'avant-guerre. Afin de l'aider à réaliser cette tâche, furent créées des stations de machines et tracteurs, et des entreprises de recouvrement et d'achat, les unes et les autres entreprises d'Etat.

Les stations de machines furent alimentées, au départ, par les stocks des comités d'entraide ainsi que par des livraisons soviétiques. En 1949, d'autre part, débuta la production est-allemande de tracteurs et de machines agricoles. La capacité des stations de machines passa de 2.203.600 ha de labours moyens en 1950 à 4.978.200 ha en 1952. Aux stations de machines, étaient adjoints des agronomes et d'autres techniciens, chargés de conseiller les paysans. Ces cadres scientifiques, concentrés dans les stations de machines, ressentirent de plus en plus l'impossibilité d'utiliser pleinement la technique dans les petites exploitations.

Quant aux entreprises de stockage et d'achat, elles furent chargées de prendre la place du commerce rural capitaliste. Pour assainir le secteur commercial rural fut encouragé, également, sous l'impulsion de la VgdB, le mouvement coopératif paysan.

LE RASSEMBLEMENT COOPERATIF

Telle était, dans ses très grandes lignes, la physionomie de l'agriculture allemande lorsqu'en juillet 1952, le II^e Congrès du S.E.D. décida d'édifier les bases du socialisme, également à la campagne, en encourageant systématiquement le rassemblement volontaire des ouvriers agricoles et des paysans travailleurs en coopératives de production agricole (LPG).

Fin 1952, à la suite de cet appel, 1.906 LPG, groupant 37.000 membres et 218.000 ha de terre cultivable avaient été créées en R.D.A. De ces 37.000 membres, près de 29.000 étaient des « anciens nouveaux paysans » (c'est-à-dire des paysans ayant reçu leurs terres de la réforme agraire).

En 1953, il y avait 4.691 LPG avec 754.301 ha de terres, soit 11 % de la superficie agricole utile de la R.D.A.

Il est nécessaire de se rendre compte des énormes problèmes que pose la création de coopératives de production agricole et qu'une publication du Conseil de l'Agriculture de la R.D.A. résume comme suit :

« La révolution à la campagne, introduite par les paysans avec la création de la première LPG, est la tâche la plus compliquée de l'édification socialiste dans l'économie nationale. Jusqu'alors, il n'y avait pas eu d'évolution plus profonde à la campagne. La réforme agraire démocratique n'a pas touché directement tous les paysans. Elle remplaçait la propriété privée des junkers par la propriété privée des paysans travailleurs. La création des LPG touchait toutefois tous les paysans. Elle signifie le passage de la propriété privée des moyens de production à la propriété coopérative-socialiste, la relève de la petite production privée par la grande production socialiste. C'est là un grand processus révolutionnaire, qui atteint tous les domaines de la vie rurale.

» L'entrée dans les LPG entraîne une transformation complète des conditions de travail et de vie des paysans. Déjà la décision d'entrer dans une LPG exige que le paysan et la paysanne dépassent les opinions traditionnelles et rompent avec des traditions transmises, cela exige beaucoup de compréhension. La qualité de membre dans une LPG exige du paysan et de l'ouvrier agricole qu'ils pensent sur une plus grande échelle. Le paysan pouvait mieux contrôler la petite exploitation. Maintenant il doit participer aux décisions concernant les intérêts d'une grande exploitation. Le travail en coopérative exige de s'adapter à un collectif. Jusqu'à présent, le paysan décidait lui-même comment répartir son travail. Maintenant, il reçoit des directives ou bien, si par exemple il devient chef de brigade, il sera obligé d'organiser le travail d'un grand nombre de personnes. Les anciens paysans individuels et les anciens ouvriers agricoles doivent apprendre à surmonter certains préjugés et à se respecter comme paysans coopérateurs à droits égaux. Il se présente donc des problèmes idéologiques compliqués lors du passage à la production coopérative socialiste.

» C'est pas à pas que les paysans surmontent les vieilles habitudes en organisant la production coopérative et en créant les bases matérielles et techniques pour la grande production socialiste. Il s'agit de joindre les surfaces, d'introduire des assolements sur de grandes surfaces, de construire des bâtiments d'exploitation modernes par des reconstructions, des agrandissements et des nouvelles constructions, d'édifier une organisation de travail et d'exploitation scientifique, d'organiser rationnellement le déroulement de la production, etc... Pendant ces transformations compliquées, la production ne peut pas être interrompue un seul instant, elle doit au contraire être augmentée continuellement.

» Etant donné qu'au début il n'y avait que quelques paysans au village qui passaient à la production coopérative et que d'autres ne se décidaient que peu à peu, les LPG se voyaient toujours à nou-

veau confrontées avec le problème d'incorporer de nouveaux hommes dans le collectif ; inclure de nouvelles surfaces rendait l'établissement de la LPG et la croissance de sa production plus difficile. Les assolements et l'organisation de l'économie devaient être continuellement modifiés, le développement ultérieur des LPG devait chaque fois être repensé. Déjà pour ces raisons-là, il est clair que l'édification des LPG et l'organisation de la production coopérative devaient entraîner certaines difficultés initiales qui ne pouvaient être évitées. Nos expériences nous enseignent que, selon les conditions, cinq à dix ans sont nécessaires pour accomplir le seul passage de l'entreprise individuelle au bon travail coopératif ».

D'autre part, l'édification d'une agriculture coopérative-socialiste exige de grands efforts de la collectivité nationale tout entière.

En effet, « le passage de la petite entreprise privée à la grande production socialiste exige une base de production matérielle et technique moderne. Il s'agit de surmonter pas à pas le retard de l'agriculture, résultant de la période capitaliste. Des dépenses matérielles et financières considérables sont nécessaires à cette fin. Les avantages économiques de la production coopérative n'agissent pas immédiatement dans une mesure telle, que les grands besoins en moyens d'accumulation pouvaient être couverts par les moyens coopératifs. La force de toute la société est nécessaire pour cela ».

La première conférence des présidents et activistes des LPG, en décembre 1952, arrêta les statuts-types et détermina trois types de coopératives.

Dans la coopérative de type I, seules les terres cultivées sont apportées à la LPG. Le bétail reste propriété privée des paysans, et est nourri par le fourrage provenant des terres collectives. Le revenu net de la LPG est réparti à raison de 60 % au moins en proportion du travail fourni, et de 40 % au plus en proportion de la terre apportée.

Dans la coopérative de type III, non seulement les terres mais aussi le bétail et l'ensemble des moyens de production sont mis en commun, à l'exception de parcelles de 50 ares et d'un certain élevage laissés individuellement aux paysans. La part du travail, dans la répartition du revenu, est d'au moins 80 %.

Le type II, intermédiaire, a été, dans la pratique, très peu utilisé, et une autre voie de transition du type I au type III fut élaboré par la suite. Dans les premières années, les grands fermiers ne pouvaient adhérer aux LPG.

Une aide importante de l'Etat fut accordée aux LPG, notamment par les stations de machines et tracteurs, travaillant par priorité et à tarif réduit pour les LPG ; par les fermes d'Etat (aide en semences, plants, bétail d'élevage) ; par le budget de l'Etat (crédit avantageux, à 3 % d'intérêt, et dégrèvement d'impôts). Les normes de livraisons obligatoires des LPG furent réduites.

Les débuts de la coopération agricole furent, néanmoins, difficiles. En 1957, il y avait 6.691 LPG dont 1.137 de type I et II, et 5.554 de type III, cultivant 25,2 % de la surface agricole de la R.D.A. Le tableau suivant, indiquant l'origine sociale des membres des coopératives est significatif.

	ouvriers agricoles	petits paysans	anc. paysans individuels de moins de 20 ha	anc. paysans individuels de plus de 20 ha	ouvriers industriels
Nombre total					
229.026	97.341	65.179	23.672	5.276	25.847
Parmi eux dans le					
type I	1.384	4.796	5.115	714	784
type II	150	475	312	5	97
type III	95.807	59.908	18.245	4.557	24.966

Si des progrès avaient été accomplis, il est clair néanmoins que des couches fondamentales de la paysannerie, et en particulier la paysannerie moyenne, restaient à l'écart de la coopération. Les difficultés que rencontraient de nombreuses coopératives de type III, constituées par des ouvriers agricoles et des « anciens nouveaux paysans », difficultés dues au manque de dirigeants qualifiés, aux défauts dans l'organisation du travail, au manque de moyens financiers, leur enlevaient beaucoup de leur force d'attraction.

De 1955 à 1957, le nombre de LPG augmenta d'ailleurs surtout par le passage au secteur coopératif d'exploitations que de grands fermiers, qui avaient fui la R.D.A., avaient abandonnées après les avoir systématiquement ruinées, et qui avaient été prises en charge par les ouvriers agricoles.

En 1956, certains devaient proposer la liquidation des LPG et des stations de machines et tracteurs. Le Comité central du SED réagit avec vigueur et, prit, en 1956 et 1957, une série de mesures tendant au renforcement des coopératives de production agricole et des stations de machines et tracteurs.

A partir d'avril 1959, les coopératives purent acquérir, à titre de prêt, le matériel des stations de machines et tracteurs, à condition que 80 % au moins de la surface agricole du village appartienne aux LPG. Cette mesure eut pour corollaire l'adhésion des tractoristes aux LPG. Ceux-ci, généralement jeunes, apportèrent aux LPG leurs connaissances professionnelles et leur expérience de l'organisation du travail et de l'émulation socialiste.

A la suite de ces mesures, le secteur coopératif se consolida et, en décembre 1959, plus de 10.000 LPG, groupant 43,5 % de la surface agricole, groupaient 435.000 paysans coopérateurs.

En 1959, les rendements à l'hectare, et le cheptel par 100 ha de terres cultivables, étaient encore, en moyenne, plus élevés chez

les paysans individuels que dans les coopératives. Toutefois, il apparaissait, dès ce moment, que le secteur coopératif progressait plus vite et assurait la plus grande partie de l'augmentation de la production agricole.

Il faut tenir compte, d'autre part, des différences importantes existant entre les différentes LPG. Il existait dès ce moment de nombreuses LPG bien exploitées que les paysans individuels venaient visiter.

Ces divers éléments firent qu'au printemps 1960, la paysannerie allemande, dans son ensemble, adhéra au système coopératif.

Au 31 mai 1960, il existait 19.345 LPG et il faut remarquer que les coopératives créées à ce moment furent de type I et II, alors que, comme nous l'avons vu, les coopératives antérieures étaient, dans leur très grande majorité, de type III.

Le tableau suivant est fort éclairant :

	Nombre des LPG types I et II	Membres	Hectares
au 30 novembre 1959	3.597	62.459	355.722
au 31 mai 1960	13.022	379.086	2.005.825

Dans le même temps, près de 200.000 nouveaux membres s'affiliaient aux coopératives de type III existantes et y apportaient près d'un million d'hectares de terres.

Arrêtons-nous ici un instant.

La distinction entre coopératives de type I, II et III est l'une des caractéristiques essentielles de la transformation socialiste de la campagne en R.D.A. On ne la retrouve pas dans les autres pays socialistes. Elle correspond à l'un des traits de l'agriculture est-allemande : l'existence d'une couche relativement importante de paysans moyens et aisés, généralement bien fournis en bétail.

Les ouvriers agricoles et les petits paysans avaient formé des coopératives de type III, dont les élevages collectifs avaient été créés essentiellement grâce à l'aide financière de l'Etat.

Les paysans moyens, qui adhèrent au système coopératif en 1960, choisirent, dans leur majorité, de former des coopératives de type I, souvent à côté de la coopérative de type III existant déjà dans leur village.

Ajoutons que fut élaborée, à ce moment, une voie progressive de passage du type I au type III, par la création, au sein des coopératives de type I, d'étables coopératives coexistant, pendant une certaine période, avec les élevages individuels. Cette voie, plus accessible aux paysans moyens, présentait en outre l'avantage de permettre la constitution des élevages collectifs grâce aux fonds propres des coopératives de type I.

* * *

En 1960, le rassemblement coopératif des paysans est donc pratiquement terminé.

Mais une agriculture socialiste moderne, utilisant pleinement les moyens de la science et de la technique, ne naît pas simplement du rassemblement des paysans. A partir du moment où celui-ci est réalisé, les problèmes de gestion des coopératives et de l'ensemble de l'économie agricole deviennent décisifs.

De ce point de vue, le visage actuel de l'agriculture est-allemande a été façonné par l'application à l'agriculture du nouveau système économique inauguré en 1963 et perfectionné depuis lors.

Il n'est pas dans notre propos de faire un exposé d'ensemble sur le système de planification et de gestion de l'économie, actuellement appliqué en R.D.A. Un tel exposé déborderait largement du cadre de cet article.

Nous nous contenterons, avant d'examiner certaines caractéristiques de son application à l'agriculture, d'en indiquer, très schématiquement, les éléments de base.

Dans le nouveau système économique, la planification continue à jouer un rôle essentiel. Mais, alors que la planification antérieure était surtout projection, dans l'avenir, des résultats moyens des années antérieures, la planification en perspective, à long terme, doit maintenant être fondée sur une prévision, aussi scientifique que possible, du développement des forces productives et des rapports de production, l'activité scientifique étant elle-même englobée dans la planification. Les plans à plus court terme sont établis en fonction de la planification en perspective.

D'autre part, pour atteindre les objectifs du plan, il faut, dans toute la mesure du possible, utiliser, non plus des moyens administratifs et bureaucratiques, mais des leviers économiques, fondés sur la connaissance et l'application des lois économiques du socialisme. Dans le système des leviers économiques, l'intéressement matériel joue un grand rôle, sans que puisse toutefois être sous-estimée l'importance du travail de conviction politique et idéologique. Les responsables de l'économie et de l'agriculture de la R.D.A. considèrent que c'est dans un tel système que peut le mieux s'épanouir l'initiative créatrice des masses, qui doit être encouragée de toute manière.

Dans l'application à l'agriculture du nouveau système économique, nous retiendrons deux éléments qui nous paraissent particulièrement importants : le système de direction de l'agriculture et la politique des prix.

LA DIRECTION DE L'AGRICULTURE

Le « système de la direction centralisée complexe de l'agriculture » repose sur l'institution des Conseils de l'Agriculture.

A leur tête se trouve le Conseil de l'Agriculture de la R.D.A. dont le président fait partie du Conseil des Ministres. Ce dernier dirige la « direction de la production » auprès du Conseil de l'Agriculture où sont aussi représentés : le Comité d'Etat pour le stockage et l'achat avec ses associations d'entreprises nationalisées de stockage et d'achat dans les districts et les arrondissements ; le Comité d'Etat pour la technique agricole et l'approvisionnement matériel et technique de l'Agriculture, avec ses comités de district et ses entreprises d'arrondissement ; la Banque agricole, avec ses filiales de district et d'arrondissement ; les associations d'entreprises nationalisées dans l'Agriculture.

Sous le Conseil national, existent des conseils de district et d'arrondissement, avec leurs directions de la production ayant la même structure.

Le Conseil National de l'Agriculture élabore, avec l'aide de l'Académie allemande des sciences agricoles, les questions fondamentales de perspective.

Les Conseils de l'Agriculture donnent aux LPG des plans et des recommandations au sujet des problèmes de coopération et de l'utilisation du progrès scientifique et technique. Ils règlent les relations de l'agriculture avec le commerce d'Etat, la Banque agricole et avec l'industrie, relations qui donnent lieu à des contrats qui, dans le système économique de la R.D.A., jouent un très grand rôle.

Il est recommandé aux Conseils de l'Agriculture d'exercer une direction souple et différenciée, qui tienne compte des conditions concrètes, différentes d'une entreprise à l'autre.

Tous les ans, se réunissent des conférences d'arrondissement des paysans, composées de délégués élus par les assemblées générales des LPG. Ces conférences analysent le niveau de la production agricole et discutent du développement ultérieur de l'agriculture dans leur secteur. Elles élisent le Conseil de l'Agriculture de l'arrondissement.

Tous les deux ans, se tient, pour toute la RDA, un Congrès des Paysans, composé de délégués élus par les Conférences d'arrondissement.

Les chiffres suivants donnent une idée de l'importance de la participation des paysans à ces différents organismes : le Conseil national de l'Agriculture compte 59 paysans coopérateurs ; 260 paysans font partie des Conseils d'arrondissement, élus par des conférences qui groupent, au total, 50 à 60.000 délégués de coopératives. Quelque 25.000 paysans travaillent dans les commissions et groupes de travail des Conseils d'arrondissement. Quant au Congrès des Paysans, il réunit environ 2.000 délégués. Des dizaines de milliers de paysans font partie des comités de direction des LPG.

La participation effective, à des titres divers et des niveaux divers, d'un nombre important de paysans allemands, ayant acquis

une qualification sérieuse en agronomie, en zootechnie, en économie agricole, etc., à la direction effective de leurs coopératives et de l'ensemble du secteur agricole, frappe tous ceux qui visitent l'agriculture est-allemande.

Dans la direction de l'agriculture est-allemande, les institutions scientifiques jouent, d'autre part, un rôle important, la science agraire, reliée à la production agricole, devenant une force productive directe.

Le système des « leviers économiques » tend essentiellement à intéresser matériellement les collectifs d'entreprise et leurs membres à la réalisation du plan.

En agriculture, les objectifs auxquels il s'agit d'intéresser les LPG et les coopérateurs sont :

- l'augmentation de la production brute par hectare,
- l'augmentation de la productivité du travail,
- la réduction du prix de revient par unité produite.

LA POLITIQUE DES PRIX

Les leviers économiques utilisés sont, pour l'essentiel, en plus de la politique du crédit et de la politique fiscale, les prix des produits agricoles et les primes à l'accroissement de la production.

L'année 1963 a marqué un tournant décisif dans la politique des prix.

Jusqu'à ce moment, l'agriculture est-allemande connaissait toujours le système des livraisons obligatoires partielles, lesquelles étaient payées à des « prix de recouvrement » largement inférieurs aux prix de revient. Il est vrai que la partie de la production dépassant les livraisons obligatoires était vendue aux organismes commerciaux d'Etat à des prix sensiblement supérieurs. La moyenne des prix de recouvrement et de ces prix de vente était toutefois inférieure aux prix de revient.

En compensation, l'Etat accordait à l'Agriculture des subventions importantes. Ces subventions allaient, en ordre principal, aux stations de machines et tracteurs (que celles-ci fassent, avec leurs machines, le travail des LPG ou, en vertu des dispositions prises en 1959, leur louent le matériel). Les LPG bénéficiaient ainsi, à prix réduit, d'une technique dont, par ailleurs, elles n'étaient pas les maîtres.

En 1963, l'on estima que les subventions pour l'utilisation des moyens techniques n'étant pas liées aux résultats d'exploitation n'était pas un stimulant à la production. Le système fut abandonné. Le matériel technique de base fut alors remis gratuitement aux LPG de type III et vendus aux LPG de type I et II, de façon à ce que les LPG disposent de tous les moyens de production, que « la terre et la technique soient dans une seule main ».

En même temps, le système des prix agricoles fut complètement bouleversé. Abandonnant le système des livraisons obligatoires, l'on établit progressivement pour les différents produits agricoles, des prix uniformes, calculés d'après les prix de revient et différenciés selon la qualité des produits.

C'est ainsi que, dès 1962, pour les pommes de terre, fut établi un prix uniforme, échelonné selon les saisons, avec une moyenne de 14,07 marks les 100 kgs, alors qu'en 1961, dans l'ancien système, le prix moyen avait été de 9,61 marks les 100 kgs.

Pour les porcs de boucherie, les prix furent augmentés de 23,5 % en moyenne, et pour les porcelets et goretts, de 20 %.

Dès 1964, des prix uniformes purent être établis également pour l'ensemble des produits végétaux, ainsi que pour les œufs et la volaille de consommation.

Pour les produits de l'élevage bovin, lait et viande, la question était plus complexe. Il existait des conditions de production et des niveaux de production fort différents entre les différents types de LPG, à l'intérieur des différents types et entre les régions. Si, notamment, des LPG de type III avaient atteint ou dépassé les rendements des élevages individuels des paysans des coopératives de type I, il n'en était pas ainsi partout. C'est pourquoi l'on maintint à cette époque, pour les produits de l'élevage bovin, le double système des prix de façon à pouvoir, par des normes de livraisons obligatoires différenciées, favoriser les élevages coopératifs des LPG encore économiquement faibles, ainsi que les régions du Nord.

En 1968, toutefois, des prix uniformes purent être fixés également pour le lait et la viande bovine. Cela fut possible, notamment grâce à l'accroissement des rendements laitiers dans les LPG de type III. Signalons à ce sujet que, de 1960 à 1971, le rendement laitier annuel moyen par vache est passé de 2.650 l. à 3.400 l., la part des coopératives de type I dans la production diminuant, par ailleurs, fortement.

A côté des prix, les primes à l'accroissement de la production jouent un rôle important. Il ne nous est pas possible d'entrer dans le détail du système des primes, qui varie d'ailleurs d'année en année. Signalons simplement que ces primes sont fortement différenciées et échelonnées d'après les régions et les produits et que, d'autre part, elles sont calculées de telle façon que l'accomplissement d'un plan d'exploitation optimal soit valorisé supérieurement au dépassement d'un plan d'exploitation « tendre ».

AUJOURD'HUI...

Comment l'agriculture est-allemande a-t-elle évolué au cours des dix dernières années ?

Nous nous permettrons de citer un certain nombre de chiffres qui nous paraissent indicatifs de ses transformations.

La superficie consacrée aux céréales est restée à peu près constante ($\pm 2.300.000$ ha), mais, tandis que celle du seigle diminuait (945.000 ha en 1960, — 680.000 ha en 1970, — 667.000 ha en 1971), celle du froment augmentait de 50 % (417.000 ha en 1960, — 598.000 ha en 1970, — 633.000 ha en 1971).

Les rendements céréaliers augmentaient de façon nette : 25,5 quintaux à l'hectare en moyenne pour la période 1960-64 ; 31,3 quintaux pour la période 1967-71 pour l'ensemble des céréales ; — pour le froment : 31 quintaux à l'hectare pour la période 1960-64 ; 38 quintaux pour la période 1967-71.

La production totale passait de 6.379.000 tonnes en 1960 à 7.740.000 tonnes en 1971 pour l'ensemble des céréales ; de 1.456.000 tonnes en 1960 à 2.490.000 tonnes en 1971 pour le froment.

Pour les pommes de terre, tant les superficies (770.000 ha en 1960 — 666.000 ha en 1970) que la production totale (14 millions de tonnes en 1960 — 13 millions de tonnes en 1970) sont en diminution, malgré une augmentation des rendements qui passent de 169 quintaux l'hectare pour la période 1960-64 à 184,8 quintaux l'hectare pour la période 1966-70 (Nous n'avons pas tenu compte de l'année 1971, la chute des rendements qui tombent cette année-là à 143 quintaux l'hectare ne pouvant s'expliquer que par des conditions climatiques particulièrement défavorables).

La superficie des prairies augmente. Elle passe de 1.265.000 ha en 1960 à 1.385.000 ha en 1971. Le nombre des bovins augmente : 4.675.000 en 1960 — 5.292.000 en 1971, alors que celui des vaches laitières reste stationnaire ($\pm 2.175.000$). L'augmentation concerne donc le bétail bovin de boucherie. Le nombre de porcs passe de 8.316.000 en 1960 à 9.995.000 en 1971.

Les rendements laitiers augmentent fortement : 2.645 kg de lait à 3,5 % de matière grasse par vache et par an en 1960, — 3.331 kg en 1971. La production totale de lait passe de 5.730.000 tonnes en 1960 à 7.150.000 tonnes en 1971.

La production totale de viande était en 1960 de 1.363.000 tonnes, poids vif, dont 843.000 tonnes de porc, 376.000 tonnes de bœuf et de veau et 73 tonnes de volaille. Elle est, en 1971, de 1.869.000 tonnes, dont 1.090.000 tonnes de porc, 585.000 tonnes de bœuf et de veau et 132.000 tonnes de volaille.

La quantité d'engrais minéraux épandus en moyenne est passée : pour les azotés : de 38,5 kg/ha en 1960-61 à 83,7 kg/ha en 1970-71 ; pour les phosphates : de 35,1 kg/ha en 1960-61 à 64,3 kg/ha en 1970-71 ; pour la potasse : de 82,3 kg/ha en 1960-61 à 99,1 kg/ha en 1970-71 et pour la chaux de 117,1 kg/ha en 1960-61 à 197,7 kg/ha en 1970-71.

Comment a évolué, pendant la même période, la structure de l'agriculture coopérative allemande ?

Par suite de fusions de coopératives, leur nombre total est passé de 19.313 en 1960 à 8.327 en 1971, la superficie moyenne étant de 598 ha. Le nombre de personnes occupées dans les LPG a atteint son maximum en 1962 avec 1.011.309 personnes et est descendu à 738.102 personnes en 1971.

Tant le nombre de LPG des types I et II que celui des personnes qui y sont occupées a diminué fortement : 12.976 coopératives avec 3.384.000 ha et 369.959 personnes occupées en 1960 ; 2.264 coopératives avec 647.000 ha et 91.858 personnes occupées en 1971.

Par contre, pour les LPG de type III, l'évolution est la suivante : en 1960 : 6.337 coopératives avec 3.384.000 ha et 545.720 personnes occupées ; en 1971 : 5.663 coopératives avec 4.746.000 ha et 646.244 personnes occupées. La superficie moyenne des coopératives de type III est de 824 ha de surface agricole utile.

La tendance ne paraît pas, actuellement, sauf cas d'espèce, à l'augmentation des dimensions des coopératives, mais à l'établissement de relations de coopération entre coopératives.

Parmi les entreprises communes à plusieurs coopératives, les responsables de l'agriculture de la R.D.A. attachent une importance primordiale aux centres agro-chimiques, qui sont considérés comme l'un des objectifs-clés du plan.

Les centres agro-chimiques sont chargés de l'épandage des engrais et autres produits chimiques et, en plus, des transports. Leur est adjointe une cellule agronomique. Il en existait il y a un an 182 avec une capacité de stockage de 6.000 à 10.000 tonnes. Les LPG pour lesquelles ils travaillent ont une superficie totale de 12.000 à 20.000 ha. Il est prévu qu'en 1975, 340 centres agro-chimiques couvriront toute la R.D.A.

Le centre agro-chimique de Tucheim, par exemple, que nous avons visité, groupe 3 LPG de type III et 6 LPG de type I, avec une superficie totale de 9.000 ha. Il comporte de vastes hangars, où les engrais sont amenés directement en vrac par chemin de fer. Des camions spécialement équipés servent à l'épandage et sont également utilisés pour le transport des récoltes. Les mélanges et dosages d'engrais sont effectués au centre, sous la direction de techniciens hautement qualifiés.

Parmi les neuf coopératives du centre agro-chimique, cinq par ailleurs(les deux LPG de type III et trois de type I) ont mis en commun leurs champs de culture et créé un département de production végétale de 5.000 ha. Elles ont ainsi pu procéder à un autoremembrement et le nombre de parcelles a été réduit de 346 à 72, avec, actuellement, des champs de 80 à 140 ha.

Les directions du centre agro-chimique et du département de production végétale sont composées de représentants des coopératives associées.

LA BULGARIE

En 1945, la Bulgarie était certainement un des pays les plus arriérés d'Europe. La paysannerie y représentait 82 % de la population active.

Ce pays retardataire présentait cette particularité que les domaines féodaux y avaient disparu, lors de la libération du joug turc, en 1878, leurs propriétaires, dignitaires turcs, ayant été chassés du pays. La libération nationale, en un certain sens, avait donc eu la signification d'une révolution démocratique bourgeoise.

Cependant, le capitalisme industriel ne s'était pas développé, le pays étant dominé par le capital commercial et bancaire.

L'agriculture bulgare était, pour l'essentiel, composée de petits et moyens paysans. En 1946, 68,6 % des paysans avaient des exploitations de moins de 5 ha et occupaient 35,4 % des terres cultivables. 93 % des paysans avaient moins de 10 ha et occupaient 77 % des terres cultivables.

Cette paysannerie, victime notamment des usuriers, était extrêmement pauvre et ne disposait que des outils les plus rudimentaires. Au temps de la seconde guerre mondiale, la Bulgarie comptait encore 500.000 araires de bois pour 600.000 charrues. L'on dénombrait 250.000 fléaux et 200.000 traîneaux de battage pour seulement 13.000 moissonneuses et 4.500 batteuses.

Aussi la productivité de cette agriculture était-elle très basse. C'est ainsi que, pour la période 1934-39, les rendements moyens en froment n'étaient que de 1.246 kg à l'hectare. En 1952, le rendement moyen en lait des vaches laitières n'était encore que de 528 litres par an. La guerre avait d'ailleurs encore fait baisser de 30 % en moyenne le niveau déjà si faible de la production agricole.

Dans ces conditions, la première tâche du gouvernement populaire, en 1945, fut la reconstruction de l'agriculture. (N.B. Le pouvoir est exercé en Bulgarie par deux Partis : le Parti Communiste Bulgare et l'Union Populaire Agrarienne Bulgare, dont l'alliance, scellée dans la lutte contre le fascisme, remonte à 1923. L'Union Populaire Agrarienne Bulgare, ancien parti paysan démocratique, a exercé le pouvoir en 1923 et en fut chassé par un coup d'état fasciste, au cours duquel fut assassiné son leader Stamboliski. La politique agraire bulgare est, depuis 1945, l'œuvre des deux Partis et il nous paraît qu'aux côtés du Parti Communiste, l'Union Agrarienne, anciennement et solidement implantée dans les campagnes, a joué dans ce domaine un rôle important).

Les tracteurs et machines agricoles existants furent réquisitionnés et du matériel fut importé. Les prix des produits agricoles furent fixés à un niveau stable, tandis que des mesures étaient prises pour faire baisser les prix industriels. Les petits et moyens

paysans bénéficièrent d'exonérations fiscales et de crédits à taux réduit. De grands travaux, en vue notamment de l'irrigation du pays, furent entamés.

Une réforme agraire intervint en 1946, limitant la propriété à 20 ha (30 ha en Dobroudja) de terres cultivables pour les paysans et à 3 ha (5 ha en Dobroudja) pour les non-cultivateurs. 128.000 hectares furent remis à 127.000 cultivateurs et des fermes d'Etat furent constituées, chargées de montrer la voie de la modernisation et de la mécanisation, de fournir l'agriculture en semences, plants et animaux de reproduction.

Compte tenu de la situation antérieure, la réforme agraire n'eut que des effets limités.

En 1945, l'on commença également à créer les stations de machines et tracteurs. De 5 en 1945, le nombre de stations passa à 71 en 1948 et à 140 en 1950.

LE GROUPEMENT COOPERATIF

Aussi positives que fussent ces mesures, elles ne suffisaient pas, toutefois, à tirer la paysannerie bulgare de son état misérable. Seules, la voie de la coopération et l'aide de l'Etat pouvaient permettre de constituer, avec cette paysannerie et par elle, une agriculture moderne, fortement mécanisée et à haute productivité.

Le mouvement coopératif avait des racines anciennes dans les campagnes bulgares. Il remontait à la fin du XIX^e siècle et s'était développé sous le gouvernement de l'Union Populaire Agrarienne, en 1923. Il avait pu résister, pendant la période fasciste et, en 1944, il existait 2.606 coopératives de crédit, dont 2.388 dans les campagnes.

En 1944, ces coopératives étendirent leurs activités et s'occupèrent également de vente de matériel agricole, d'engrais et de fourrage, d'achat et de transformation de produits agricoles. C'est comme sections de ces coopératives que furent créées les premières coopératives de production.

Dès 1945, le gouvernement accorda tout son appui aux coopératives. Les premiers décrets sur l'organisation des fermes coopératives et des stations de machines et tracteurs datent d'alors. L'Etat accordait aux coopératives des exonérations d'impôts, l'utilisation gratuite de terres appartenant à l'Etat et aux communes, des fournitures de semences sélectionnées et d'animaux de reproduction, l'utilisation prioritaire du matériel des SMT, une assistance gratuite en matière agronomique et zootechnique, etc.

Fin 1945, il existait 382 fermes coopératives. Fin 1947, il y en avait 549, groupant 4,4 % des familles de cultivateurs et occupant 3,3 % des terres cultivables.

Ces premières fermes coopératives, manquant d'expérience et d'organisation du travail, présentaient de nombreux défauts. Néanmoins, dès ce moment, le rendement du travail y était supérieur à celui des paysans individuels.

Au printemps 1948, des amendements sont apportés au règlement des coopératives : les coopérateurs sont tenus d'apporter tout leur bétail, à l'exception de celui laissé à leur usage personnel, ainsi que leurs plantations durables.

Fin 1949, il existe 1.605 fermes coopératives, regroupant 14,3 % des exploitations agricoles et 11,3 % des terres cultivables. L'Etat, à ce moment, augmenta sensiblement les crédits dont les fermes coopératives pouvaient bénéficier.

Les années 1950 et 1951 virent l'affiliation massive des paysans moyens aux coopératives, dont le nombre passa à 2.508, couvrant 44,2 % des terres cultivables. Le nombre des familles de paysans-coopérateurs fut multiplié par 3,4. L'étendue moyenne des coopératives passa de 342,9 ha à 811,3 ha et le nombre moyen de familles par coopérative de 97 à 206. Dès ce moment, les fermes coopératives sont l'élément dominant de l'agriculture bulgare et leur consolidation devient le problème primordial.

En 1956, la coopération est pratiquement achevée.

Le respect de la propriété privée des paysans et leur adhésion volontaire aux coopératives ont été, dès le départ, les deux principes de base de la coopération en Bulgarie. Le paysan reste, juridiquement, propriétaire de la terre qu'il apporte. Il a le droit de se retirer de la coopérative (et il existerait encore de très rares cas de retrait ou d'exclusion) et, au moment de son départ, il doit recevoir une terre, un matériel et un cheptel équivalents à ceux qu'il a apportés.

Au départ du rassemblement coopératif des paysans, ceux-ci recevaient une rente, en contre-partie de la terre qu'ils avaient apportée. Selon le décret de 1945, 40 % au plus du revenu global de la coopérative pouvait être affecté au paiement de la rente. Ce chiffre fut abaissé à 30 % en 1950, puis à 25 % en 1953. Dans les années qui suivirent, les assemblées générales des coopératives décidèrent elles-mêmes des réductions successives de la rente, en sorte telle que celle-ci avait pratiquement disparu dès 1959.

En 1958 et 1959, l'on regroupa les différentes coopératives d'un même village ou d'un groupe de villages. En 1957, il existait 3.202 fermes coopératives groupant en moyenne 310 familles paysannes et s'étendant en moyenne sur 1.061,5 ha. En 1962, il n'y avait plus que 1.023 fermes coopératives avec, en moyenne, 1.140 familles et 3.823 ha. Pour l'essentiel, les coopératives bulgares ont, à ce moment, leurs dimensions actuelles.

Le regroupement des coopératives permet d'éliminer les différences économiques et d'organisation séparant des entreprises voi-

sines. Il accrut les fonds dont disposaient les coopératives et leur permit, à partir de 1961, à l'aide d'ailleurs de larges crédits d'Etat, d'acheter les machines et tracteurs et les installations des SMT.

Une nouvelle concentration, devant permettre une meilleure spécialisation des fermes coopératives, vient d'être réalisée dans le courant des années 1970 et 1971. Les coopératives, tout en gardant leur individualité, ont été groupées en complexes appelés complexes agro-industriels, l'objectif étant l'application de méthodes industrielles à l'agriculture. Il existe actuellement 170 complexes, avec une superficie moyenne de 26.000 ha, groupant à la fois les coopératives et les fermes d'Etat.

QUELQUES RESULTATS

La mécanisation de l'agriculture bulgare, l'irrigation des terres, l'utilisation des engrais et des produits chimiques, la sélection du bétail, des semences et des plants ont amené à des augmentations spectaculaires des rendements, tant à l'hectare que par unité de travail.

Pendant la période de 1954 à 1968, le nombre d'ouvriers et d'employés occupés à la production agricole, évaluée par 100 ha de terre arable, a diminué de 40,7 %, tandis que la production fournie par ouvrier a plus que triplé.

Les rendements en froment sont passés de 13,1 quintaux l'hectare en 1939 à 30,3 quintaux en 1971 ; ceux du maïs-grain, de 13,6 quintaux l'hectare en 1939 à 38,3 quintaux en 1971 et à 52,5 quintaux en terrains irrigués ; de la betterave sucrière, de 17 tonnes l'hectare en 1939 à 36 tonnes en 1971 ; des tomates des champs, de 20 tonnes l'hectare en 1939 à 28 tonnes en 1971.

Les rendements laitiers, par vache et par an, sont passés de 450 litres en 1939 à 2.159 litres en 1971 et à 2.716 litres dans les élevages coopératifs (qui groupent 65 % de la production laitière).

Notons que, dès 1952, la ferme coopérative, avec 528 litres, avait un rendement laitier supérieur à celui des élevages individuels, avec 396 litres.

La production totale de viande est passée de 320.000 tonnes, poids vif, en 1939, à 400.000 tonnes en 1956 et à 684.000 tonnes en 1970. Celle de lait, de 670 millions de litres en 1939 à 774 millions en 1956 et à 1.583 millions en 1970.

L'augmentation des rendements et de la production pour les produits de grande culture, et notamment pour les céréales, a permis d'accroître fortement les superficies consacrées aux cultures maraîchères et fruitières. En 1968, la superficieensemencée de légumes s'était accrue de quatre fois par rapport à 1939, celle des arbres fruitiers de 3,8 fois.

Dans la région de Plovdiv, par exemple, sur 250.000 ha de terres cultivables, 164.000 ha sont irrigués. Les arbres fruitiers couvrent 16.000 ha ; les vignes la même superficie ; les légumes et pommes de terre, 13.000 ha ; le tabac, 7.000 ha. Il existe 130 ha de serres.

A Pazardjik, nous avons pu visiter un complexe de serres, de 3 ha chacune, occupant en tout 75 ha, et produisant des tomates, des concombres et des poivrons. L'entreprise occupe 1.100 personnes dont 30 ingénieurs, techniciens et employés. Il y a, en tout, 300 ha de serres dans la région de Pazardjik.

Cette production de fruits, légumes, raisin et tabac joue un rôle important dans l'économie bulgare. Une grande partie en est exportée, soit à l'état frais, soit après être passée par les conserveries qui constituent une industrie fort développée.

C'est ainsi que l'exportation de légumes frais et en conserves, à prix constants (prix au 1er janvier 1962) est passée de 0,6 million de levas en 1939 à 83,2 millions de levas en 1970 ; celle des fruits frais et en conserves, de 6,5 millions de levas en 1939 à 72,6 millions de levas en 1970 ; celle des sucres, sucreries, confitures, marmelades et sirops, de 2,3 millions de levas en 1939 à 423,2 millions de levas en 1970 et celle du tabac, de 26 millions de levas en 1939 à 100,3 millions de levas en 1970.

LE FONCTIONNEMENT DES COOPERATIVES

Mais comment fonctionnent, dans le cadre d'un Etat socialiste, ces entreprises agricoles, parmi les plus grandes dans le monde, que sont les fermes coopératives et les complexes agro-industriels bulgares ?

L'administration courante de la ferme coopérative est assurée par le président et le conseil de direction. Ces organes sont élus pour deux ans, soit par l'assemblée générale des coopérateurs, soit, dans les grosses coopératives, par des assemblées de délégués désignés lors des réunions de brigades préparant les assemblées générales.

L'assemblée générale se réunit au moins quatre fois par an. Toutes les questions importantes doivent lui être soumises, et notamment celles qui concernent les plans de production et la répartition du revenu de la coopérative.

Les différentes branches d'exploitation sont dirigées par des techniciens, principaux collaborateurs du conseil de direction et du président. La ferme dispose, également, de services de planification, de comptabilité, etc.

La ferme coopérative est structurée en brigades de production, elles-mêmes divisées en équipes.

La brigade de production, ainsi que ses équipes, est composée d'effectifs permanents. Elle comprend de 50 à 80 coopérateurs et parfois plus. Elle travaille sur des superficies déterminées et a à sa disposition les moyens de production nécessaires. Elle est régie par le principe de l'auto-financement et exécute, indépendamment, son propre plan financier et de production. La brigade et, par conséquent, les coopérateurs qui en font partie, sont responsables financièrement de l'exécution de ce plan. La brigade est l'unité productive fondamentale de la ferme coopérative.

Il existe différents types de brigades, qui correspondent d'ailleurs à l'évolution de l'agriculture bulgare vers la qualification et la spécialisation.

Les brigades complexes s'occupent de toutes les branches agricoles d'un territoire donné, généralement une localité. Elles furent créées à la suite de regroupement des coopératives en 1954.

Les brigades mixtes ont correspondu à une division déjà plus poussée du travail. Elles desservent, cependant, encore plusieurs branches agricoles : brigades champêtres et viticoles, par exemple, ou même brigades champêtres, viticoles et maraîchères.

Après les brigades mixtes, furent créées les brigades spécialisées par branches et, enfin, les brigades spécialisées. Les brigades spécialisées par branches produisent un ou plusieurs produits relevant d'une même branche, par exemple, brigades champêtres, viticoles, d'arboriculture, de production maraîchère. Les brigades spécialisées sont, elles, affectées en principe à une seule culture. La spécialisation est donc poussée jusqu'au bout. Il y a, toutefois, un inconvénient. La culture d'un seul produit ne permet généralement pas l'emploi de la main-d'œuvre toute l'année. C'est pourquoi, en plus de la culture principale qui détermine leur spécialisation, ces brigades se voient attribuer des cultures supplémentaires. A la coopérative de Perustitza, nous avons visité les vignobles cultivés par une brigade spécialisée de viticulture. Cette brigade de 130 personnes cultive 180 ha de vigne, 12 ha de pommes de terre, 15 ha de piments, 10 ha de cultures dérobées et 10 ha de maïs.

Il existe, par ailleurs, des brigades d'élevage, affectées aux fermes d'élevage des coopératives. Par exemple, au complexe de Bourgas, 8 personnes sont affectées à deux étables de 250 vaches laitières chacune, avec salle de traite commune. Cinq personnes sont affectées à deux autres étables de cent vaches, moins mécanisées.

La brigade est dirigée par le brigadier, qui établit avec les spécialistes les plans hebdomadaires. L'assemblée générale de la brigade se réunit tous les mois.

* * *

Les fermes coopératives bulgares sont soumises au principe de la planification.

Comme la planification nationale, dans le cadre de laquelle elle s'inscrit, la planification à l'échelle de l'entreprise comprend un plan à long terme, de cinq ans, et un plan annuel, qui est alors divisé entre les brigades. Elle comprend en plus des plans opérationnels, par périodes de travaux agricoles.

Le Conseil régional (qui est l'organe du pouvoir d'Etat à l'échelle de la région) transmet aux coopératives les indices obligatoires des plans annuels. Ceux-ci comprennent :

1. Les indices obligatoires du plan pour un nombre limité de cultures, produits les plus importants et produits déficitaires. Les autres productions sont réglées par des contrats conclus entre les organismes d'achat et les fermes coopératives. Ce qui est produit en plus du plan obligatoire et des contrats et n'est pas consommé dans la coopérative même est vendu au marché coopératif libre.

2. Le montant du crédit maximum que la coopérative peut obtenir de la Banque Nationale Bulgare pour ses investissements.

3. Le volume de l'approvisionnement en machines, engrais et autres matériaux sur lequel, compte tenu de ses demandes, la coopérative peut compter.

Sur ces bases, le conseil de direction établit le plan annuel, qui est soumis à l'assemblée générale des coopérateurs. Le plan doit être approuvé par le service « Agriculture » du Conseil régional.

La planification à long terme est axée sur la spécialisation de la ferme coopérative est liée, notamment, aux investissements et à la mécanisation de la production.

Le résultat financier d'une année se traduit, après prélèvement des amortissements et des frais généraux, par le revenu global.

Celui-ci est influencé d'une part par des facteurs intérieurs : production globale et frais généraux, d'autre part, par des facteurs extérieurs : politique des prix et politique financière de l'Etat.

Pendant la période 1945-48, la politique des prix, comme nous l'avons vu, tendait à supprimer l'écart entre les prix des produits agricoles et industriels et à avantager les coopératives naissantes.

Il est admis en Bulgarie que, pendant les années 1950-55, fut appliquée une politique des prix néfaste pour l'agriculture. Les prix agricoles furent réduits, alors que les prix des matériaux vendus à l'agriculture étaient en hausse.

L'agriculture était en perte. Il fallut une série de hausses des prix des produits agricoles, de 1956 à 1962, pour assurer la rentabilité de l'agriculture. C'est ainsi qu'en prenant l'indice 100 pour l'année 1956, en 1962 le prix d'achat du froment fut porté à l'indice 132,6 ; celui du tournesol, à 227,1 ; du coton, à 224,9 ; de la

betterave sucrière à 207,1; de la viande de veau, à 254,4; de la viande de porc, à 104,7, etc. Dans le même temps, les prix de vente des moyens de production aux fermes furent réduits.

Le revenu global est réparti comme suit :

1. Versement au budget de l'Etat (impôts et cotisations sociales),

2. Primes à l'Institut d'Etat des assurances,

3. Versement au « Fonds coopératif d'Etat » destiné à secourir les fermes coopératives qui ont subi des calamités. Ce fonds est alimenté, en ordre principal, par l'Etat.

4. Une partie importante du revenu global est versé au fonds « extension et perfectionnement technique » qui est destiné à permettre la reproduction élargie au sein de la ferme coopérative.

5. Une partie est versée au « Fonds social et culturel », dont la moitié au moins est affectée à l'assistance aux coopérateurs malades, aux vieillards, etc.

Noons ici qu'à l'âge de 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes, les paysans coopérateurs reçoivent de l'Etat une pension de retraite inférieure de 30 % à celle des ouvriers. Le Fonds social et culturel, sous des formes diverses, comble la différence. Le Fonds social et culturel paie également des allocations familiales et des indemnités d'incapacité de travail. Il finance des crèches, des jardins d'enfants, des cantines, des maisons de vacances pour les coopérateurs, des bibliothèques, etc.

6. La plus grande partie du revenu sert à la rémunération des coopérateurs, selon le travail fourni.

Cette rémunération en espèces est inférieure, en moyenne, à celle des ouvriers. Toutefois, les coopérateurs bénéficient en plus des avantages suivants :

a. Les coopératives font, à leurs membres, des livraisons gratuites en nature, par exemple de pommes de terre, de pain, etc.

b. Les coopérateurs ont la jouissance de parcelles individuelles de 50 ares au maximum et d'un bétail individuel. Ce bétail peut comprendre une à deux vaches et un nombre assez important de brebis. C'est ainsi que, sur les 700.000 brebis de la région de Bourgas, 200.000 font partie d'élevages individuels. On nous a raconté, d'ailleurs, que les brebis « individuelles » d'un village étaient conduites ensemble, par un pâtre, dans les pâturages naturels de la montagne, où elles côtoient les brebis « coopératives ».

En tenant compte de l'ensemble de ces éléments, la situation du paysan serait comparable à celle de l'ouvrier.

LES COMPLEXES AGRO-INDUSTRIELS

Comme nous l'avons dit, les fermes coopératives sont actuellement groupées en complexes agro-industriels. Quel est le rôle de ces complexes ?

Prenons comme exemple le complexe de Bourgas, que nous avons eu l'occasion de visiter.

Le complexe de Bourgas couvre une surface cultivable de 32.000 ha. Il s'étend sur vingt-cinq villages, autour de la ville de Bourgas. Il réunit cinq coopératives comprenant ensemble 9.000 coopérateurs, dont 5.000 hommes et 4.000 femmes.

L'assemblée du complexe comprend 600 délégués des coopératives. Elle se réunit tous les trois mois. Elle élit, tous les deux ans, un conseil de 51 personnes qui se réunit tous les mois, et au sein duquel est élu un bureau de 7 personnes qui entoure le président du complexe.

Le complexe s'est fixé pour objectif d'édifier pour son compte propre les entreprises suivantes :

- un élevage de bovins, qui doit progressivement centraliser et remplacer ceux des coopératives,
- un élevage de volaille,
- un centre agro-chimique,
- un centre de sélection de graines et d'expérimentation,
- une centrale électronique.

Qu'a-t-on réalisé aujourd'hui ?

L'élevage de bovins comprend actuellement 700 vaches laitières et 500 veaux. Les élevages des fermes coopératives subsistent encore. C'est ainsi que la coopérative de Kameno, faisant partie du complexe, comprend une étable de 600 vaches laitières, mais n'élève plus les veaux, qui sont remis au complexe. Quant le plan sera complètement exécuté, tout le cheptel bovin des coopératives devra être transféré dans les étables du complexe.

L'élevage de volaille, le centre agro-chimique et le centre de sélection de graines sont encore à l'état de projet.

Par contre, la centrale électronique venait d'être installée et commençait à fonctionner. Elle comprend un ordinateur fabriqué en R.D.A. Des machines, réparties dans les coopératives, font subir un premier traitement aux informations, qui sont alors transmises au centre du complexe.

La centrale électronique occupe 50 personnes, y compris le personnel technique. Les services qui effectuaient auparavant le travail correspondant occupaient 158 personnes, mais la centrale électronique pourra traiter sept fois plus d'informations.

Quatre complexes viennent d'être dotés de centrales électroniques.

Ajoutons pour l'anecdote que, par la fenêtre du bâtiment de cette centrale électronique, apparaissait la tête d'un paisible mulet. Ce genre de contraste, c'est aussi la Bulgarie d'aujourd'hui.

PROBLEMES ACTUELS

Quels sont les gros problèmes qui se posent aujourd'hui à l'agriculture bulgare ?

Le premier, c'est de continuer à étendre le réseau d'irrigation. Irriguer la terre pour qu'elle produise est le premier impératif dans un pays comme la Bulgarie. On envisage, actuellement, d'utiliser les eaux du Danube pour l'irrigation.

Le second problème est celui de la mécanisation continue.

De quoi s'agit-il ?

La culture de toute plante comporte, au fil des saisons, une série d'opérations successives : labour, semis, finalement récolte, et éventuellement bien d'autres encore. Si toutes ces opérations sont mécanisées, sauf une par exemple, l'on comprendra qu'à un moment donné de l'année, une main-d'œuvre importante est subitement nécessaire, pendant un court laps de temps, main-d'œuvre qui est sans emploi le reste de l'année.

Or, les opérations que l'on n'arrive pas, ou que l'on n'arrive que fort difficilement à mécaniser, sont celles de la cueillette des fruits, des légumes, du tabac. Le problème se pose donc tout particulièrement pour les cultures viticoles, maraichères et tabassicoles qui ont, en Bulgarie, justement une importance croissante.

Dans les pays capitalistes, ce genre de problèmes se résout par l'emploi de main-d'œuvre saisonnière, souvent étrangère. Une telle solution ne peut, évidemment, être retenue dans un pays socialiste.

En attendant que ces problèmes trouvent leur solution, l'on est obligé de maintenir dans les fermes coopératives une main-d'œuvre à laquelle il faut trouver de l'occupation utile pendant le reste de l'année et que, par ailleurs, réclame l'industrie.

Les instituts de recherche scientifique, des équipes de recherche au sein même des complexes s'attachent à ces problèmes (ainsi, par exemple, qu'à celui de la standardisation du matériel agricole). Leur solution n'est pas simple. Souvent, en effet, il s'agit, non seulement de trouver ou d'adapter des machines nouvelles, mais de bouleverser toute une technologie.

Nous avons dit qu'à Perustitza, une équipe de 130 coopérateurs travaillait 180 ha de vignes. C'est beaucoup. Mais, dans ces vignes,

deux opérations sont manuelles : lier les branches des vignes pour qu'elles ne traient pas à terre et cueillir le raisin. Ces travaux demandent beaucoup de main-d'œuvre. A Bourgas, on nous a expliqué une nouvelle technologie de la vigne, entièrement mécanisée. Il s'agit d'une plante plus haute, dont les branches ne doivent pas être liées, et plantée de façon plus espacée, de façon à ce que le raisin, lorsqu'il est destiné à la vinification, puisse être cueilli mécaniquement. (Le raisin de table doit continuer à être cueilli à la main). Toutefois, la machine utilisée ne convient pas à tous les terroirs.

Les problèmes ainsi posés sont, certes, importants. Mais il faut noter qu'ils résultent du développement même de l'agriculture bulgare. Il y a dix ou vingt ans, certaines questions auxquelles elle est aujourd'hui confrontée, pour faire de nouveaux progrès, auraient été tout simplement inimaginables.

QUELQUES REFLEXIONS

Pour tous ceux qui, comme nous, ont pu visiter les agricultures socialistes de R.D.A. et de Bulgarie, il n'est, tout d'abord, pas douteux qu'il s'agit de réussites. Compte tenu des conditions très différentes des deux pays, il serait d'ailleurs injuste de dire que l'un a mieux ou moins bien réussi que l'autre.

Ce qui frappe, d'ailleurs, ce sont les grandes différences entre les deux pays. On n'a, à aucun moment, le sentiment qu'un schéma pré-établi, et considéré comme valable partout, aurait été suivi. Au contraire, chaque pays a élaboré sa propre voie de développement, compte tenu des conditions concrètes qui sont les siennes et de sa propre expérience pratique. A chaque stade du développement, surgissent de nouveaux problèmes, créés, en somme, par les résultats déjà acquis eux-mêmes. Ces problèmes, il faut les résoudre d'abord sur son propre fond, en comptant sur ses propres chercheurs et sur ses propres praticiens.

Mais les différences importantes, résultant des conditions concrètes et des expériences pratiques de chacun, ne peuvent empêcher de voir qu'en Bulgarie comme en R.D.A., ce sont bien les mêmes principes fondamentaux qui ont été et sont mis en œuvre.

Sur la base de certains succès, ou de ce qu'on en connaît chez nous, on admet assez facilement que le socialisme se serait cassé les dents sur le problème agricole. Lorsqu'on est amené à reconnaître des réussites comme celles de la R.D.A. et de la Bulgarie, on a tendance à les considérer comme des exceptions, presque des anomalies, dues à des causes particulières qu'on n'explique d'ailleurs pas.

Nous pensons, au contraire, que les réussites est-allemande et bulgare résultent, justement, d'une application correcte, à des con-

ditions concrètes très différentes, des principes fondamentaux du socialisme.

Cela ne veut pas dire qu'il suffise qu'un pays soit socialiste pour que les problèmes agricoles y soient résolus aisément. Loin de là.

Les camarades est-allemands et bulgares ont accoutumé de dire que l'édification d'une agriculture socialiste est le problème le plus difficile, le plus complexe de la construction du socialisme (ce qui peut d'ailleurs expliquer certaines difficultés ou même certains échecs).

Pourquoi ?

Parce qu'il s'agit d'édifier une agriculture socialiste, non avec des travailleurs salariés, mais avec des paysans, en d'autres termes, avec des petits propriétaires, encore fortement attachés à des rapports de production pré-capitalistes, ces petits propriétaires étant, par ailleurs, en même temps des travailleurs productifs, et ayant ainsi un double caractère contradictoire.

Il nous est apparu que la première règle d'or de l'édification d'une agriculture socialiste, tant en R.D.A. qu'en Bulgarie, avait été, aussi paradoxal que cela puisse paraître, un très grand respect de la propriété et de l'entreprise individuelles paysannes.

Ce n'est qu'avec la compréhension et l'assentiment des paysans eux-mêmes, et au moment où ils sont prêts à l'accepter, que cette propriété et cette entreprise individuelles peuvent se transformer en une propriété et une entreprise collectives, prenant leur place dans la société socialiste (et au sein desquelles la propriété individuelle survit encore, pendant toute une période, sous la forme de la rente foncière).

Cette transformation ne peut se faire, massivement que lorsque les paysans ont perçu, concrètement, les avantages que peut leur rapporter la coopération.

Deux sortes d'avantages nous paraissent particulièrement importants, parce que la coopération agricole peut les procurer dès le départ.

Tout d'abord, elle assure au paysan coopérateur la sécurité, sous la forme de la garantie de la vente de la récolte à un prix fixé à l'avance et, en plus, sous la forme de la garantie d'un salaire minimum, même les mauvaises années.

Les expériences est-allemande et bulgare montrent, par ailleurs, l'importance qu'il y a à fixer des prix agricoles rentables, couvrant les coûts de production et assurant un certain bénéfice aux coopératives.

Le second avantage est d'ordre social. Nous n'avons pas décrit en détail les avantages sociaux dont jouissent les paysans de R.D.A.

et de Bulgarie (en R.D.A., ils sont identiques à ceux des ouvriers). Contentons-nous de dire qu'ils sont largement supérieurs à ceux de nos propres paysans. Et il en est un, dont jouissent les paysans coopérateurs, et qui est tout simplement inaccessible aux paysans individuels : c'est la limitation de la journée et de la semaine de travail ; ce sont les congés et les vacances.

Malgré ces avantages, il apparaît également que la supériorité de la grande ferme coopérative ne s'affirme pas immédiatement, en particulier du point de vue des rendements, lorsqu'elle se trouve en compétition avec des exploitations familiales moyennes, ayant atteint un certain niveau technique, comme ce fut le cas en R.D.A. Une aide importante de l'Etat est alors nécessaire pour que les fermes coopératives puissent développer leurs virtualités, et pour que l'exemple de leurs réalisations puisse convaincre les paysans moyens de se rallier à la coopération.

(Si le rendement des exploitations familiales moyennes ayant atteint un certain niveau technique sont souvent étonnamment élevés, il serait intéressant, toutefois, d'en calculer les frais par unité produite, le paysan individuel compensant des frais élevés en se contentant d'un salaire horaire inférieur à celui des travailleurs salariés).

Certains pourraient être tentés d'établir un parallèle entre la grande culture socialiste et celle que le plan Mansholt projetait d'édifier dans les pays de la C.E.E.

Les deux voies, pour nous, s'opposent au contraire radicalement.

Les plans Mansholt et similaires font reposer l'édification d'une agriculture industrielle, de type capitaliste, sur la liquidation de la propriété et de l'entreprise paysannes individuelles, par la ruine des paysans travailleurs.

Tant en R.D.A. qu'en Bulgarie, la politique agricole a, au contraire, eu pour constante de venir d'abord en aide aux plus petits, aux plus pauvres parmi les paysans, ensuite seulement aux paysans moyens. Et ce sont, d'abord les paysans pauvres, ensuite les paysans moyens qui ont été eux-mêmes les constructeurs d'une agriculture coopérative qui a transformé leur vie.

Ensuite, le plan Mansholt, à le supposer réalisé, ne résoudra pas les graves problèmes agricoles des pays de la C.E.E. La grande agriculture capitaliste qu'il veut mettre en place porte en elle ses limites et ses contradictions, qui ne peuvent que s'aggraver.

Ce qui nous a frappé, au contraire, en R.D.A. et en Bulgarie, c'est le sentiment que les grandes agricultures socialistes, qui viennent seulement d'y être édifiées, sont seulement tout au début de leurs possibilités et qu'elles sont promises, au cours des années à venir, à de nouveaux et importants progrès, avec cette caractéristique, que, dans des pays socialistes, les paysans et l'ensemble de la population bénéficient des progrès de l'agriculture.

Et chez nous ? Pouvons-nous, pour notre propre pays, tirer certains enseignements des expériences est-allemande et bulgare ? Nous croyons qu'avec beaucoup de prudence, il est possible de dégager certaines indications.

En R.D.A. et en Bulgarie, ce sont les ouvriers agricoles et les paysans pauvres, pratiquement démunis de tout qui, parce que démunis de tout, se sont engagés les premiers dans la voie de la coopération. Les paysans moyens, plus riches de moyens de production, de connaissances techniques et d'expérience, n'ont suivi qu'au cours d'une deuxième phase, qui a d'ailleurs présenté une très grande importance.

Dans notre pays, l'ancienne couche des petits paysans a pratiquement disparu ou est en voie de disparition.

Il importera donc que l'ancienne couche des paysans moyens, qui forme actuellement la base même de notre paysannerie, participe dès le départ, activement, au rassemblement coopératif et en soit même le moteur.

Il faut noter, d'ailleurs, que beaucoup de nos jeunes cultivateurs, moyens et même aisés, ressentent aujourd'hui, de façon de plus en plus aiguë, les limites de l'entreprise agricole individuelle et recherchent des solutions, souvent utopiques, dans la voie de l'agriculture de groupe et de l'exploitation en commun.

Mais, si leurs solutions sont utopiques, c'est essentiellement parce qu'ils les situent dans le cadre d'un régime capitaliste, dont ils n'envisagent pas la transformation fondamentale.

Or, les exemples est-allemand et bulgare montrent, de façon concrète, que le rassemblement coopératif des paysans et l'édification, sur cette base, d'une grande agriculture socialiste ne pouvaient se faire que dans et par un Etat où la classe ouvrière, alliée à la paysannerie travailleuse, était au pouvoir, et dans le cadre de la transformation socialiste d'ensemble de la société.

Bien sûr, les voies de passage d'un pays comme le nôtre au socialisme seront fort différentes de celles que, dans ces conditions historiques différentes, ont suivies la R.D.A. ou la Bulgarie. Mais il en reste, pour nous, qu'en Belgique comme dans d'autres pays capitalistes développés, le rassemblement coopératif des paysans doit être envisagé en liaison avec des réformes anti-capitalistes et anti-monopolistes profondes, ouvrant des voies de transition vers le socialisme, et ne peut se réaliser sans l'alliance de la paysannerie avec la classe ouvrière.

Juillet 1972.

Henri de Man, intellectuel socialiste

Deuxième partie (1)

L'EXPERIENCE AMERICAINE

— « It was perhaps surprising that a socialist should seek Utopia in capitalist America ». (2)

Démobilisé, Henri de Man se rend à nouveau en Amérique. Il effectue des travaux au Canada. Pendant cette période, de Man semble réfléchir aux conditions psychologiques d'une société plus juste mais ses considérations, purement abstraites et produites — peut-être — en réaction contre le pragmatisme ou les compromissions politiques que subissait, selon lui, le socialisme de l'ancien continent, ne visent pas encore à servir de fondement à une systématisation théorique, capable de suppléer à la carence idéologique des socialistes européens.

Sur le continent américain, le socialiste belge consacra aussi quelques instants à observer, en quelque sorte sur le terrain, le comportement du grand capitaliste, requin de la finance ou brasseur d'affaires. Cette observation directe fournit cependant plus d'une leçon car, au-delà de l'anecdote, elle mène à la critique de la concentration capitaliste, du système des monopoles et de l'idéologie conservatrice (volontiers religieuse).

Témoin de l'« american way of life », de la corruption des fonctionnaires, de la prohibition, de Man fut aussi troublé par le caractère des organisations ouvrières aux U.S.A. Dans ce Far West, il put se rendre compte des divisions profondes au sein des travailleurs attachés à des secteurs fort divers de la production : ouvriers industriels, organisés en syndicats fonctionnarisés et fort

(1) Première partie dans le n° 15 des « Cahiers Marxistes ».

(2) P. DODGE, o.c., p. 58.

éloignés d'une quelconque doctrine socialiste, et Lumpenproletariat, composé d'ouvriers saisonniers, sans qualification mais dont la partie la plus avancée s'inspirait du syndicalisme révolutionnaire.

De Man vécut quelque temps avec un groupe de ces Wobblies, au mode d'existence anachronique, solidaires mais sans cesse sur la défensive. Ces personnages, qui n'ont rien à voir avec les figures romantiques de trappeurs (comme certains l'ont cru au retour de de Man eu Europe), vivaient en parias et s'attachaient encore à défendre, non plus une théorie, mais des sentiments de révolte sociale et individuelle.

De Man, fort sympathique cependant vis-à-vis des Wobblies (images vivantes de cette « expiation des péchés opportunistes du mouvement ouvrier » dont parle Lénine) ne pouvait plus considérer leur groupement comme une force dynamique car eux-mêmes n'avaient plus aucun espoir de sortir de leur position marginale.

Dans les derniers mois de son séjour aux Etats-Unis, il assista à une lutte violente entre des travailleurs et un trust industriel, au moment où l'Etat américain traversait une période de réaction politique. (Affaire Sacco et Vanzetti - Immigration Act 1921).

Les conclusions que de Man a rapportées des U.S.A. pourraient se résumer en quelques mots. Les « Lettres » qu'il envoya au « Peuple » (1), traduisent très bien sa conception d'ensemble sur l'évolution des classes dans la société capitaliste avancée. Si la lutte des classes était une réalité, il tenait à en montrer les causes et les implications nouvelles.

Convaincu maintenant des travers de son idéalisation du prolétariat, il pense que la mobilité sociale donne à la notion de classe un nouveau fondement d'ordre psychologique. La vraie lutte des classes a donc commencé (2). Le capitalisme, fournisseur des biens réels et matériels, donne aussi, au stade américain, une nouvelle conscience chez les producteurs.

La composition même de la classe ouvrière américaine (flux et reflux d'immigrés), lui confère un caractère de transition, crée une réalité en mouvement où les conflits sociaux deviennent violents sans doute, mais ne trouveront plus de voie révolutionnaire. Les choix ou les buts politiques ne peuvent donc plus se comparer avec la situation européenne. Au niveau économique de l'Amérique, on ne peut distinguer clairement l'avenir d'une influence socialiste.

A son retour en Belgique (fin 1920), de Man va se préoccuper de définir le socialisme, opérant dans une société capitaliste d'ancien style. On peut penser que, dès ce moment, il cesse de considérer le mouvement socialiste comme un phénomène dont la réalisation soit

(1) P. DODGE, o.c., pp. 55-64 et 254-255.

(2) id., p. 59 (in « Lettre d'Amérique : l'Handicap Europe-Amérique », Peuple, 2 octobre 1920).

possible au niveau international. Cette attitude se trouve peut-être à la base de son indifférence, voire de son mépris, pour les activités et les problèmes des Internationales.

LE CONTROLE OUVRIER

— « Hélas, des belles résolutions de congrès à la vigoureuse action quotidienne qu'il aurait fallu pour les réaliser, il y avait loin ! » (1).

Appelé à Bruxelles, de Man contribua à la création de l'Ecole Ouvrière Supérieure destinée à former des militants responsables d'organisations syndicales et socialistes. Fondée en 1921, cette école mit à profit des expériences pédagogiques assez remarquables ; son activité contribua largement à hausser le niveau idéologique des élèves tout en exigeant des professeurs une méthode de travail nouvelle.

A la même époque, se développa le thème du contrôle ouvrier, discuté à la semaine syndicale de Morlanwelz en septembre 1921. La Centrale des Métallurgistes créa une série d'écoles pour la formation de ses sectionnaires et délégués syndicaux. De Man rédigea l'introduction au Manuel du Sectionnaire Métallurgiste et fit diverses allocutions à Morlanwelz sur le contrôle ouvrier (2).

Ce sujet, qui a marqué toute la pensée syndicale socialiste de 1920 à 1929 environ, mériterait beaucoup plus d'attention que n'y a consacré P. Dodge (3). Ce dernier a d'ailleurs, en suivant de trop près les justifications a posteriori de de Man, donné du mouvement de contrôle ouvrier une vision schématique, réduite et banale. Passant sous silence les écrits de Louis de Brouckère sur cette question, M. Dodge n'a vu dans l'idée du contrôle ouvrier qu'un thème annexe.

De plus, entre le texte de de Man écrit en 1921 et les positions qu'il défend dans ses Mémoires, on notera une évidente différence.

Si le contrôle ouvrier doit déboucher sur un « bouleversement profond dans l'ordre des choses humaines, plus fondamental par ses conséquences que n'importe quel autre bouleversement qui se soit produit dans l'ordre politique ou social jusqu'à ce jour » (4), on

(1) H. DE MAN, o.c., p. 179.

(2) « Introduction », Centrale des Métallurgistes de Belgique et la Centrale d'Education Ouvrière, **Manuel du sectionnaire métallurgiste**, Bruxelles, Imprimerie Populaire, 1921.

— « L'allocution du président de Man : La définition du contrôle ouvrier » ; « L'Aspect psychologique du contrôle ouvrier », « Le contrôle ouvrier aux Etats-Unis », etc., in Commission syndicale de Belgique, **Compte-rendu sténographique de la Semaine syndicale tenue à Morlanwelz du 4 au 10 septembre 1921** ..., 11, 17, 43-60, 202-211, etc., Bruxelles, Lucifer, 1921.

(3) P. DODGE, o.c., pp. 52-53.

(4) DE MAN, (Morlanwelz), o.c., p. 58.

voit bien qu'à long terme il vise autre chose que « la reconnaissance des délégués syndicaux (sectionnaires ou hommes de confiance, délégués d'usine, de puits, de chantier, etc.), les commissions paritaires d'industrie et en général toutes les formes de la participation ouvrière au règlement des conditions de travail » (1). Pour limiter l'arbitraire patronal, en veillant aussi à rester en dehors de toute forme d'« intégration » des syndicats, « le contrôle ouvrier, en tant qu'idéal, en tant que principe et but ultime est donc assez facile à définir : c'est, en somme, l'application à la production des principes qui sont à la base de la conception de la démocratie dans la vie publique : c'est, si vous le voulez, la démocratie appliquée à l'organisation de la vie économique ; c'est le gouvernement de l'atelier, de l'entreprise avec le consentement des gouvernés, un gouvernement organisé par la collectivité de ceux qui y travaillent » (2).

Telle était donc l'idée exprimée par de Man en 1921.

Certes, il n'a pas persévéré dans cette voie aussi longtemps que de Brouckère mais il fallait quand même faire observer que de Man n'a pas toujours vu et compris le contrôle ouvrier d'une manière restrictive. M. U. Destree a donc mieux dégagé la signification du contrôle ouvrier au début des années 20 (3) que M. Dodge qui refaçonne la carrière intellectuelle de de Man selon le schéma qu'il a lui-même élaboré dans ses Mémoires.

Au moment de la fondation de l'Ecole Ouvrière Supérieure, de Man conservait sa place, en compagnie de de Brouckère notamment, dans la fraction la plus avancée du socialisme belge. Mais la déception ressentie devant l'immobilisme des milieux syndicaux et ses heurts avec l'opinion socialiste au sujet de l'Allemagne devaient alors accélérer l'évolution de ses attitudes doctrinales.

Affirmant des sentiments hostiles à la France (4), il s'irrite de l'irrésolution du P.O.B. vis-à-vis du problème allemand (5).

« Pris entre ses obligations de sacrifier à la traditionnelle idéologie internationaliste, et sa crainte de perdre des électeurs en heurtant le sentiment anti-allemand des masses, le Parti Ouvrier continue à souffler le chaud et le froid » (6).

(1) DE MAN, *Après coup*, pp. 174-175.

(2) DE MAN (Morlanwelz), o.c., p. 12.

(3) Urbain DESTREE, *Première approche de la notion de contrôle ouvrier*, Cahiers Marxistes, n° 6, 2^e année, juin-août 1970, pp. 3-26.

— Sur le contrôle ouvrier, voir aussi : G. DESOLRE, *50 ans de débats sur le contrôle ouvrier*, éd. de la Taupe, 1971, 256 p.

(4) « The truth is that the only power that today threatens our national independence is France, delivered to a band of chauvinists pirates and become for the peace of Europe a worse danger than Germany ever has been ». « Sabotons la guerre ! », *Education-Récréation*, v. 2, n. 25 (1 Juin 1921), 418-419. (texte cité en anglais dans DODGE, p. 61).

(5) « L'Allemagne Nouvelle », *Le Peuple* (série de 18 articles entre le 12 juin et le 7 juillet 1921).

(6) DE MAN, *Après coup*, p. 179.

Quand de Man prononce à Cologne, le 19 mars 1922, une allocution à une réception pour les étudiants de l'École Ouvrière Supérieure, il reprend la résolution de la II^e Internationale demandant la fin de l'occupation militaire, la réduction des réparations et une révision du Traité de Versailles.

Suite à cela, une petite crise parmi les socialistes révèle qu'une incompatibilité d'opinion s'affirme entre de Man et la majorité. Dès lors, il ne fait plus de doute, pour lui, que l'Internationale socialiste n'est qu'une construction artificielle, inopérante. Il ne sert donc plus à rien de s'en réclamer puisque, dans les faits, chaque parti socialiste agit d'une façon autonome et nationale.

Cette contradiction va l'amener à croire que toute rigueur théorique fait défaut au socialisme politique. De plus, s'il y a une nécessité d'atteindre le but socialiste par la pratique, on ne peut plus recourir au marxisme dont le caractère déterministe est, selon lui, démenti catégoriquement par l'évolution du capitalisme — évolution dont il a tiré ses conclusions en Amérique.

De Man cherchera une solution à ces problèmes en élaborant sa théorie des motifs psychologiques dont il avait déjà pensé confusément les prémisses.

Ces circonstances, jointes à des difficultés matrimoniales, l'ont poussé à quitter la Belgique pour l'Allemagne.

NAISSANCE D'UNE THEORIE

— « ... il faut que le socialisme se libère du marxisme » (1).

De Man s'installe successivement à Darmstadt (Suisse) et Francfort où il devient professeur de psychologie sociale à l'Université. Pendant ces dix années, il développe ses théories, confronte ses vues avec d'autres penseurs et publie un nombre considérable de livres ou de brochures. Les publications qui traduisent le mieux ses idées sont, sans nul doute, « Zur Psychologie des Sozialismus » (1926), et « Le Socialisme constructif » (publié en néerlandais en 1931). « Die Sozialistische Idee » paru en 1933, reprend les thèmes développés antérieurement. Ces ouvrages, traduits en plusieurs langues, connurent une très grande notoriété et ont été analysés par de multiples exégètes.

Bien que de Man ne résidât plus en Belgique, ses rapports avec les dirigeants socialistes belges n'étaient pas rompus et ainsi, grâce notamment aux conférences qu'il donna devant certains auditoires

(1) H. DE MAN, o.c., p. 191.

— « Zur Psychologie des Sozialismus », trad. en français « Au-delà du Marxisme ».

— « Le Socialisme constructif », Paris, Alcan, 1933 (publié en néerlandais en 1931 — suite d'essais traduits de l'allemand).

— « Die Sozialistische Idee », Iena, Diederichs, 1933 (trad. française en 1935).

belges (1), il a pu observer les réactions diverses provoquées par ses théories. Parmi les brochures qu'il fit publier alors en Belgique, « **De Intellectueelen en het Socialisme** » fournit un très bon résumé de ses idées telles qu'il les avait arrêtées en 1926. (2)

A la lecture de cet opuscule, il apparaît qu'à partir de ce moment il n'a rien ajouté de fondamental à sa doctrine personnelle.

De plus, cette brochure nous permet de mieux comprendre son attitude propre, en tant que théoricien, vis-à-vis du monde ouvrier.

Tout d'abord, il établit l'impuissance de l'intellectuel, la faiblesse de ses moyens et l'ambiguïté de sa volonté de comprendre ou d'intervenir dans le milieu ouvrier. En effet, le théoricien qui quitte sa classe sociale pour se ranger du côté de la lutte socialiste, a beaucoup de mérite à ses propres yeux car, même d'une manière inconsciente, il ne peut s'empêcher de considérer son activité, son « passage au prolétariat » comme un sacrifice personnel. Son choix politique et son niveau culturel doivent donc, pense-t-il, lui valoir la reconnaissance de ceux qu'il s'apprête à servir. Tout naturellement, il se croit désigné pour remplir une fonction dirigeante et responsable.

« Le guide, qui n'a appris à connaître la masse des travailleurs que sous la forme d'une foule anonyme d'auditeurs au cours de meetings, ne vaut guère mieux que l'officier qui n'a jamais manié lui-même l'épée ou le fusil » (3).

La masse ouvrière, à son tour, ne mesure nullement toute la valeur du théoricien.

« Les intellectuels sont des « baantjesjagers » (quémandeurs de place) et des arrivistes !... C'est de cette façon, en particulier, que l'on voit les intellectuels qui s'intègrent activement dans la social-démocratie » (4). De surcroît, ces intellectuels, individualistes malgré eux, ne peuvent donner ensemble des opinions cohérentes : « twintig intellectueelen, twintig meeningen » (5). Il n'est donc pas étonnant qu'ils ne soupçonnent pas la valeur de l'organisation, du parti telle qu'elle est comprise par les travailleurs.

Par l'expérience historique, ces derniers ont accumulé trop de méfiance à l'égard de la démagogie dont use le théoricien pour se faire comprendre des masses.

L'explication de ce phénomène, proposée par de Man, se résume finalement en ceci : le complexe d'infériorité de la classe ouvrière s'oppose au complexe d'infériorité des intellectuels.

(1) ex. : « La Crise du socialisme », conférence faite au groupement universitaire d'Etudes Sociales à la Maison du Peuple de Bruxelles, le 21 juin 1927, Bruxelles, L'Eglantine, 1927.

(2) « De Intellectueelen en het Socialisme », Bruxelles, De Wilde Roos, s.d. (1926). (D'abord publié en allemand en 1926, trad. aussi en tchèque).

(3) H. DE MAN, « De Intellectueelen en het Socialisme », p. 13.

(4) id., p. 13.

(5) id., p. 14.

Deux dangers guettent le doctrinaire.

L'hyper-radicalisme, le dogmatisme détruisent toute possibilité d'unité entre la théorie révolutionnaire abstraite et la volonté populaire (1). Et si l'intellectuel veut s'assimiler complètement au travailleur manuel afin de réagir, de penser comme lui, l'échec de cette tentative (peut-être inéluctable) le laissera désormais indifférent, aigri face à toute forme de mouvement populaire.

Cependant, de Man n'enlève aucune de ses qualités à l'intellectuel anti-capitaliste car il va même jusqu'à en faire un visionnaire, un idéaliste sans lequel il n'est pas de pensée socialiste. En effet, « l'univers de la pensée du socialisme est plus un produit du besoin spirituel des intellectuels qu'un produit du besoin matériel des prolétaires » (2).

L'appartenance à la bourgeoisie n'est pas un obstacle pour celui qui veut aller au socialisme. « Il ne suffit pas d'être un travailleur arrivé à la conscience de classe pour devenir socialiste. Et l'on peut devenir un socialiste valable sans être ouvrier » (3). Dès lors, un des termes de la contradiction où l'intellectuel pourrait s'engager est éliminé.

De plus, « la caractéristique du prolétariat n'est pas la vente de la force de travail en soi, ni la non-possession et le rapport (relation) salarial en soi, mais l'appartenance permanente à la classe des producteurs, du travail aliéné, des subordonnés sociaux des employeurs, des inférieurs de la société et maintenus, en tant que tels, éloignés de la communauté culturelle » (4).

Il faut revoir la notion de prolétariat élaborée par le marxisme car aujourd'hui la condition matérielle et l'exploitation du travail n'expliquent plus les fondements de la lutte des classes. Les thèses marxistes étant dépassées, de Man en arrive à sa psychologie du socialisme.

Le socialisme lui-même « est et fut toujours un socialisme des sentiments » (5). Mais, l'explication nouvelle du socialisme ne peut encourir le reproche d'être utopiste car le socialisme psychologique est aussi scientifique que l'économique (6).

» La conception du socialisme, comme je l'ai esquissée ici, permet à l'intellectuel, grâce à d'autres qualités que celles du politicien, de donner les plus grands services dont il dispose au socialisme. Il peut être complètement socialiste et rester complètement intellectuel » (7).

(1) *id.*, p. 16.

(2) *id.*, p. 19.

(3) *id.*, p. 22.

(4) *id.*, p. 23-24.

(5) *id.*, p. 26.

(6) *id.*, p. 27.

(7) *id.*, p. 32.

La théorie de la psychologie du socialisme a libéré de Man d'une équivoque entretenue, auparavant déjà, par l'état d'esprit régnant au P.O.B.

Mais ses théories trouvent bien d'autres explications.

En effet, en admettant même que le marxisme n'a pas fait faillite, force était de constater, à son point de vue, que les partis socialistes s'en étaient écartés et tout portait à croire que le « levain » intellectuel qu'il préparait donnerait enfin plus de goût à la « pâte » des partis ouvriers. Bref, si les politiciens socialistes admettaient sa doctrine, ils pourraient étoffer, nourrir leur conduite d'une raison théorique plus adéquate que le marxisme.

« La position de ce dernier (de Man) était forte : la jeunesse socialiste sentait le besoin d'une doctrine qui rénouvât un marxisme théorique, en train de s'enfermer sur les contradictions de la vie réelle » (1).

La théorie demaniste ne venait pas seulement en temps opportun pour le mouvement réformiste socialiste (elle en était, sans doute, dans une certaine mesure, le produit) mais elle devait encore intéresser les jeunes catholiques.

« Le sens le plus profond du socialisme est exprimé dans le langage sec de la psychologie sociale, qu'en formant des représentations juridiques, compensatrices et directrices, il aide des millions de gens à vaincre un complexe d'infériorité sociale ».

« Les revendications socialistes des ouvriers sont la forme sublimée d'un ressentiment naturel (à l'égard des injustices sociales) qui, sans cette soupape de sûreté, conduirait à une agressivité individuelle exacerbée et à une fureur nihiliste destructrice. Dans le langage de l'éthique religieuse, cela s'exprimerait à peu près en ces termes : le socialisme est une croyance qui rend les hommes meilleurs parce qu'elle les élève au-dessus d'eux-mêmes et les oriente vers des buts supra-individuels ; en tous cas, elle leur donne une espérance qui les invite à l'action » (2).

Si de Man s'acheminait vers le « socialisme personnaliste par les paliers d'Au-delà du Marxisme et de l'Idée Socialiste » (3), certains voyaient en son œuvre un complément aux visions spiritualistes de Nicolas Berdiaeff (4). Bref les livres d'H. de Man rencontraient l'intérêt d'un grand nombre de personnes à la recherche, si l'on veut, d'une nouvelle philosophie, ce qui évidemment ne signifie pas qu'elle fût déjà devenue la règle d'un quelconque mouvement

(1) Raymond VERLAINE, « Sans haine et sans gloire », Ed. Pax, Liège (1944).

(2) H. DE MAN, *Au-delà du Marxisme*, L'Eglantine, Bruxelles, 1927, pp. 104 et s.

(3) R. VERLAINE, o.c., p. 112.

(4) R. DE BECKER, *Livre des Vivants et des Morts*, Ed. Toison d'Or, Bruxelles, 1942, p. 89 et s. (R. DE BECKER fait l'éloge de « *Un Nouveau Moyen-Age ; réflexions sur les destinées de la Russie et de l'Europe* » (trad. du russe par A.M.F., Paris, Plon, 1927, 16°), livre de BÉRDIAEFF Nicolas Alexandrovitch).

politique. Comme le point de départ, clairement exprimé, de la pensée demaniste est le constat d'une contradiction entre pratique et théorie socialistes ou plus exactement l'inadaptation du marxisme comme ligne de conduite du révisionnisme, il va de soi qu'elle visait surtout à résoudre ces problèmes latents au sein des partis socialistes et particulièrement le P.O.B. La thèse de de Man ne devait pas se traduire obligatoirement par la disqualification des deux éléments de la contradiction et, par ailleurs, les faits ont démontré, tout au moins pendant une certaine période, qu'elle avait pris la place des idées marxistes présentes chez certains socialistes sans pour cela changer le réformisme politique.

De cette difficulté à accorder la pensée socialiste scientifique avec la pratique, Vandervelde était un vivant exemple. Les citations de Jaurès, fréquentes chez lui, n'y changeaient rien. Néanmoins, il conservait l'opinion que le marxisme n'était pas encore, en tant que méthode d'analyse, tombé en désuétude. (1)

Ce sentiment fut hautement exprimé par son ouvrage « **Le Marxisme a-t-il fait faillite ?** » (2)

Après un exposé schématique du contenu d'« Au delà du Marxisme », il critique l'analyse sociologique de de Man.

« Il classe les hommes, non plus d'après leurs rapports économiques, mais d'après la nature de leurs occupations. Il réunit dans une même classe des ouvriers et des employés (les prolétaires à faux col). Il en fait une autre, qu'il représente comme la classe dirigeante, — à un moment où les puissances d'argent s'affirment avec tant d'insolence —, des avocats, des médecins, des professeurs, des ingénieurs, des fonctionnaires, des instituteurs, des intellectuels en un mot, quelle que soit leur fortune, quelles que soient leurs affinités d'ordre économique, soit avec des prolétaires, soit avec des capitalistes » (3).

Les intellectuels, que de Man a élevés au pinacle, pourraient aussi aller vers un super-socialisme, en choisissant de servir « un mouvement qui, tout en reconnaissant, en soutenant, en animant l'organisation de classe des travailleurs, chercherait à exprimer, sur un plan plus élevé que celui des conflits d'intérêts et de pouvoir, le contenu religieux, moral et civilisateur de l'idée socialiste » (4).

Par un curieux renversement de situation (5), Vandervelde dit se méfier « de cette hiérarchie des tâches qui aboutit, en somme, à créer des socialistes de première et de seconde classe : ceux-ci, confinés dans le temporel, absorbés par les luttes politiques et syn-

(1) Rappelons à toutes fins utiles que dans ce domaine également Vandervelde commit de multiples bévues (v. la critique du livre « Le socialisme contre l'Etat » de Vandervelde, par Lénine, Œuvres, t. 28, pp. 330-336).

(2) E. VANDERVELDE, *Le Marxisme a-t-il fait faillite ?*, L'Eglantine, Bruxelles, 1928.

(3) *id.*, p. 98.

(4) (Vandervelde citant de Man), p. 99.

(5) v. réponse de de Man à Vandervelde en 1911 (1^e partie de l'article).

dicales ; ceux-là investis ou s'investissant de la mission la plus haute d'exprimer le contenu spirituel du socialisme » (1).

Avec un peu d'ironie, Vandervelde rappelle le jeune de Man, marxiste fervent, qu'il connut avant la guerre. Inquiet de la faveur accordée par les jeunes socialistes au livre de de Man, Vandervelde montre la dette que l'auteur doit aux courants philosophiques idéalistes contemporains. « Nous voici en plein Bergsonisme » (2) ... c'est-à-dire, très loin du socialisme. Vandervelde s'élève surtout contre le « psychologisme », la négation des mobiles économiques, la faute dans l'interprétation de la conscience de classe.

« ... Je puis admettre avec de Man que l'instinct de classe est antérieur à la conscience de classe, qu'il n'est pas indispensable que les travailleurs aient élucidé le problème de la plus-value pour lutter contre l'exploitation et la domination dont ils sont victimes, que ce n'est pas le seul « instinct acquisitif » qui détermine leurs volitions sociales » (3), mais quand de Man affirme que « la classe ouvrière est infériorisée parce qu'elle se sent infériorisée », Vandervelde s'estime bien heureux « que le livre de de Man soit forcément d'un hermétisme qui le rende inaccessible à ces prolétaires, en qui il voit la pâte dont les intellectuels sont le levain. La classe ouvrière pourrait se demander de qui l'on se moque, si l'on venait lui dire en bon français ou en bon allemand que son infériorité sociale ne tient pas aux dominations politiques qui pèsent sur elle, à l'insuffisance de ses conditions d'existence matérielle, à l'exploitation dont elle est la victime, mais au sentiment de ces infériorités » (4).

Contre ce nouveau « fossoyeur du marxisme », Vandervelde donne à entendre que « les conservateurs lui feront fête » mais que « les prolétaires n'eu auront cure » (5).

Au risque d'être quelque peu excessif, Vandervelde conclut que « de Man le (socialisme) désosse, lui enlève son ossature économique, sous couleur de l'idéaliser » (6).

Pendant, l'opposition de Vandervelde aux idées de de Man restait, à ce stade, purement verbale et même, en 1931 déjà (7), Vandervelde fit appel à l'auteur d'*Au delà du Marxisme* pour animer un groupe d'étude socialiste destiné à créer un programme politique et économique. Cette intervention du « Patron » illustre, peut-être, son manque de résolution ou bien, traduit une carence importante de ressources, de dynamisme intellectuels au sein du P.O.B. à cette époque.

(1) p. 99.

(2) id., p. 104.

(3) p. 111.

(4) pp. 113-114.

(5) p. 117.

(6) E. VANDERVELDE, o.c., p. 118.

(7) DODGE, o.c., p. 129.

On peut supposer aussi que l'antagonisme entre Arthur Wauters, auteur du Plan de Salut Public adopté en 1931 par le P.O.B., et de Man, créateur du Plan du Travail, remonte à cette année.

A. Wauters, en effet, s'était montré favorable aux théories d'Au delà du Marxisme (1) mais, sans doute, a-t-il ressenti avec amertume qu'on lui préférait de Man pour tracer une voie nouvelle au P.O.B.

LE PLANISME

— « Il y a des gens qui ressemblent aux vaudevilles, qu'on ne chante qu'un certain temps » (2).

— « C'est une grande folie de vouloir être sage tout seul » (3).

Nommé directeur du Bureau d'Etudes Sociales, de Man s'installe à nouveau en Belgique en avril 1933.

L'élaboration du Plan du Travail, son adoption par la Commission Syndicale et le P.O.B. à la fin de la même année, ont assuré à de Man une renommée extraordinaire en Belgique et même au dehors car bientôt, de ce programme destiné, en premier lieu, à résorber le chômage (4), va sortir une conception plus large, baptisée « planisme » (5).

Pour les adversaires du P.O.B., le retour de de Man sur la scène politique belge et son autorité en matière doctrinale donnaient l'occasion d'attaquer les convictions défendues par la gauche ou d'exploiter les contradictions de ce parti.

(1) v. A. WAUTERS, *Un courant nouveau dans le socialisme. Les théories de M. de Man*, Bull. d'Information et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique, IV^e année, vol. II, n^o 9 du 10-XI-1929, 4 p.

(2) LA ROCHEFOUCAULD, *Maximes*, Classiques Larousse, Paris, 5^e éd., p. 49.

(3) *id.*, p. 24.

(4) « Mes amis, comme vous savez, le Plan du Travail est un plan élaboré pour sortir de la crise en résorbant le chômage.

» Quand on a dit cela, on a dit tout ce qu'il contient. Il ne contient que les conditions nécessaires pour atteindre cet objectif. Il les contient toutes, et il ne va pas plus loin. » « La Résorption du chômage et le Plan du travail », *Mouvement syndical Belge*, n^o 7 (20 juillet 1934).

(5) Nous ne reprenons pas ici l'exposé de la carrière du Plan. Historique et appréciations critiques, voir :

— P. DODGE, *o.c.*, p. 124 et suiv.

— B.S. CHLEPNER, *Cent ans d'Histoire sociale en Belgique*, U.L.B., Institut de Sociologie Solvay, 1956, 435 pp.

— G. FREDERICKX, *Uit het dossier van de jaren 1930-1940. De magische leuze in crisistijd : het Plan de Man*, *De Vlaamse Linie*, 18-VII-1952.

— E. MANDEL, *o.c.*

— JOSEPH JACQUEMOTTE, *Soc. Pop.* d'Editions, Bruxelles, 1961, pp. 150-152, 1663-166, 184-185.

Le 23 novembre 1933, Ed. Rubbens disait à la Chambre :

« M. de Man est une intelligence puissante, une grande conscience et il désire rester socialiste tout en se plaçant au delà du marxisme. Mais, Messieurs, je lis aussi régulièrement les ouvrages de l'honorable M. Vandervelde. Et c'est une vraie jouissance pour des esprits spéculatifs, mais qui donne cependant une impression pénible : de voir un esprit puissant impuissant à se dégager du marxisme. Tout le monde voudra bien reconnaître qu'il y a une différence énorme entre l'opinion de M. de Man et le marxisme. M. Vandervelde tâche toujours d'unir les deux. » (1)

Comme de Man avait rompu avec le marxisme, beaucoup de politiciens se plaisaient à louer son socialisme.

Ainsi, par exemple, Victor de Laveleye au cours d'un meeting à Anvers : « Je laisse de côté Karl Marx et son pesant système. Je n'ai jamais cru au matérialisme historique. Et c'est le lieu de rappeler ici, à Anvers, patrie d'Henri de Man, que nous sommes aujourd'hui « au delà du marxisme », engagés dans un socialisme moderne, auquel chacun peut adhérer, parce qu'il repose sur une base incontestable, celle de la nécessité d'une solidarité sociale ... » (2).

Mais — paradoxe ou non ? —, les idées de de Man provoquaient beaucoup plus de dissensions au sein de son propre parti (*). Les activités politiques du personnage vinrent encore accroître l'ampleur de ce phénomène.

S'il est permis de faire remonter la « conversion » de M. Spaak au planisme en septembre 1934 (Conférence Internationale de Pontigny) (3), un certain nombre de socialistes, qui avaient admis le Plan comme mot d'ordre ou comme but à court terme, s'inquiétaient manifestement des activités du « clan planiste » (4).

(1) M. CORDEMANS, Edmond Rubbens. Een levensverhaal met een bloemlezing uit zijn werken. 1894-1938, Uitgeverij Story-Scientia, P.V.B.A., Gent, p. 306.

(2) Victor de LAVELEYE, *Face au nouveau Moyen Age*, discours au meeting du 22 décembre 1937 au « Rubenspaleis », organisé par l'Association Libérale et Constitutionnelle d'Anvers, Impr. Jos. De Volder, Anvers, 1938, p. 10.

(*) Certains groupes de gauche, extérieurs au P.O.B., donnèrent publiquement les raisons de leur méfiance envers les louanges adressées aux ouvrages de de Man. « C'est pourquoi les compromettantes louanges qui entourent les derniers travaux de H. de Man expriment le plaisir d'en voir un de plus prendre place dans l'armée déjà nombreuse des Marxvernichter ». (J.G., *Le Métamarxisme de Henri de Man*, *Marxisme* (revue de l'U.O.B.), n° 7, février 1937, p. 2).

(3) Telle était l'opinion de de Man, non démentie par M. Spaak.

V. R. DE BECKER, Pour bâtir une Belgique nouvelle. M. Henri de Man nous dit : « Je suis d'accord avec Spaak » ..., *Indépendance Belge*, 17 février 1937.

(4) v. Archives A. Wauters. Document concernant la conférence de de Man à la Sorbonne, le lundi 10 décembre 1934.

(Ce discours de de Man a été publié : *Le Socialisme devant la Crise*, Cahier de Révolution constructive, n° 8, Paris, Itard, s.d. Discours de de Man à la Sorbonne, fait sous les auspices de la « Nouvelle Ecole de la Paix », 16 décembre 1934. Y compris les « thèses de Pontigny ». Republié en 1935 sous le titre « Socialisme et Planisme »).

LES COMMUNISTES ET LE PLAN

Dans le cadre d'une étude historique sur l'avant-garde du mouvement ouvrier belge pendant l'entre-deux-guerres, il serait très intéressant d'analyser l'attitude du P.C.B. à l'égard du Plan. Nous ne voulons, ici, qu'indiquer quelques étapes de la position communiste en la matière.

Dans un premier temps, l'hostilité des communistes est totale vis-à-vis de ce qu'ils considéraient simplement comme un nouvel « os à ronger » jeté par la social-démocratie aux masses ouvrières, victimes d'une crise économique sans précédent. Ainsi, le parti socialiste entendait-il désamorcer un mouvement révolutionnaire ouvrier tout en conservant ses chances de participer à un gouvernement bourgeois.

Telle est l'opinion qu'exposait Eugène Varga dans différents ouvrages et brochures : « La crise idéologique est un problème pour toute la II^e Internationale et pas seulement pour les chefs des Partis social-démocrates allemand et autrichien qui ont déjà été chassés par la bourgeoisie. La tâche est d'établir une nouvelle idéologie, un nouveau programme qui puisse d'une part satisfaire et retenir dans le Parti les ouvriers, et, d'autre part, qui détourne la bourgeoisie de l'exemple de la bourgeoisie allemande, c'est-à-dire de chasser les réformistes et de faire des fascistes son principal soutien social ... C'est de Man qui a fait à ce sujet « l'essai le mieux réussi » par son « programme de travail » adopté solennellement par le Parti Ouvrier Belge, unissant la phraséologie de gauche à un contenu concret semi-fasciste et acceptable pour la bourgeoisie. Aux ouvriers, on fait croire que le Plan renferme une « attaque contre la structure du capitalisme », que sa réalisation constituerait un pas vers la réalisation du but final en « nationalisant » les banques, les chemins de fer, les mines et la production d'énergie. La bourgeoisie est calmée puisqu'il ne saurait être question de confisquer sa fortune et parce que l'exécution du plan ne se ferait que par la voie pacifique en gagnant la majorité au Parlement. A l'égard de la classe ouvrière, le plan est de la phraséologie révolutionnaire; envers la bourgeoisie, c'est une offre de gouvernement de coalition sur la base de l'aide systématique de l'Etat aux entreprises du capital monopoliste qui sont menacées par la banqueroute » (1).

De plus, quel est l'homme auquel le P.O.B. a confié son sort ?

« Non seulement la bourgeoisie allemande, mais la bourgeoisie belge aussi a pleine confiance en de Man. Depuis 1931, il est collaborateur en titre du « Bulletin d'Information de la Banque Nationale de Belgique ». A intervalles réguliers, les leaders signés de son nom paraissent dans cet organe élégant, destiné à l'usage intérieur de la grande bourgeoisie belge. En pleine campagne pour le « Plan », il

(1) E. VARGA, *La crise économique, sociale, politique*, Paris, Bureau d'éditions 1935, p. 252.

trouvait le temps de faire le leader pour le numéro du 25 octobre 1933.

... Est-il possible qu'un homme jouissant de la confiance de la grande bourgeoisie belge au point qu'elle en fait le collaborateur régulier de l'organe du bastoin capitaliste belge, la Banque Nationale, est-il possible qu'un tel homme puisse diriger la classe ouvrière belge dans la lutte contre cette même bourgeoisie ? Est-il possible qu'un homme qui est à la solde de la grande bourgeoisie belge puisse mener la lutte pour le socialisme ? Nous ne croyons pas aux miracles » (1).

Les communistes ne croyaient pas plus aux miracles en 1935 qu'en 1934. Mais, entre-temps, leur expérience politique avait fait des progrès dans le sens d'une élaboration plus juste d'une tactique destinée à barrer la route au fascisme.

L'intervention fameuse de Dimitrov au VII^e Congrès de l'Internationale Communiste contribua largement à la modification de l'attitude des communistes belges vis-à-vis du Plan.

« Nous devons nous adresser aux organisations ouvrières de Belgique et leur dire : les capitalistes ont déjà suffisamment touché, Et même beaucoup trop. Exigeons des ministres social-démocrates qu'ils tiennent les promesses qu'ils ont faites aux ouvriers.

Groupons-nous en un front unique pour le succès de la défense de nos intérêts. Ministre Vandervelde, nous soutenons les revendications pour les ouvriers contenues dans **votre** plate-forme, mais nous le déclarons ouvertement : ces revendications, nous les prenons **au sérieux**, nous voulons des actes et non des paroles vaines, et c'est pourquoi nous groupons des centaines de milliers d'ouvriers dans la lutte pour ces revendications... » (2).

En bref, il s'agissait d'un appel à l'action, pour les revendications ouvrières éparpillées dans le Plan, avec la perspective d'un front unique sur cette base. On sait que le P.O.B. s'y est toujours refusé, à l'exception de quelques militants de valeur (dont Albert Marteaux). Mais il semble bien que cette politique-là ait été bénéfique pour le Parti Communiste bien qu'il fut contraint d'être seul à la mener.

Au même moment d'ailleurs, des dissensions (exacerbées bientôt par le problème de la Guerre d'Espagne) apparaissent au sein du P.O.B.

(à suivre).

(*) Nous verrons, dans le prochain numéro des C.M., vers quelle position catastrophique de Man mènera son parti, et comment lui-même ira, par la collaboration avec l'occupant nazi, à sa perte.

(1) E. VARGA, *Le « Plan »*, Bruxelles, C.D.L., 1934, p. 22.

(2) G. DIMITROV, *L'Unité de la classe ouvrière dans la lutte contre le fascisme*. Bureau d'Éditions, Paris (VII^e Congrès mondial de l'I.C.), 1935 (1^{er} fasc.), pp. 45-46.

